

6. LES AUTRES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

61. Des finances

Sont visés les articles 99 à 103 et 104, 2me alinéa.

611. L'article 99

- Cet article dispose:

"Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi. - Aucun emprunt à charge de l'Etat ne peut être contracté sans l'assentiment de la Chambre. - Aucune propriété immobilière de l'Etat ne peut être aliénée, si l'aliénation n'en est autorisée par la loi. - Nulle création au profit de l'Etat d'une route, d'un canal, d'un chemin de fer, d'un grand pont ou d'un bâtiment considérable, ne peut être décrétée qu'en vertu d'une loi spéciale. - Aucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale. - Aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil communal. - La loi détermine les exceptions dont l'expérience démontrera les nécessités relativement aux impositions communales."

- Dans le cadre de son premier avis le Conseil Economique et Social avait arrêté la position suivante:

"Article 99, alinéas 3 et 4

"Aucune propriété immobilière de l'Etat ne peut être aliénée, si l'aliénation n'en est autorisée par la loi.

Nulle création au profit de l'Etat d'une route, d'un canal, d'un chemin de fer, d'un grand pont ou d'un bâtiment considérable, ne peut être décrétée qu'en vertu d'une loi spéciale."

- En exigeant l'autorisation législative pour l'ensemble des aliénations immobilières de l'Etat, l'alinéa 3 de l'article 99 ne permet pas de différencier les objets à aliéner suivant leurs valeurs financières et économiques respectives. Aussi peut-on se demander si l'aliénation d'une parcelle immobilière, à faible valeur, doit nécessairement être autorisée par une loi.

Par contre, l'acquisition, par l'Etat, d'une propriété immobilière, n'est pas soumise à une autorisation législative.

Il s'y ajoute que le Gouvernement est habilité à réaliser d'autres opérations commerciales - souvent onéreuses pour l'Etat - sans devoir recourir à l'autorisation législative.

Aussi le Conseil Economique et Social propose-t-il de modifier l'alinéa 3 dans le sens qu'aucune transaction immobilière et commerciale dépassant une certaine valeur - seuil à fixer et à adapter par la loi - ne pourra être faite par l'Etat et les Communes, sans qu'elle soit autorisée par une loi. Il échet cependant de veiller à ce que la formulation définitive à retenir ne préjudicie pas une gestion efficiente des affaires de l'Etat.

En dessous du seuil fixé, les décisions en la matière seraient prises par le Gouvernement en Conseil.

- Quant au 4e alinéa, l'énumération y retenue devrait être regroupée sous le terme générique d'ouvrages d'infrastructure.

Cependant, l'obligation de l'autorisation législative préalable devrait être limitée aux seuls ouvrages d'infrastructure d'envergure, le seuil à retenir, en la matière, devant être fixé et adapté par la loi."

- Le Conseil Economique et Social propose de libeller l'article 99 comme suit:

Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi. Aucun emprunt à charge de l'Etat ne peut être contracté sans l'assentiment de la Chambre. Aucune transaction dépassant la valeur fixée par la loi ne pourra être faite par l'Etat, sans qu'elle soit autorisée par une loi. Nulle création au profit de l'Etat d'un ouvrage d'infrastructure ou d'un bâtiment ne peut être décrétée qu'en vertu d'une loi spéciale si ces ouvrages dépassent la valeur déterminée par la loi. Aucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale. Aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil communal. La loi détermine les exceptions dont l'expérience démontrera les nécessités relativement aux impositions communales.

- Le Conseil Economique et Social voudrait attirer l'attention sur le terme de "transaction", qui recouvre tous les engagements financiers de l'Etat, notamment l'achat aussi bien que la vente de biens mobiliers et immobiliers.

Le Conseil Economique et Social partage le souci de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre, de concilier la nécessité d'un travail législatif efficace avec l'obligation incombant à la Chambre des Députés de contrôler toute dépense importante faite par l'Etat ou susceptible d'être faite par lui. Il est conscient notamment qu'une

approbation obligatoire de la Chambre des Députés pour toute acquisition par l'Etat d'une propriété immobilière importante peut causer des problèmes pratiques. Il estime cependant que le principe de la primauté de la représentation nationale sur l'exécutif en matière financière prime les difficultés pratiques qui peuvent d'ailleurs être largement évitées par la fixation d'un seuil légal relativement élevé.

612. Les articles 100 et 101

- Ces articles disposent:

Article 100

"Les impôts au profit de l'Etat sont votés annuellement. - Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an, si elles ne sont renouvelées."

Article 101

"Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts. Nulle exemption ou modération ne peut être établie que par une loi."

- Le Conseil Economique et Social propose de maintenir les dispositions des articles 100 et 101 actuels.

Maintien du texte actuel

613. L'article 102

- Cet article dispose:

"Hors les cas formellement exceptés par la loi, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens ou des établissements publics qu'à titre d'impôts au profit de l'Etat ou de la commune."

- Le Conseil Economique et Social propose de réaménager l'article 102 comme suit:

Hors les cas formellement exceptés par la loi, aucune rétribution ne peut être exigée des personnes physiques et morales, de droit privé ou public, qu'à titre d'impôts au profit de l'Etat ou de la commune.

614. L'article 103

- Cet article dispose:

"Aucune pension, aucun traitement d'attente, aucune gratification à la charge du trésor ne peuvent être accordés qu'en vertu de la loi."

- Il est proposé de transférer l'article 103 au chapitre des fonctionnaires publics en y incluant également les traitements à charge de l'Etat:

Aucun traitement, aucune pension, aucun traitement d'attente, aucune gratification à la charge du trésor ne peuvent être accordés qu'en vertu de la loi.

615. L'article 104, 2e alinéa

- Cet alinéa dispose:

"Toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes."

- Il est proposé de maintenir la disposition de l'article 104, 2me alinéa.

Maintien du texte actuel

62. Des cultes

621. Les articles 22, 106 et 119.

- L'article 22 dispose:

"L'intervention de l'Etat dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté

pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que les rapports de l'Eglise avec l'Etat, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention."

- L'article 106 dispose:

"Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'Etat et réglés par la loi."

- L'article 119 dispose:

"En attendant la conclusion des conventions prévues à l'art. 22, les dispositions actuelles relatives aux cultes restent en vigueur."

Le Conseil Economique et Social estime que la nomination des ministres des cultes et leur organisation hiérarchique sont du ressort des organisations des cultes elles-mêmes, les rapports entre les cultes et l'Etat devant être réglés dans le respect du principe de la liberté des cultes.

- Pour plus de clarté, le Conseil Economique et Social propose de fusionner les articles 22, 106 et 119 en libellant le nouvel article à inscrire dans la Constitution comme suit:

Les rapports entre les cultes et l'Etat doivent faire l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.

En attendant la conclusion des conventions prévues à l'alinéa qui précède, les dispositions actuelles relatives aux cultes restent en vigueur.

Les traitements et pensions des Ministres des cultes sont à charge de l'Etat et réglés par la loi.

622. Article 21

- Cet article dispose:

"Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale."

Ce texte consacre la séparation entre le mariage civil et le mariage religieux et garantit leur succession dans le temps,

empêchant ainsi certains couples de se satisfaire d'un simple mariage religieux. Le Conseil Economique et Social estime que cette disposition, qui est d'ailleurs sanctionnée par l'article 267 du Code pénal, s'explique essentiellement par des raisons historiques et ne devrait pas figurer dans un texte constitutionnel.

- Il en propose la suppression dans la Constitution.

Suppression

63. Des fonctionnaires publics

Sont visés les articles 110, 31 et 30,35, alinéas 2 et 103.

631. L'article 110

- Cet article dispose:

"(1) Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi; elle en détermine la formule.

(2) Tous les fonctionnaires publics civils, avant d'entrer en fonctions, prêtent le serment suivant: "je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité."

- Le Conseil Economique et Social propose le maintien de l'article 110.

Maintien du texte actuel

632. Les articles 31 et 30

- L'article 31 dispose:

"Les fonctionnaires publics, à quelque ordre qu'ils appartiennent, les membres du Gouvernement exceptés, ne peuvent être privés de leurs fonctions, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi."

- L'article 30 dispose:

"Nulle autorisation préalable n'est requise pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres du Gouvernement."

- Le Conseil Economique et Social propose de maintenir le texte actuel des articles 31 et 30.

Maintien du texte actuel

- Enfin, le Conseil Economique et Social propose d'intégrer dans ce chapitre les dispositions des actuels articles 35 alinéa 2 et 103.

64. Des dispositions générales

Sont visés les articles 109 à 115.

641. L'article 112

- Cet article dispose:

"Aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale ou communale n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi."

La publication des lois et arrêtés ou règlements est une attribution du pouvoir exécutif. La publication des règlements communaux est du ressort des autorités communales.

- Le Conseil Economique et Social propose de maintenir le libellé de l'article 112 actuel.

Maintien du texte actuel

642. L'article 109

- Cet article dispose:

"La ville de Luxembourg est la capitale du Grand-Duché et le siège du Gouvernement. - Le siège du Gouvernement ne peut être déplacé que momentanément pour des raisons graves."

Lors de l'analyse de l'article 71 actuel, le Conseil Economique et Social s'était interrogé sur l'autorité à habiliter de la décision du déplacement du lieu des séances de la Chambre des Députés.

- Parallèlement à cette approche préconisée, il est proposé de modifier l'article 109 comme suit:

La ville de Luxembourg est la capitale du Grand-Duché et le siège du Gouvernement. Par décision du Gouvernement, le siège peut être déplacé momentanément pour des raisons graves.

643. L'article 29

- L'article 29 dispose:

"La loi règlera l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire."

- Le Conseil Economique et Social se prononce pour le maintien du texte de l'article 29.

Maintien du texte actuel

644. L'article 111

- Cet article dispose:

"Tout étranger qui se trouve sur le territoire du Grand-Duché, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi."

- Dans le cadre d'une Constitution qui énonce les droits et les libertés fondamentaux dans une optique universelle, la disposition inscrite à l'article 111 actuel s'avère superfétatoire et, dès lors, elle n'est plus à reprendre dans le cadre de la Constitution révisée.

A supprimer

7. L'AUTORITE DES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

71. Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois

Dans ce cadre, le Conseil Economique et Social renvoie aux considérations émises au chapitre II quant au contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois et il propose de faire figurer, en premier lieu de ce chapitre 7, l'article nouveau suivant figurant à la page 18, ci-avant:

Les cours et tribunaux n'appliquent la loi que si elle est conforme aux règles constitutionnelles.

Pour exercer le contrôle de la constitutionnalité des lois, il est institué une juridiction appelée Cour Constitutionnelle, dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont réglés par la loi.

Lorsqu'une question d'inconstitutionnalité est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction luxembourgeoise, cette juridiction est tenue, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, de demander à la Cour Constitutionnelle de statuer sur cette question à titre préjudiciel.

72. Les articles 114 et 113

- Ces articles disposent:

. Article 114

"Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de procéder à la révision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne. - Après cette déclaration, la Chambre est dissoute de plein droit. - Il en sera convoqué une nouvelle, conformément à l'article 74 de la présente Constitution. - Cette Chambre statue, de commun accord avec le Grand-Duc, sur les points soumis à la révision. - Dans ce cas, la Chambre ne pourra délibérer, si trois quarts au moins des membres qui la composent ne sont présents, et nul changement ne sera adopté, s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages."

. Article 113

"Aucune disposition de la Constitution ne peut être suspendue."

Le Conseil Economique et Social constate que la rédaction de l'article 114, 4e alinéa, précisant que "Cette Chambre statue, de commun accord avec le Grand-Duc, sur les points soumis à la révision", n'est pas conforme au principe régissant la séparation des pouvoirs, puisque ce libellé amène à conclure que le Grand-Duc dispose d'un droit de veto en matière de révision constitutionnelle.

Cette disposition doit donc normalement signifier que la délibération et la publication des points soumis à révision le sont dans les formes prévues pour l'adoption des lois.

Conformément à l'approche adoptée en matière de procédure législative (cf. article 34 et article 47), la référence à l'accord du Grand-duc est, dès lors, superfétatoire.

- Aussi le Conseil Economique et Social propose-t-il de modifier l'article 114 comme suit:

Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de procéder à la révision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne. Après cette déclaration, la Chambre est dissoute de plein droit. Il en sera convoqué une nouvelle, conformément à l'article 54, alinéa 4 de la présente Constitution. Cette Chambre statue sur les points soumis à la révision.

Dans ce cas, la Chambre ne pourra délibérer que si trois quarts au moins des membres qui la composent sont présents, et nul changement ne sera adopté que s'il réunit au moins les deux tiers des suffrages.

- Quant à l'article 113, le Conseil Economique et social se prononce pour le maintien de cette disposition qui devra être inscrite après l'article 114 actuel.

Maintien du texte actuel

73. L'article 115

- Cet article dispose:

"Aucun changement de la Constitution ne peut être fait pendant une régence."

- Compte tenu de la suppression de la référence à l'accord du Grand-Duc dans le cadre de la procédure de révision de la Constitution, et du fait qu'une régence peut éventuellement s'étendre sur une période assez longue, le Conseil Economique et Social propose de ne plus reprendre l'article 115 dans la Constitution révisée.

A supprimer

74. Les articles 116 à 121.

Ces articles concernent les dispositions transitoires et supplémentaires inscrites dans la Constitution actuelle.

L'article 116 a été repris dans le cadre du chapitre sur le Gouvernement.

L'article 119 est repris dans le chapitre sur les relations entre les cultes et l'Etat.

741. L'article 117

- Cet article dispose:

"A compter du jour où la Constitution sera exécutoire, toutes les lois, tous les décrets, arrêtés, règlements et autres actes qui y sont contraires, sont abrogés."

- L'article 117 est à supprimer, car la règle qu'il formule est en contradiction avec les dispositions de l'article 120.

A supprimer

742. L'article 118

- Cet article dispose:

"La peine de mort, abolie en matière politique, est remplacée par la peine immédiatement inférieure, jusqu'à ce qu'il y soit statué par la loi nouvelle."

- L'article 118 est à supprimer.

A supprimer

La position du Conseil Economique et Social quant à la peine de mort est exposée dans le cadre du chapitre relatif aux droits et libertés fondamentaux.

743. Les articles 120 et 121

- Ces articles disposent:

. Article 120

"Jusqu'à la promulgation des lois et règlements prévus par la Constitution, les lois et règlements en vigueur continuent à être appliqués."

. Article 121

"La Constitution d'Etats du 12 octobre 1841 est abolie. Toutes les autorités conservent et exercent leurs attributions, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu, conformément à la Constitution."

- L'article 120 a pour objet d'éviter qu'un vide juridique s'installe au moment de l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution.

D'une part, les lois et règlements conformes à la nouvelle Constitution restent évidemment en vigueur jusqu'à la promulgation des lois et règlements requis par cette nouvelle Constitution.

Par contre, si des dispositions légales et réglementaires antérieures ne sont pas conformes aux textes de la nouvelle Constitution, il y a lieu de distinguer entre les cas d'inconstitutionnalité d'ordre fondamental et ceux d'ordre formel.

Ainsi, un litige quant à une dispositions inconstitutionnelle d'ordre fondamental pourra être portée devant la Cour constitutionnelle qui sera, dès lors, appelée à constater le caractère inconstitutionnel des dispositions en question.

Quant aux dispositions qui s'avèreraient inconstitutionnelles par rapport à la forme selon laquelle elles avaient été mises en vigueur, le Conseil Economique et Social estime qu'elles ne pourront pas être contestées quant à leur procédure de mise en vigueur, puisque cette procédure était conforme aux textes des anciennes Constitutions (exemples, réglementation de l'Enregistrement, code civil).

Compte tenu de ces précisions, le Conseil Economique et Social estime nécessaire d'assortir la règle de l'article 120 de la réserve du contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois prévu par l'article 103 nouveau.

- Quant à l'article 121, déclaré révisable, le Conseil Economique et Social a pris position, comme suit, dans le cadre de son premier avis.

- " . Le premier alinéa de cet article est superfétatoire. En effet, la Constitution d'Etats de 1841 a été abolie par les révisions constitutionnelles successives. Aussi est-il proposé de le supprimer.
- . En ce qui concerne le deuxième alinéa de cet article, le Conseil Economique et Social propose que toutes les autorités instituées en vertu des dispositions constitutionnelles antérieurement en vigueur, conservent et exercent leurs attributions jusqu'à ce qu'il ait été autrement pourvu, conformément à la Constitution."

Revenant sur son premier avis, le Conseil Economique et Social propose d'abolir également la deuxième phrase de l'article 121 qui, en cas d'inaction du législateur, rendrait inopérantes les réformes de nos institutions que le Conseil Economique et Social préconise. Le Conseil Economique et Social propose de remplacer cette phrase par une disposition qui s'inspire de l'article 91 de la Constitution française et qui prévoit qu'en matière institutionnelle, l'adaptation des lois et règlements à la présente Constitution aura lieu dans le délai d'un an à partir de sa promulgation.

- Aussi le Conseil Economique et Social propose-t-il le texte suivant:

Jusqu'à la promulgation des lois et règlements prévus par la Constitution, les lois et règlements en vigueur continuent à être appliqués sous réserve des dispositions de l'article 103 de la présente Constitution.

En matière institutionnelle, l'adaptation des lois et règlements à la présente Constitution aura lieu dans le délai d'un an à partir de sa promulgation.

L'article 121, 1er alinéa est à supprimer.

V. PROBLEMES PARTICULIERS

EN RELATION AVEC LE

FONCTIONNEMENT DE

NOS INSTITUTIONS

1. LE DROIT DE VOTE DES ETRANGERS

- Il importe tout d'abord de prendre connaissance de certaines données statistiques. Les deux tableaux en annexe au présent chapitre V indiquent l'un, le nombre d'étrangers résidant dans les Etats membres de la Communauté, l'autre la répartition par nationalités des étrangers dans notre pays. Un rapport de la Commission des CE du 26 septembre 1986 fait un inventaire de la population étrangère établie dans les Etats membres, en constatant que 87% de cette population sont concentrés en Allemagne, France, Royaume-Uni et Belgique, et que la proportion de cette population étrangère par rapport à la population totale dépasse 4% en Belgique, en Allemagne, en France, en Irlande et surtout au Luxembourg. Mais, sur les 13 millions d'étrangers qui résident dans les Etats membres, seulement 5 millions (environ 29%) sont originaires des Etats membres; les étrangers d'autres pays de la Communauté sont plus nombreux que ceux venant de pays tiers seulement en Belgique, au Luxembourg, en Espagne et en Irlande.

En ce qui concerne notre pays, ce rapport précise:

"Le Grand-Duché est l'Etat membre des contrastes. En effet, il s'agit de l'Etat membre qui du fait de sa taille modeste compte en valeur absolue le moins d'étrangers, mais qui en valeur relative par rapport à la population totale compte le pourcentage le plus élevé d'étrangers: 26,2% soit près d'un quart de la population. De plus, ces étrangers sont presque tous originaires d'autres Etats membres (92,7%). Par l'élargissement de la Communauté, les Portugais sont de loin les plus nombreux. De ce fait, les originaires d'Etats tiers ne sont que peu nombreux.

Cette population étrangère est répandue partout à travers le territoire national. Elle comprend de nombreux travailleurs migrants des pays méditerranéens et leur famille (environ 56%), mais aussi de ressortissants de pays frontaliers (environ 31%)."

- Ayant à l'esprit les chiffres et les considérations qui précèdent, le Conseil Economique et Social a examiné la question du droit de vote des étrangers au plan national, au plan communal et à celui des Chambres professionnelles.

11. Au plan national

Le Conseil Economique et Social est d'avis qu'en ce qui concerne le droit de vote actif et passif aux élections législatives, aucune modification ne doit être apportée à l'article 52

de notre Constitution quant aux conditions requises pour être électeur ou éligible. En effet, compte tenu du caractère national et politique des élections parlementaires, qui concourent à la détermination de la souveraineté nationale, le Conseil Economique et Social estime prématuré d'envisager la participation des non-nationaux à ces élections, même au niveau européen, où une telle participation procéderait d'un processus fédéraliste qui n'est pas inscrit dans les traités existants.

12. Au plan communal

Le Conseil Economique et Social a essayé tout d'abord de résumer aussi objectivement que possible les arguments généralement avancés en faveur ou en défaveur du droit de vote des étrangers.

- Les arguments avancés le plus souvent en défaveur du droit de vote des étrangers sont les suivants.

. L'exercice du droit de vote, même au niveau communal, présuppose une intégration dans la communauté nationale que la très grande majorité des étrangers est loin de réaliser et à laquelle elle n'a d'ailleurs pas l'intention de procéder. Dans le cas contraire, la procédure de naturalisation est à la disposition de ceux qui souhaitent obtenir les mêmes droits politiques que les Luxembourgeois.

. Les étrangers n'ont souvent qu'une tradition politique récente ou, en tout état de cause, une mentalité politique différente de celle de la grande majorité des Luxembourgeois, et auront tendance à projeter leurs problèmes nationaux sur la scène politique luxembourgeoise, avec le risque d'aboutir à la création de mouvements idéologiques, voire politico-religieux, développant des thèmes contraires aux intérêts nationaux.

. Octroyer le droit de vote aux étrangers reviendra à changer, voire à bouleverser le rapport de forces entre les partis politiques luxembourgeois, du fait notamment que les étrangers se recrutent principalement dans une couche sociale bien spécifique et ne correspondent donc pas, électoralement parlant, à la structure politique de la population luxembourgeoise, ce qui risquera d'entraîner des modifications dans la situation relative des partis luxembourgeois.

. Une fois le principe admis du droit de vote aux élections communales, on aura mis le doigt dans un dangereux engrenage qui risquera, à terme, d'élargir ce droit au niveau national.

. Enfin, il n'est pas souhaitable que notre pays, compte-tenu de l'importance relative de sa population étrangère, prenne, dès à présent, une initiative à cet égard tant que la réciprocité ne sera pas concédée par les autres pays, notamment par les Etats membres de la Communauté européenne. Seuls trois Etats membres de la Communauté ont jusqu'à présent ouvert le droit de vote aux municipales à tous les non-nationaux: le Danemark, les Pays-Bas et l'Irlande, dans lesquels le pourcentage d'étrangers ne se situe qu'entre 2 et 4% de la population totale.

- Il importe maintenant d'entendre les arguments des défenseurs du droit de vote des étrangers.

. L'exclusion des étrangers de toute participation à la vie politique d'un pays au destin duquel ils sont et seront associés n'obéit ni aux principes démocratiques ni à l'intérêt national bien compris. La vocation internationale et européenne du Luxembourg, sa tradition de pays d'accueil ayant réussi depuis un siècle l'assimilation de souches étrangères successives, le pluralisme de ses langues, sans oublier sa situation de pays à forte pénétration de capitaux étrangers, constituent autant de prédispositions favorables à une participation d'étrangers à la vie des collectivités communales. En ce qui concerne par ailleurs le droit à naturalisation, abandonner sa nationalité et en prendre une nouvelle constitue pour chaque homme une rupture définitive avec le passé et sa culture d'origine. Il est donc compréhensible que pour la plupart des étrangers, vu leur situation précaire et incertaine dans notre pays, d'une part, leurs attaches avec leur terre d'origine, d'autre part, la naturalisation ne soit pas une solution évidente, du moins pendant une première période de séjour.

. Il est évident et d'ailleurs fort compréhensible que l'étranger reste lié à son pays d'origine, même si l'intensité de cette liaison va en diminuant. Toutefois, au niveau communal, il est relativement peu question d'idéologies et de controverses philosophiques, mais bien plus de gestion, d'environnement, de qualité de la vie et des services que la commune peut ou doit rendre à ses habitants. Il va d'ailleurs de soi que l'octroi du droit de vote aux non-nationaux devra s'accompagner notamment de conditions de résidence d'une durée plus ou moins longue.

. Il n'est pas certain que le rapport de forces entre les partis politiques changera fondamentalement du fait du vote des étrangers, alors que le tissu social n'est pas le seul facteur à prendre en considération en matière politique et que par ailleurs, il appartiendra aux partis politiques de relever le défi, de s'occuper des étrangers et de les admettre en leur sein.

. Dans notre système institutionnel, un éventuel élargissement du droit de vote des étrangers ne pourrait résulter que d'une volonté politique clairement exprimée par les représentants élus de la nation et transposée dans les textes par une révision constitutionnelle. Le risque est nul de voir le vote communal empiéter sur le vote national comme en France par exemple, où les sénateurs sont élus par le collège des "grands électeurs" lequel est, en partie, composé de délégués des conseils municipaux. De plus, l'exercice éventuel par une partie de la population étrangère, d'activités éthico-religieuses totalement étrangères à notre forme de civilisation ne relève pas de l'organisation électorale, mais bien plutôt de notre politique d'immigration et du respect de nos droits fondamentaux.

. Le système actuel aboutit à ce que plus de quatre millions de citoyens des Etats membres, qui, pour des raisons diverses, résident dans un autre Etat membre que le leur, c'est-à-dire qui mettent en oeuvre les libertés d'établissement et de séjour issues du Traité et du droit dérivé, n'ont plus le droit de vote municipal.

Dans cette optique, il est particulièrement important que les pays comme le nôtre, ayant une forte implantation de population étrangère et, notamment communautaire, donne la possibilité à cette partie de leur population de s'exprimer politiquement sur les problèmes locaux qui les touchent de plus près. Par ailleurs, la Commission européenne a avancé son intention de présenter une proposition de directive en ce domaine, basée sur les articles 3c et 7, 235 ou 236 du Traité de Rome, ce qui réglerait le problème de la réciprocité tout au moins en ce qui concerne les Etats membres de la Communauté européenne.

- En conclusion de cet examen, le Conseil Economique et Social est d'avis que:

. Des efforts importants ont d'ores et déjà été faits

de part et d'autre pour faciliter l'intégration des étrangers dans la vie économique et culturelle luxembourgeoise, notamment par l'octroi de facilités de naturalisation.

. En attendant, tous les efforts doivent cependant être poursuivis, notamment par l'intensification des activités des commissions consultatives sur le plan communal, pour associer au mieux les étrangers à la vie de la population de notre pays.

. Dans cet esprit, les pouvoirs politiques devraient adopter une attitude positive à l'égard des efforts actuellement déployés par la Commission européenne en vue de l'introduction du droit de vote communal aux étrangers sur la base du principe de réciprocité et à des conditions harmonisées.

Dans ce contexte, le Conseil Economique et Social a pris connaissance de la proposition de directive du Conseil présentée par la Commission Européenne sur le droit de vote des ressortissants des Etats membres aux élections municipales de l'Etat membre de résidence (doc. COM(88) 371 final du 24 juin 1988). Cette proposition peut être résumée comme suit:

Les Etats membres accordent aux ressortissants des autres Etats membres résidant régulièrement sur leur territoire le droit d'être électeur aux élections municipales dans la commune où ils résident.

La demande d'inscription sur les listes électorales de la commune de résidence peut être formulée par tout ressortissant d'un autre Etat membre à l'issue d'une résidence ininterrompue dans l'Etat membre d'accueil d'une durée égale au maximum au mandat d'un conseil municipal.

La preuve de la résidence est apportée par un document attestant leur résidence délivré par les autorités de l'Etat membre d'accueil. La durée de cette résidence commence à courir à partir de la date de la demande de délivrance de ce document.

Un ressortissant d'un Etat membre peut être candidat aux élections municipales dans sa commune de résidence située dans un autre Etat membre à l'issue d'une résidence ininterrompue dans l'Etat membre d'accueil d'une durée égale au maximum à deux mandats d'un conseil municipal.

Les Etats membres peuvent exclure les ressortissants d'autres Etats membres des fonctions de maire ou adjoint au Maire, ou de toute fonction équivalente.

Lorsque la proportion de ressortissants des Etats membres résidant dans un autre Etat membre dépasse 20% de la population totale, l'Etat membre peut ne pas appliquer la présente directive pour les premières élections générales où celle-ci serait d'application, selon les dispositions de l'article 14.

Les Etats membres peuvent prévoir que lors des deux premières élections municipales générales au cours desquelles les dispositions de la présente directive seront appliquées, les ressortissants d'autres Etats membres, membres d'un conseil municipal, ne peuvent dépasser une proposition d'un quart du nombre total des membres de ce conseil.

- Le Conseil Economique et Social approuve les dispositions contenues dans ce projet de directive et invite le Gouvernement luxembourgeois à les soutenir au sein du Conseil de Ministres de Communautés Européennes.

Il constate toutefois que, compte tenu des délais prévus concernant notamment:

- . la finalisation de la directive par le Conseil de Ministres,
- . sa transposition dans le droit national dans un délai de trois ans à partir de sa notification aux Gouvernements,
- . le point de départ du délai de résidence,

la première mise en oeuvre de cette directive au plan luxembourgeois se situerait aux environs de l'an 2000.

- Le Conseil Economique et Social estime que ce délai est suffisant pour introduire les mesures envisagées dans notre pays, et qu'il n'y aura donc probablement pas lieu d'exercer la faculté laissée par l'art. 11 aux Etats dont la proportion de non-nationaux communautaires dépasse le seuil de 20% de la population totale, de ne pas appliquer la directive pour les premières élections générales où celle-ci serait d'application.

Par contre, le Conseil Economique et Social estime que notre pays devrait faire application des dispositions de l'article 12 du projet de directive qui prévoit pour les Etats membres la faculté, pendant une période transitoire, de limiter le nombre de non-nationaux à 25% du total des membres des conseils municipaux.

- Sur le plan constitutionnel, il résulte de ce qui précède que la mise en vigueur de la proposition de directive précitée devra entraîner la suppression, à l'art. 107 (2) de notre

Constitution, du renvoi à l'art. 52 en ce qui concerne l'exigence de la qualité de Luxembourgeois pour l'électorat actif et passif.

13. Au plan des Chambres professionnelles

- Le Conseil Economique et Social constate que les conditions de l'électorat actif et passif pour les Chambres professionnelles doivent être réglées par la loi. Il n'y a donc pas lieu, à ce sujet, de proposer une modification à notre Constitution.

- Quant à la détermination de ces conditions, le Conseil Economique et Social propose que le Gouvernement demande l'avis des différentes Chambres professionnelles et, en cas de réponses fondamentalement divergentes de la part de celles-ci, qu'il demande au Conseil Economique et Social d'émettre un avis unique et coordonné à ce sujet, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Economique et Social.

2. L'INSCRIPTION DES PARTIS POLITIQUES ET DES SYNDICATS DANS LA CONSTITUTION

- Dans le cadre de son premier avis, le Conseil Economique et Social, lors de l'analyse de l'article 26 relatif au droit d'association, avait rappelé les liens entre les dispositions de l'article 11, alinéa 5 - garantissant les libertés syndicales - et celles de l'article 26 de la Constitution, qui soulève indirectement le problème de la capacité civile des syndicats et, notamment la question de leur droit d'ester en justice, ainsi que la place à leur réserver, le cas échéant, dans la Constitution. Le Conseil Economique et Social avait décidé d'approfondir ce problème ainsi que celui relatif aux partis politiques dans la deuxième partie de son avis.

- Le Conseil Economique et Social tient à souligner le rôle éminent qui revient aux partis politiques et aux syndicats dans l'organisation et le fonctionnement démocratique de notre société.

Actuellement, l'existence des partis politiques et des syndicats est basée sur l'article 26 de la Constitution relative au droit d'association.

Leur inscription formelle dans la Constitution soulèverait de nombreux problèmes, notamment quant à la définition des partis et des organisations syndicales, de leurs missions, des conditions d'existence et de création ainsi que des règles de fonctionnement, de sorte qu'une telle inscription risquerait de heurter les dispositions de l'article 26 et d'être, par ailleurs, difficilement acceptable par les intéressés.

Ainsi, une inscription éventuelle des partis dans la Constitution risquerait d'entraîner, en pratique, une délimitation de leurs conditions d'existence, préjudiciable au rôle leur incombant dans notre démocratie.

Il paraît, en effet, difficile de définir le rôle des partis politiques et des syndicats dans la Constitution sans empiéter sur leur situation actuelle et sans heurter d'autres droits fondamentaux dont ils jouissent actuellement.

- Pour ces raisons, le Conseil Economique et Social ne voit pas l'opportunité de consacrer dans la Constitution l'existence des partis politiques et des syndicats.

3. L'EXECUTION TARDIVE DES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES ET LEGISLATIVES

- Le Conseil Economique et Social rappelle qu'il se prononce pour un système constitutionnel qui se limite à l'énoncé des libertés et des droits fondamentaux des individus ainsi que des principes essentiels devant régir l'organisation de l'Etat. Dans une telle approche, il revient au pouvoir législatif de veiller à la mise en oeuvre des principes constitutionnels.

Ainsi, dans les cas où la Constitution stipule qu'une disposition est à régler par la loi, il importe que celle-ci soit prise dans les meilleurs délais, afin d'éviter une insécurité juridique.

- Dans le même contexte, le Conseil Economique et Social a également examiné le problème de l'exécution tardive des lois.

Il a constaté que certaines lois ne sont pas exécutées ou ne sont que partiellement exécutées, notamment parce que les règlements prévus pour leur mise en oeuvre n'ont pas été pris.

Par exemple, la loi du 23 avril 1979 portant création d'un premier cycle intégré de l'enseignement post-primaire (tronc commun), n'a jamais été mise en oeuvre.

De même, les dispositions relatives à l'examen médical de la loi du 28 octobre 1969 concernant la protection des enfants et des jeunes travailleurs restent lettre morte.

S'il paraît difficile que la loi fixe, à chaque fois, le délai à respecter pour la mise en oeuvre des règlements d'exécution, le Conseil Economique et Social est cependant d'avis que les instances compétentes doivent veiller à l'exécution complète et rapide des lois.

Dans l'hypothèse où le législateur considérerait que la mise en oeuvre d'une loi votée dans le passé ne s'impose plus, il conviendrait de l'abroger expressément.

ETRANGERS RESIDANT DANS LES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE
EN 1985

unité: mille

	POPULATION ETRANGERE TOTALE			RESSORTISSANTS D'ETATS MEMBRES			RESSORTISSANTS D'ETATS TIERS		
	NOMBRE	% de la population totale	% de la population étrangère de la CE	NOMBRE	% du total des étrangers	% de la population totale	Nombre	% du total des étrangers	% de la population totale
Belgique	891	9	6,9	600	67,4	6,0	290	32,6	3
Danemark	103	2	0,8	25	24,3	0,5	78	75,7	1,5
Espagne	210	0,6	1,6	126	60	0,4	84	40	0,2
Allemagne	4.535	7,4	35,2	1.433	31,6	2,3	3.102	68,4	5,1
France	3.680	6,8	28,5	1.578	42,9	2,9	2.102	57,1	3,9
Grèce	84	0,9	0,6	23	27,4	0,2	61	72,6	0,7
Irlande	232	6,8	1,8	196	84,5	5,7	36	15,5	1,1
Italie	312	0,6	2,4	75	24	0,2	237	76	0,4
Luxembourg*	97	26,2	0,7	84	87,1	22,8	13	12,9	3,4
Pays-Bas	546	3,8	4,2	175	32	1,2	371	68	2,6
Portugal	63	0,6	0,5	17	27	0,2	46	73	0,4
Royaume-Uni	2.137	3,91	16,6	708	33,2	1,3	1.429	66,8	2,6
Total	12.889	4,1	100	5.034	39	1,6	7.855	61	2,4

Source: STATEC et Commission des CE.

* Suite à la loi du 12 décembre 1986 sur la nationalité luxembourgeoise, 3.330 mineurs nés, entre 1969 et 1986, d'une mère luxembourgeoise et d'un père étranger, sont devenus luxembourgeois au 1er janvier 1987.

REPARTITION DES ETRANGERS AU LUXEMBOURG
EN 1987

	NOMBRE	% DES ETRAN- GERS	% DES ETRAN- GERS TOTAL	% POPU- LATION
Portugais	28.300	33,6	29,2	7,6
Italiens	19.000	22,5	19,6	5,1
Français	11.300	13,4	11,7	3,1
Allemands	7.800	9,3	8,0	2,1
Belges	8.000	9,5	8,3	2,2
Néerlandais	3.200	3,8	3,3	0,9
Espagnols	2.000	2,4	2,1	0,5
Autres CE	4.700	5,5	4,9	1,3
Total CEE	84.300	100	87,1	22,8
Yougoslaves	1.400	11,2	1,4	0,4
Autres pays tiers	11.100	88,8	11,5	3,0
Total des pays tiers	96.800*	100	100	26,2

Source: STATEC

* Suite à la loi du 12 décembre 1986 sur la nationalité luxembourgeoise, 3.330 mineurs nés, entre 1969 et 1986, d'une mère luxembourgeoise et d'un père étranger, sont devenus luxembourgeois au 1er janvier 1987.

V I

LE TABLEAU RECAPITULATIF
COMPARANT LES PROPOSITIONS
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
AVEC LES DISPOSITIONS ACTUELLES
DE LA CONSTITUTION

VI. LE TABLEAU RECAPITULATIF COMPARANT LES PROPOSITIONS
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL AVEC LES DISPOSITIONS
ACTUELLES DE LA CONSTITUTION*

LES PROPOSITIONS DU CONSEIL
ECONOMIQUE ET SOCIAL

(Les modifications et ajouts
par rapport au texte actuel
sont soulignés)

CHAPITRE I
DE LA SOUVERAINETE NATIONALE

SECTION 1
DU TERRITOIRE

Article 1

Le Grand-Duché de Luxembourg
forme un Etat libre, indépen-
dant, indivisible et inalié-
nable.

Article 2

Nulle cession, nul échange,
nulle adjonction de parcelle
de territoire ne peut avoir
lieu qu'en vertu d'une loi.

Article 3

Le territoire se divise:
- sur le plan politique, en
circonscriptions électorales
dont les limites sont fixées
conformément aux dispositions
de l'article 45, alinéa 2 de
la présente Constitution;
- sur le plan administratif,
en districts, cantons et com-
munes,
- sur le plan judiciaire, en
arrondissements,
dont les limites et les
chefs-lieux sont fixés par la
loi.

LA CONSTITUTION ACTUELLE

Article 1

Le Grand-Duché de Luxembourg
forme un Etat libre, indépen-
dant et indivisible.

Article 37, alinéa 5

Nulle cession, nul échange,
nulle adjonction de terri-
toire ne peut avoir lieu qu'en
vertu d'une loi.

Article 2

Les limites et chefs-lieux
des arrondissements judiciai-
res ou administratifs, des
cantons et des communes ne
peuvent être changés qu'en
vertu d'une loi.

* La numérotation des articles respectifs n'est évidemment pas
identique.

SECTION 2 DES LUXEMBOURGEOIS

Article 4

La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi.

La naturalisation est accordée par la Chambre des Députés.

Les différents modes d'obtention de la qualité de Luxembourgeois confèrent les mêmes droits.

Article 5

Seuls les Luxembourgeois sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions établies par la loi.

Article 6

La présente Constitution et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

SECTION 3 DE LA PUISSANCE SOUVERAINE

Article 7

Le Grand-Duché de Luxembourg est placé sous le régime de la monarchie constitutionnelle et de la démocratie parlementaire.

Article 9, alinéa 1

La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile.

Article 10

(1) La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif.

(2) La loi détermine les effets de la naturalisation.

Article 11, alinéa 2, 2me phrase (Révision du 21 mai 1948).

(2) Seuls les Luxembourgeois sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.

Article 9, alinéa 2

La présente Constitution et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont, outre cette qualité, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Article 51, alinéa 1

(1) Le Grand-Duché de Luxembourg est placé sous le régime de la démocratie parlementaire.

La puissance souveraine réside dans la Nation.
Le Grand-Duc l'exerce conformément à la présente Constitution et aux lois du pays.

Article 32, alinéas 1 et 2

La puissance souveraine réside dans la Nation.
Le Grand-Duc l'exerce conformément à la présente Constitution et aux lois du pays.

SECTION 4
DU GRAND-DUC

Article 8

Le Grand-Duc est le Chef de l'Etat, symbole de son unité et de sa permanence. Il est le garant de l'indépendance nationale et du fonctionnement régulier des institutions.

Il a les pouvoirs que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de celle-ci.

Article 32, alinéa 3

Il n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même, le tout sans préjudice de l'art. 3 de la présente Constitution.

PARAGRAPHE 1
SON STATUT PERSONNEL

Article 9

La Couronne du Grand-Duché est héréditaire dans la famille de Nassau, conformément au pacte du 30 juin 1783, à la loi du 10 juillet 1907 ayant pour objet de conférer force de loi au statut de famille de la Maison de Nassau du 16 avril 1907, à l'art. 71 du traité de Vienne du 9 juin 1815 et à l'art. 1er du traité de Lon-

Article 3

La Couronne du Grand-Duché est héréditaire dans la famille de Nassau, conformément au pacte du 30 juin 1783, à l'art. 71 du traité de Vienne du 9 juin 1815 et à l'art. 1er du traité de Londres du 11 mai 1867.

dres du 11 mai 1867, textes figurant en annexe à la présente Constitution.

Article 10

La personne du Grand-Duc est inviolable.

Article 11

Le Grand-Duc de Luxembourg est majeur à l'âge de dix-huit ans accomplis. Lorsqu'il accède au trône, il prête, aussitôt que possible, en présence de la Chambre des Députés ou d'une députation nommée par elle, le serment suivant:

"Je jure d'observer la Constitution et les lois du Grand-Duché de Luxembourg, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire ainsi que les libertés publiques et individuelles."

Article 12

Si à la mort du Grand-Duc Son successeur est mineur, la régence est exercée conformément au pacte de famille.

Article 13

Si le Grand-Duc se trouve dans l'impossibilité de régner, constatée par la Chambre des Députés, il est pourvu à la régence comme dans le cas de minorité.

En cas de vacance du trône, la Chambre pourvoit provisoirement à la régence. Dans un délai de 6 mois, elle pourvoit définitivement à cette vacance.

Article 4

La personne du Grand-Duc est sacrée et inviolable.

Article 5

(1) Le Grand-Duc de Luxembourg est majeur à l'âge de dix-huit ans accomplis.

Lorsqu'il accède au trône, il prête, aussitôt que possible, en présence de la Chambre des Députés ou d'une députation nommée par elle, le serment suivant:

(2) Je jure d'observer la Constitution et les lois du Grand-Duché de Luxembourg, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire ainsi que les libertés publiques et individuelles.

Article 6

Si à la mort du Grand-Duc Son successeur est mineur, la régence est exercée conformément au pacte de famille.

Article 7

Si le Grand-Duc se trouve dans l'impossibilité de régner, il est pourvu à la régence comme dans le cas de minorité.

En cas de vacance du trône, la Chambre pourvoit provisoirement à la régence. - Une nouvelle Chambre, convoquée, en nombre double dans le délai de trente jours, pourvoit définitivement à la vacance.

Article 14

Lors de son entrée en fonctions, le Régent prête le serment suivant:

"Je jure fidélité au Grand-Duc. Je jure d'observer la Constitution et les lois du pays."

PARAGRAPHE 2

SES PREROGATIVES

Article 15

Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un membre du Gouvernement, à l'exception de celles qui ont pour objet la nomination du Président du Gouvernement.

Article 16

Le Grand-Duc promulgue les lois dans les trois mois du vote de la Chambre des Députés.

Il promulgue les règlements et arrêtés d'exécution des lois dans le mois de la date de leur adoption par les instances compétentes.

Il autorise le dépôt des projets de loi dans le mois de la date à laquelle ils lui ont été soumis.

Article 8

(1) Lors de son entrée en fonctions, le Régent prête le serment suivant:

(2) Je jure fidélité au Grand-Duc. Je jure d'observer la Constitution et les lois du pays.

Article 45

Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un conseiller de la Couronne responsable, à l'exception de celles qui ont pour objet la collation à des étrangers de décorations non destinées à récompenser des services rendus au Grand-Duché.

Article 34

Le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre.

Article 36

Le Grand-Duc fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Article 17

Le Grand-Duc nomme aux emplois civils et militaires, conformément à la loi, et sauf les exceptions établies par elle.

Article 18

Le Grand-Duc conclut les traités et en signe les instruments de ratification.

Il promulgue les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des traités dans les formes qui règlent les mesures d'exécution des lois et avec les effets qui s'attachent à ces mesures, sans préjudice des matières qui sont réservées par la Constitution à la loi.

Article 19

Le Grand-Duc commande la force armée, dont l'organisation et les attributions sont réglées par la loi.

Il déclare l'état de guerre et la cessation de cet état après y avoir été autorisé par un vote de la Chambre émis dans les conditions de l'article 104, alinéa 5 de la Constitution.

Article 20

Le Grand-Duc a le droit de grâce. Il peut remettre ou réduire les peines prononcées par les juges, sauf ce qui est statué par rapport aux membres du Gouvernement.

Article 35, alinéa 1

Le Grand-Duc nomme aux emplois civils et militaires, conformément à la loi, et sauf les exceptions établies par elle.

Article 37, 1re phrase du 1er alinéa et 4me alinéa

Le Grand-Duc fait les traités. Le Grand-Duc fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des traités dans les formes qui règlent les mesures d'exécution des lois et avec les effets qui s'attachent à ces mesures, sans préjudice des matières qui sont réservées par la Constitution à la loi.

Article 37, 6me alinéa

Le Grand-Duc commande la force armée; il déclare la guerre et la cessation de la guerre après y avoir été autorisé par un vote de la Chambre émis dans les conditions de l'article 114, alinéa 5 de la Constitution.

Article 96

Tout ce qui concerne la force armée est réglé par la loi.

Article 38

Le Grand-Duc a le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, sauf ce qui est statué relativement aux membres du Gouvernement.

Article 21

Le Grand-Duc a le droit de faire battre monnaie à son effigie en exécution de la loi.

Article 22

Le Grand-Duc a le droit de conférer des titres de noblesse, sans pouvoir jamais y attacher de privilèges.

Article 23

Le Grand-Duc confère les ordres civils et militaires, dans le respect des prescriptions légales.

Article 24

Le Grand-Duc peut se faire représenter par un Prince du sang, qui aura le titre de Lieutenant du Grand-Duc et résidera dans le Grand-Duché. Ce représentant prêtera serment d'observer la Constitution avant d'exercer ses pouvoirs.

Article 25

La liste civile est fixée par la loi budgétaire. Elle ne peut être inférieure à trois cent mille francs-or par an.

La loi budgétaire peut allouer chaque année à la Maison Souveraine les sommes nécessaires pour couvrir les frais de représentation.

Article 26

Le Palais Grand-Ducal à Luxembourg et le Château de Berg sont réservés à l'habitation du Grand-Duc.

Article 39

Le Grand-Duc a le droit de battre monnaie en exécution de la loi.

Article 40

Le Grand-Duc a le droit de conférer des titres de noblesse, sans pouvoir jamais y attacher aucun privilège.

Article 41

Le Grand-Duc confère les ordres civiles et militaires, en observant à cet égard ce que la loi prescrit.

Article 42

Le Grand-Duc peut se faire représenter par un Prince du sang, qui aura le titre de Lieutenant du Grand-Duc et résidera dans le Grand-Duché. Ce représentant prêtera serment d'observer la Constitution avant d'exercer ses pouvoirs.

Article 43

La liste civile est fixée à trois cent mille francs-or par an. Elle peut être changée par la loi au commencement de chaque règne.

La loi budgétaire peut allouer chaque année à la Maison Souveraine les sommes nécessaires pour couvrir les frais de représentation.

Article 44

Le Palais Grand-Ducal à Luxembourg et le Château de Berg sont réservés à l'habitation du Grand-Duc.

CHAPITRE II
DES DROITS ET LIBERTES FONDA-
MENTAUX

Article 27

Les droits et libertés fonda-
mentaux sont garantis par
l'Etat et réglementés par la
loi.

Article 28

Tous les individus sont égaux
devant la loi.

Dans l'exercice des droits et
libertés prévus au présent cha-
pitre, nul ne peut être dés-
avantagé, ni favorisé en raison
de son sexe, de son ascendance,
de sa race, de sa langue, de sa
nationalité ou de ses concep-
tions philosophiques, reli-
gieuses et politiques.

Article 29

La liberté individuelle est ga-
rantie. Nul ne peut être pour-
suivi que dans les cas prévus
par la loi et dans la forme
qu'elle prescrit. Hors le cas
de flagrant délit, nul ne peut
être arrêté qu'en vertu de
l'ordonnance motivée du juge,
qui doit être signifiée au mo-
ment de l'arrestation, ou, au
plus tard, dans les vingt-qua-
tre heures.

Article 30

Nul ne peut être distrait con-
tre son gré du juge que la loi
lui assigne.

Article 11, alinéa 1

Il n'y a dans l'Etat aucune
distinction d'ordres.

Article 11, alinéa 2

Les Luxembourgeois sont égaux
devant la loi.

Article 12

La liberté individuelle est
garantie. - Nul ne peut être
poursuivi que dans les cas
prévus par la loi et dans la
forme qu'elle prescrit. - Hors
le cas de flagrant délit, nul
ne peut être arrêté qu'en ver-
tu de l'ordonnance motivée du
juge, qui doit être signifiée
au moment de l'arrestation, ou
au plus tard dans les vingt-
quatre heures.

Article 13

Nul ne peut être distrait con-
tre son gré du juge que la loi
lui assigne.

Toute personne a le droit de faire entendre sa cause en toute matière, équitablement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial.

Article 31

Nulla peina ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Article 32

La peine de la confiscation générale des biens ne peut être établie.

Article 33

La peine de mort est abolie.

Article 34

Tous les individus bénéficient des droits et libertés suivants:

- le droit à l'intégrité et à la dignité de la personne humaine;

- le droit de fonder librement une famille, qui, en tant que cellule de base de la société, a droit à la protection de la société et de l'Etat;

Article 14

Nulla peina ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Article 17

La peine de la confiscation des biens ne peut être établie.

Article 18

La peine de mort en matière politique, la mort civile et la flétrissure sont abolies.

Article 11, alinéa 3

L'Etat garantit les droits naturels de la personne humaine et de la famille.

- le droit à l'inviolabilité du domicile;

- le droit à l'inviolabilité de la vie privée et du secret de toutes les formes de communications qui s'y rapportent;

- le droit à la liberté de croyance et de conscience, ainsi que de profession de foi religieuse et philosophique, comprenant le droit à la liberté des cultes et de leur exercice public, sans pouvoir être contraints de concourir, d'une manière quelconque, aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos.

- le droit à l'instruction et au libre choix du système d'éducation dans le respect des convictions politiques, philosophiques et religieuses, l'Etat garantissant la gratuité de l'enseignement public;

Article 15

Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et la forme qu'elle prescrit.

Article 28

Le secret des lettres est inviolable. - La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste. La loi réglera la garantie à donner au secret des télégrammes.

Article 19

La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.

Article 20

Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos.

Article 23

L'Etat veille à ce que tout Luxembourgeois reçoive l'instruction primaire, qui sera obligatoire et gratuite. L'assistance médicale et sociale sera réglée par la loi. Il crée des établissements d'instruction moyenne et les cours d'enseignement supérieur né-

cessaires. Il crée également des cours professionnels gratuits. La loi détermine les moyens de subvenir à l'instruction publique ainsi que les conditions de surveillance par le Gouvernement et les communes; elle règle pour le surplus tout ce qui est relatif à l'enseignement et crée un fonds des mieux-doués."

Tout Luxembourgeois est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur la condition d'admission aux emplois et à l'exercice de certaines professions.

Article 26

- le droit de s'associer sans autorisation préalable;

Les Luxembourgeois ont le droit de s'associer. Ce droit ne peut être soumis à aucune autorisation préalable.

L'établissement de toute corporation religieuse doit être autorisé par une loi.

Article 25

- le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, sans autorisation préalable.

Les Luxembourgeois ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui règlent l'exercice de ce droit, sans pouvoir le soumettre à une autorisation préalable. - Cette disposition ne s'applique pas aux rassemblements en plein air, politiques, religieux ou autres; ces rassemblements restent entièrement soumis aux

lois et règlements de police.

- le droit de manifester librement ses opinions par tous les moyens de communication, y compris le droit d'adresser des pétitions aux autorités publiques.

Article 24

La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie. - Il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs. - Le droit de timbre des journaux et écrits périodiques indigènes est aboli. - L'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur, ne peut être poursuivi si l'auteur est connu, s'il est Luxembourgeois et domicilié dans le Grand-Duché.

Article 27

Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques, des pétitions signées par une ou plusieurs personnes. - Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

- le droit à la propriété, sauf privation pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité;

Article 16

Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

- le droit au libre exercice du commerce, de l'industrie, du travail agricole et de la profession libérale;

Article 11, alinéa 6

La loi garantit la liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole, sauf les restrictions à établir par le pouvoir législatif.

- le droit au travail qui comprend le droit qu'a toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi et exercé;

Article 11, alinéa 4

La loi garantit le droit au travail et assure à chaque citoyen l'exercice de ce droit.

- le droit à des conditions de travail justes et équitables;

- le droit aux libertés syndicales, y compris le droit de grève;

Article 11, alinéa 5

La loi organise la sécurité sociale, la protection de la santé, le repos des travailleurs et garantit les libertés syndicales.

- le droit à la protection contre les risques:

- . de maladie;
- . d'invalidité;
- . de vieillesse;
- . de chômage;
- . de pauvreté;

- le droit à un environnement sain et écologiquement équilibré assurant, ensemble avec les activités économiques et sociales de la collectivité, le bien-être physique, mental et social des individus.

- le droit à la protection des consommateurs;

- le droit à la protection et à la conservation du patrimoine historique et culturel;

- le droit à l'accès et à la formation à la vie culturelle.

CHAPITRE III DES ORGANES CONSTITUTIONNELS ET DE LEURS POUVOIRS

SECTION 1 DES POUVOIRS INTERNATIONAUX

Article 35

Les traités n'auront d'effet qu'après avoir été approuvés par une loi et publiés dans les formes prévues pour la publication des lois.

Article 36

L'exercice d'attributions ressortissant à la souveraineté nationale peut être dévolu par traité à des institutions de droit international et supranational.

Ces traités sont approuvés par une loi votée dans les conditions de l'article 104, alinéa 5 de la présente Constitution.

Les traités qui dérogent aux dispositions constitutionnelles sont approuvés dans les mêmes conditions.

Article 37, 1er alinéa, 2me phrase, 2e et 3e alinéas

Les traités n'auront d'effet avant d'avoir été approuvés par la loi et publiés dans les formes prévues pour la publication des lois.

Les traités visés au chapitre III, paragraphe 4, article 49 bis, sont approuvés par une loi votée dans les conditions de l'article 114, alinéa 5.

Les traités secrets sont abolis.

Article 49 bis

L'exercice d'attributions réservés par la Constitution aux pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire peut être temporairement dévolu par traité à des institutions de droit international.

SECTION 2

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

PARAGRAPHE 1

DES PREROGATIVES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

Article 37

La Chambre des Députés exerce
le pouvoir législatif.

Article 38

L'initiative de législation
appartient au Gouvernement et à
chacun des membres de la
Chambre des Députés.

Article 39

L'interprétation des lois par
voie d'autorité ne peut avoir
lieu que par la loi.

Article 40

Les Députés votent selon leur
conscience et ne peuvent avoir
en vue que les intérêts généraux
du Grand-Duché.

Article 41

Chaque année, la Chambre vote
le budget des recettes et des
dépenses de l'Etat. Elle
approuve les comptes généraux
de l'Etat.

Article 42

La Chambre a le droit d'enquête.
La loi règle l'exercice de
ce droit.

Article 46

L'assentiment de la Chambre
des Députés est requis pour
toute loi.

Article 47

Le Grand-Duc adresse à la
Chambre les propositions ou
projets de lois qu'il veut
soumettre à son adoption.
La Chambre a le droit de proposer
au Grand-Duc des projets
de lois.

Article 48

L'interprétation des lois par
voie d'autorité ne peut avoir
lieu que par la loi.

Article 50

La Chambre des Députés représente
le pays. Les députés votent
sans en référer à leurs
commettants et ne peuvent
avoir en vue que les intérêts
généraux du Grand-Duché.

Article 104, alinéa 1

Chaque année, la Chambre arrête
la loi des comptes et vote
le budget.

Article 64

La Chambre a le droit d'enquête.
La loi règle l'exercice de
ce droit.

Article 67

Il est interdit de présenter en personne des pétitions à la Chambre.

La Chambre a le droit de renvoyer aux membres du Gouvernement les pétitions qui lui sont adressées. - Les membres du Gouvernement donneront des explications sur leur contenu, chaque fois que la Chambre le demandera.

La Chambre ne s'occupe d'aucune pétition ayant pour objet des intérêts individuels, à moins qu'elle ne tende au redressement de griefs résultant d'actes illégaux posés par le Gouvernement ou les autorités ou que la décision à intervenir ne soit de la compétence de la Chambre.

Article 43

Aucun député ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Article 44

Aucun député ne peut être arrêté pendant la durée de la session, qu'avec l'autorisation de la Chambre, sauf en cas de flagrant délit et de condamnation définitive. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un de ses membres durant la session, qu'avec la même autorisation.

Article 68

Aucun député ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Article 69

Aucun député ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière de répression, qu'avec l'autorisation de la Chambre, sauf le cas de flagrant délit. - Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un de ses membres, durant la session, qu'avec la même autorisation. - La détention ou la poursuite d'un député est suspendue pendant la session et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

PARAGRAPHE 2

DE L'ORGANISATION ET DU FONC-
TIONNEMENT DE LA CHAMBRE DES
DEPUTES

Article 45

Le nombre des députés est fixé
à 60 pour l'ensemble du pays.
Une loi votée dans les condi-
tions de l'article 104, alinéa
5 fixe le nombre des députés à
élire dans chacune des cir-
conscriptions.

Le pays est subdivisé en quatre circonscriptions électorales, à savoir: le Nord, le Centre, le Sud et l'Est, dont les limites sont fixées par une loi votée dans les conditions de l'article 104, alinéa 5.

L'élection est directe.

Les députés sont élus sur la base du suffrage universel pur et simple, au scrutin de liste, suivant les règles de la représentation proportionnelle, conformément au principe du plus petit quotient électoral et suivant les règles à déterminer par la loi.

La Chambre arrête son règlement qui détermine les règles d'organisation et de fonctionnement selon lesquelles elle exerce ses attributions.

Article 51, alinéas 3 à 6

(3) La loi électorale fixe le nombre des députés d'après la population. Ce nombre ne peut excéder un député sur 4.000 habitants, ni être inférieur à un député sur 5.500 habitants.

(4) L'élection est directe.

(5) les députés sont élus sur la base du suffrage universel pur et simple, au scrutin de liste, suivant les règles de la représentation proportionnelle, conformément au principe du plus petit quotient électoral et suivant les règles à déterminer par la loi. (Révision du 13 juin 1979)

(6) Le pays est divisé en quatre circonscription électorales:

Le Sud (Esch-sur-Alzette et Capellen), le Centre (Luxembourg et Mersch), le Nord (Diekirch, Rédange, Wiltz, Clervaux et Vianden) et l'Est (Grevenmacher, Remich et Echternach).

Article 51, alinéa 2

(2) L'organisation de la Chambre est réglée par la loi.

Article 70

La Chambre détermine par son règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.

Un référendum sera obligatoirement organisé dans les conditions à fixer par une loi avant l'adoption définitive de propositions ou de projets de loi par la Chambre des Députés, si au moins 15 % des électeurs dans chaque circonscription électorale le demandent dans les formes à fixer par la loi.

Article 46

Pour être électeur, il faut:

1. être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. être âgé de dix-huit ans accomplis.

Il faut en outre réunir à des trois qualités celles déterminées par la loi. Aucune condition de cens ne pourra être exigée.

Pour être éligible, il faut:

1. être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. être âgé de vingt et un ans accomplis;
4. être domicilié dans le Grand-Duché.

Aucune autre condition d'éligibilité ne pourra être requise.

Alinéa 51, alinéa 7

(7) Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.

Article 52

Pour être électeur, il faut:

1. être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. être âgé de dix-huit ans accomplis.

Il faut en outre réunir à ces trois qualités celles déterminées par la loi. Aucune condition de cens ne pourra être exigée.

Pour être éligible, il faut:

1. être Luxembourgeoise ou Luxembourgeois;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. être âgé de vingt et un ans accomplis;
4. être domicilié dans le Grand-Duché.

Aucune autre condition d'éligibilité ne pourra être requise.

Article 47

Les conditions de déchéance de l'électorat actif et passif sont déterminées par la loi.

Article 48

Le mandat de député est incompatible:

1. avec les fonctions de membre du Gouvernement;
2. avec celles de membre du Conseil d'Etat;
3. avec celles de magistrat de l'Ordre judiciaire;
4. avec celles de membre de la Chambre des comptes;
5. avec celles de militaire de carrière en activité de service.

D'autres incompatibilités peuvent être établies par la loi.

Les fonctionnaires se trouvant dans un cas d'incompatibilité ont le droit d'opter entre le mandat leur confié et leurs fonctions.

Article 53

peuvent être ni électeurs ni éligibles:

1. les condamnés à des peines criminelles;
2. ceux qui ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pour vol, escroquerie ou abus de confiance;
3. ceux qui sont en état de faillite déclarée, les banqueroutiers et interdits et ceux auxquels a été nommé un conseil judiciaire.

Le droit de vote peut pourtant être rendu par la voie de grâce aux personnes condamnées à des peines d'emprisonnement pour vol, escroquerie ou abus de confiance.

Article 54

(1) Le mandat de député est incompatible:

1. avec les fonctions de membre du Gouvernement;
2. avec celles de membre du Conseil d'Etat;
3. avec celles de magistrat de l'Ordre judiciaire;
4. avec celles de membre de la Chambre des comptes;
5. avec celles de commissaire de district;
6. avec celles de receveur ou agent comptable de l'Etat;
7. avec celles de militaire de carrière en activité de service.

(2) Les fonctionnaires se trouvant dans un cas d'incompatibilité ont le droit d'opter entre le mandat leur confié et leurs fonctions.

Le député qui, au cours de son mandat, se trouve dans un des cas d'incompatibilité établis par la Constitution ou par la loi, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

Toutefois, le député qui a été appelé aux fonctions de membre du Gouvernement et qui quitte ces fonctions, est réinscrit de plein droit comme premier successeur sur la liste sur laquelle il a été élu.

Il en sera de même du député succédant qui, appelé aux fonctions de membre du Gouvernement, aura renoncé au mandat de député lui échu au cours de ces fonctions.

En cas de concours entre plusieurs ayants droit, la réinscription sera faite dans l'ordre des voix obtenues aux élections.

(3) Le député qui a été appelé aux fonctions de membre du Gouvernement et quitte ces fonctions, est réinscrit de plein droit comme premier suppléant sur la liste sur laquelle il a été élu.

Il en sera de même du député suppléant qui, appelé aux fonctions de membre du Gouvernement aura renoncé au mandat de député lui échu au cours de ces fonctions.

En cas de concours entre plusieurs ayants droit, la réinscription sera faite dans l'ordre des voix obtenues aux élections.

Article 55

Les incompatibilités prévues par l'article précédent ne font pas obstacle à ce que la loi n'en établisse d'autres dans l'avenir.

Article 58

Le député, nommé par le Gouvernement à un emploi salarié qu'il accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

Article 49

Les députés sont élus pour cinq ans.

Article 50

La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

A leur entrée en fonctions, ils prêtent le serment qui suit:

"Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat."

Ce serment est prêté en séance publique, entre les mains du président de la Chambre.

Article 51

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf les exceptions à déterminer par le règlement.

Article 52

A chaque session, la Chambre nomme son président et ses vice-présidents et compose son bureau.

Article 53

La Chambre se réunit chaque année de plein droit en session ordinaire à l'époque et suivant

Article 56

Les députés sont élus pour cinq ans.

Article 57

(1) La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

(2) A leur entrée en fonctions, ils prêtent le serment qui suit:

"Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat.

(3) Ce serment est prêté en séance publique, entre les mains du président de la Chambre.

Article 61

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf les exceptions à déterminer par le règlement.

Article 60

(Révision du 6 mai 1948).

A chaque session, la Chambre nomme son président et ses vice-présidents et compose son bureau.

Article 72

(Revision du 6 mai 1948) (1)

La Chambre se réunit chaque année en session ordinaire à l'époque fixée par le règle-

la procédure fixées par son règlement.

Article 54

Le Grand-Duc peut convoquer la Chambre en session extraordinaire; il doit le faire sur la demande d'un tiers des députés.

Toute session extraordinaire est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.

Le Grand-Duc peut ajourner la Chambre. Toutefois, l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni être renouvelé dans la même session, sans l'assentiment de la Chambre.

Le Grand-Duc peut dissoudre la Chambre.

Il est procédé à de nouvelles élections dans les trois mois, au plus tard, de la dissolution.

Le Grand-Duc a le droit de s'adresser à la Chambre des Députés et d'être entendu par elle.

Article 55

Les séances de la Chambre sont tenues dans la capitale du Grand-Duché, sauf en cas de circonstances extraordinaires

ment.

(2) Le Grand-Duc peut convoquer la Chambre extraordinairement; il doit le faire sur la demande d'un tiers des députés.

(3) Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.

Article 73

Le Grand-Duc peut ajourner la Chambre. Toutefois l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni être renouvelé dans la même session, sans l'assentiment de la Chambre.

Article 74

Le Grand-Duc peut dissoudre la Chambre.

Il est procédé à de nouvelles élections dans les trois mois au plus tard de la dissolution.

Article 71

Les séances de la Chambre sont tenues dans le lieu de la résidence de l'administration du Grand-Duché.

reconnues par le pouvoir législatif.

Article 56

Les membres de la Chambre des Députés toucheront, outre leurs frais de déplacement, une indemnité, dont le montant et les conditions sont fixés par la loi.

Article 75

Les membres de la Chambre des Députés toucheront, outre leurs frais de déplacement, une indemnité, dont le montant et les conditions sont fixés par la loi.

PARAGRAPHE 3

DU MODE DE VOTATION

Article 57

Un projet de loi ou une proposition de loi ne peuvent être adopté par la Chambre en séance qu'après avoir été votés article par article.

La Chambre a le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés.

Toutes les lois sont soumises à un second vote, à moins que la Chambre, d'accord avec le Conseil d'Etat siégeant en séance publique, n'en décide autrement. Il y aura un intervalle d'au moins trois mois entre les deux votes.

Article 58

La Chambre ne peut prendre de décision qu'autant que la majorité de ses membres assiste à la séance.

Toute décision doit être prise

Article 65

Un projet de loi ne peut être adopté par la Chambre qu'après avoir été voté article par article.

Article 66

La Chambre a le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés.

Article 59

Toutes les lois sont soumises à un second vote, à moins que la Chambre, d'accord avec le Conseil d'Etat, siégeant en séance publique, n'en décide autrement. - Il y aura un intervalle d'au moins trois mois entre les deux votes.

Article 62

Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage de voix, la proposition mise en délibération est rejetée.

à la majorité absolue des membres composant la Chambre.

La Chambre ne peut prendre de résolution qu'autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Article 59

Le vote par appel nominal sera pur et simple et s'exprime par oui ou par non.

Article 63

Les votes sont émis à haute voix, ou par assis et levé. Sur l'ensemble des lois il est toujours voté par appel nominal et à haute voix.

SECTION 3

DU GOUVERNEMENT

Article 60

Le Gouvernement assure l'exécution des lois au nom du Grand-Duc, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Les lois peuvent autoriser les règlements grand-ducaux à prévoir des mesures d'exécution par règlements ou arrêtés ministériels.

Article 33

Le Grand-Duc exerce seul le pouvoir exécutif.

Article 61

Les membres du Gouvernement sont seuls responsables des actes du Gouvernement.

Article 78

Les membres du Gouvernement sont responsables.

En aucun cas, l'ordre verbal ou écrit du Grand-Duc ne peut soustraire un membre du Gouvernement à la responsabilité.

Article 81

En aucun cas, l'ordre verbal ou écrit du Grand-Duc ne peut soustraire un membre du Gouvernement à la responsabilité.

Article 62

Il n'y a entre les membres du Gouvernement et le Grand-Duc aucune autorité intermédiaire.

Article 63

Le Grand-Duc règle l'organisation du Gouvernement, lequel est composé de trois membres au moins.

Article 64

Le Grand-Duc nomme sans contre-seing ministériel, le Président du Gouvernement. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement. Sur proposition du Président du Gouvernement et avec son contre-seing, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

Article 65

Le Président du Gouvernement engage devant le Parlement la responsabilité du Gouvernement sur son programme ou, éventuellement, sur une déclaration de politique générale.

Article 79

Il n'y a entre les membres du Gouvernement et le Grand-Duc aucune autorité intermédiaire.

Article 76, alinéa 1

Le Grand-Duc règle l'organisation de son Gouvernement, lequel est composé de trois membres au moins.

Article 77

Le Grand-Duc nomme et révoque les membres du Gouvernement.

La Chambre peut mettre en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par 10 députés au moins. Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après son dépôt. Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant la Chambre. Si la motion de censure est rejetée, ses signataires ne peuvent en proposer une nouvelle au cours de la même session.

Lorsque la Chambre adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Président du Gouvernement doit remettre au Grand-Duc la démission du Gouvernement.

Article 66

Les membres du Gouvernement ont entrée dans la Chambre et doivent être entendus quand ils le demandent.

La Chambre peut demander leur présence.

Article 67

La Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. Une loi déterminera les cas de

Article 80

Les membres du Gouvernement ou les commissaires qui les remplacent ont entrée dans la Chambre, et doivent être entendus quand ils le demandent. La Chambre peut demander leur présence.

Article 82

La Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. - Une loi déterminera

responsabilité, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées.

Jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par une loi, la Chambre des Députés aura un pouvoir discrétionnaire pour accuser un membre du Gouvernement, et la Cour supérieure de justice, en assemblée générale, le jugera en caractérisant le délit et en déterminant la peine. Néanmoins, cette peine ne pourra excéder celle de la réclusion, sans préjudice des cas expressément prévus par les lois pénales.

Article 68

Le Grand-Duc ne peut faire grâce au membre du Gouvernement condamné que sur la demande de la Chambre.

Article 69

L'organisation et les attributions des forces de l'ordre sont réglées par la loi.

Article 70

Il peut être formé une garde civique, dont l'organisation est réglée par la loi.

les cas de responsabilité, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées.

Article 116

Jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par une loi, la Chambre des Députés aura un pouvoir discrétionnaire pour accuser un membre du Gouvernement, et la Cour supérieure, en Assemblée générale, le jugera, en caractérisant le délit et en déterminant la peine. - Néanmoins, la peine ne pourra excéder celle de la réclusion, sans préjudice des cas expressément prévus par les lois pénales.

Article 83

Le Grand-Duc ne peut faire grâce au membre du Gouvernement condamné que sur la demande de la Chambre.

Article 97

L'organisation et les attributions de la gendarmerie font l'objet d'une loi.

Article 98

Il peut être formé une garde civique, dont l'organisation est réglée par la loi.

SECTION 4

LES JURIDICTIONS

Article 71

Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.

Article 72

Les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Article 73

Les Cours et tribunaux n'appliquent les arrêtés et règlements généraux et locaux que pour autant qu'ils sont conformes aux lois.

Article 74

L'organisation judiciaire est réglée par la loi. La Cour supérieure de justice est compétente pour régler les conflits d'attributions entre juridictions.

Article 84

Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.

Article 85

Les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Article 95

Les cours et tribunaux n'appliquent les arrêtés et règlements généraux et locaux qu'autant qu'ils sont conformes aux lois.

La Cour supérieure de justice règlera les conflits d'attribution d'après le mode déterminé par la loi.

Article 87

Il est pourvu par une loi à l'organisation d'une Cour supérieure de justice.

Article 94

Des lois particulières règlent l'organisation des tribunaux militaires, leurs attributions, les droits et obligations des membres de ces tribunaux, et la durée de leurs fonctions.

Il peut y avoir des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Elle

règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers.

Article 75

Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peuvent être établis qu'en vertu d'une loi. Il ne peut être créé de commission ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.

Article 76

La justice est rendue au nom du Grand-Duc par les Cours et tribunaux. Les arrêts et jugements sont exécutés au nom du Grand-Duc.

Article 77

Les audiences des tribunaux sont publiques, à moins que cette publicité ne soit contraire à l'intérêt de la moralité, de l'ordre public, de la sécurité nationale, des mineurs ou de la protection de la vie privée des parties au procès et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

Article 78

Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

Article 79

Les juges de paix et les juges des tribunaux sont directement nommés par le Grand-Duc.

Les conseillers de la Cour et les présidents et vice-présidents des tribunaux d'arrondissement sont nommés par le Grand-Duc, sur l'avis de la Cour supérieure de justice.

Article 86

Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peuvent être établis qu'en vertu d'une loi. Il ne peut être créé de commission ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.

Article 49

La justice est rendue au nom du Grand-Duc par les cours et tribunaux. Les arrêts et jugements sont exécutés au nom du Grand-Duc.

Article 88

Les audiences des tribunaux sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs, et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

Article 89

Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

Article 90

Les juges de paix et les juges des tribunaux sont directement nommés par le Grand-Duc. - Les conseillers de la Cour et les présidents et vice-présidents des tribunaux d'arrondissement sont nommés par le Grand-Duc, sur l'avis de la Cour supérieure de justice.

Article 80

Les juges de paix, les juges des tribunaux d'arrondissement et les conseillers à la Cour sont inamovibles.

Toutefois, le déplacement d'un de ces juges peut avoir lieu par une nomination nouvelle et de son consentement.

En cas d'infirmité ou d'inconduite, ils ne peuvent être suspendus, révoqués ou déplacés que par jugement.

Article 81

Les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés par la loi.

Article 82

La loi détermine les cas d'incompatibilité avec le statut de membre de l'ordre judiciaire.

CHAPITRE 4

DES AUTRES ORGANES CONSTITUTIONNELS

SECTION 1

DU CONSEIL D'ETAT

Article 83

Le Conseil d'Etat est appelé à émettre son avis sur:

- les projets et propositions de loi et les amendements qui pourraient y être proposés;
- les projets de règlements grand-ducaux, sauf urgence;

Article 91

Les juges des tribunaux d'arrondissement et les conseillers sont nommés à vie.

- Aucun d'eux ne peut être privé de sa place ni être suspendu que par un jugement. - Le déplacement d'un de ces juges ne peut avoir lieu par une nomination nouvelle et de son consentement.

Toutefois, en cas d'infirmité ou d'inconduite, il peut être suspendu, révoqué ou déplacé, suivant les conditions déterminées par la loi.

Article 92

Les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés par la loi.

Article 93

Sauf les cas d'exception prévus par la loi, aucun juge ne peut accepter du Gouvernement des fonctions salariées, à moins qu'il ne les exerce gratuitement, sans préjudice toutefois aux cas d'incompatibilité déterminés par la loi.

Article 76, alinéas 2 et 3

Il y aura, à côté du Gouvernement, un conseil appelé à délibérer sur les projets de lois et les amendements qui pourraient y être proposés, à régler les questions du contentieux administratif, et à

- les projets de règlements ou d'arrêtés nécessaires pour l'exécution des traités, sauf urgence;
- toutes questions qui lui seront déférées par le Grand-Duc, par le Gouvernement ou par la Chambre des Députés.

La loi règlera la procédure en matière d'urgence et fixera le délai dans lequel les avis du Conseil d'Etat seront émis.

La composition et l'organisation du Conseil d'Etat, ainsi que la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi.

SECTION 2

DE LA CHAMBRE DES COMPTES

Article 84

Une Chambre des comptes est chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous les comptables envers le trésor public.

La loi règle son organisation, l'exercice de ses attributions et le mode de nomination de ses membres.

La Chambre des comptes veille à ce qu'aucun article de dépense du budget ne soit dépassé.

Aucun transfert d'une section du budget à l'autre ne peut être effectué qu'en vertu d'une loi.

Cependant les membres du Gouvernement peuvent opérer, dans leurs services, des transferts d'exédents d'un article à l'autre dans la même section, à

donner son avis sur toutes autres questions qui lui seront déférées par le Grand-Duc ou par les lois. - L'organisation de ce conseil et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi.

Article 105

Une Chambre des comptes est chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous les comptables envers le trésor public.

La loi règle son organisation, l'exercice de ses attributions et le mode de nomination de ses membres.

La Chambre des comptes veille à ce qu'aucun article de dépense du budget ne soit dépassé.

Aucun transfert d'une section du budget à l'autre ne peut être effectué qu'en vertu d'une loi.

Cependant les membres du Gouvernement peuvent opérer, dans leurs services, des transferts d'exédents d'un article à l'autre dans la même section,

charge d'en justifier devant la Chambre des Députés.

La Chambre des comptes arrête les comptes des différentes administrations de l'Etat et est chargée de recueillir à cet effet tout renseignement et toute pièce comptable nécessaire. Le compte général de l'Etat est soumis à la Chambre des Députés avec les observations de la Chambre des comptes.

à charge d'en justifier devant la Chambre des Députés.

La Chambre des comptes arrête les comptes des différentes administrations de l'Etat et est chargée de recueillir à cet effet tout renseignement et toute pièce comptable nécessaire. Le compte général de l'Etat est soumis à la Chambre des Députés avec les observations de la Chambre des comptes.

SECTION 3 DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Article 85

Le Conseil Economique et Social est un organe consultatif qui étudie, à la demande du Gouvernement ou de sa propre initiative, les problèmes économiques, financiers et sociaux d'intérêt national.

SECTION 4 DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Article 86

Les Chambres professionnelles sont des organes consultatifs constitués sur base électorale et jouissant de la personnalité juridique.

Elles sont appelées à émettre leurs avis sur les projets ou propositions de loi et sur les projets de règlement dans les conditions à fixer par la loi et ont le droit de faire des propositions au Gouvernement, que ce dernier doit examiner et soumettre à la Chambre des Députés lorsque leur objet rentre dans la compétence de celle-ci.

La composition, l'organisation et les autres attributions des Chambres professionnelles sont réglées par la loi.

CHAPITRE V DES COMMUNES

Article 87

Les communes forment des collectivités autonomes, à base territoriale, possédant la personnalité juridique et gérant par leurs organes leur patrimoine et leurs intérêts propres.

Il y a dans chaque commune un conseil communal élu directement par les habitants qui remplissent les conditions fixées par la loi.

Le conseil établit annuellement le budget de la commune et en arrête les comptes. Il fait les règlements communaux, sauf les cas d'urgence. Il peut établir des impositions communales, sous l'approbation du Grand-Duc. Le Grand-Duc a le droit de dissoudre le conseil.

Article 107

(Révision du 13 juin 1979).

(1) Les communes forment des collectivités autonomes, à base territoriale, possédant la personnalité juridique et gérant par leurs organes leur patrimoine et leurs intérêts propres.

(2) Il y a dans chaque commune un conseil communal élu directement par les habitants qui remplissent, outre les qualités requises par l'article 52 de la Constitution, les conditions de résidence fixées par la loi.

(3) Le conseil établit annuellement le budget de la commune et en arrête les comptes. Il fait les règlements communaux, sauf les cas d'urgence. Il peut établir des impositions communales, sous l'approbation du Grand-Duc. Le Grand-Duc a le droit de dissoudre le conseil.

La commune est administrée sous l'autorité du collège des bourgmestres et échevins, dont les membres doivent être choisis parmi les conseillers communaux.

Le Conseil communal met en cause la responsabilité du collège échevinal par le vote d'une motion de censure, dont la mise en oeuvre est réglée par la loi.

La loi règle la composition, l'organisation et les attributions des organes de la commune. Elle établit le statut des fonctionnaires communaux. La commune participe à la mise en oeuvre de l'enseignement de la manière fixée par la loi.

La loi règle la surveillance de la gestion communale. Elle peut soumettre certains actes des organes communaux à l'approbation de l'autorité de surveillance et même en prévoir l'annulation ou la suspension en cas d'illégalité ou d'incompatibilité avec l'intérêt général, sans préjudice des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.

Les électeurs peuvent être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions à déterminer par le Conseil communal. Le référendum est de droit lorsque les électeurs en font la demande dans les conditions fixées par la loi.

(4) La commune est administrée sous l'autorité du collège des bourgmestres et échevins, dont les membres doivent être choisis parmi les conseillers communaux.

(5) La loi règle la composition, l'organisation et les attributions des organes de la commune. Elle établit le statut des fonctionnaires communaux. La commune participe à la mise en oeuvre de l'enseignement de la manière fixée par la loi.

(6) La loi règle la surveillance de la gestion communale. Elle peut soumettre certains actes des organes communaux à l'approbation de l'autorité de surveillance et même en prévoir l'annulation ou la suspension en cas d'illégalité ou d'incompatibilité avec l'intérêt général, sans préjudice des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.

Dans tous les cas, le référen-
dum n'a qu'un caractère consul-
tatif.

Article 88

La rédaction des actes de l'é-
tat civil et la tenue des re-
gistres sont exclusivement dans
les attributions des autorités
communales.

Article 108

La rédaction des actes de l'é-
tat civil et la tenue des re-
gistres sont exclusivement
dans les attributions des au-
torités communales.

CHAPITRE VI

DES AUTRES REGLES CONSTITU-
TIONNELLES

SECTION 1

DES FINANCES

Article 89

Aucun impôt au profit de l'Etat
ne peut être établi que par
une loi.

Aucun emprunt à charge de
l'Etat ne peut être contracté
sans l'assentiment de la Cham-
bre.

Aucune transaction dépassant la
valeur fixée par la loi ne
pourra être faite par l'Etat,
sans qu'elle soit autorisée par
une loi.

Nulle création au profit de
l'Etat d'un ouvrage d'infra-
structure ou d'un bâtiment ne
peut être décrétée qu'en vertu

Article 99

Aucun impôt au profit de l'E-
tat ne peut être établi que
par une loi. - Aucun emprunt à
charge de l'Etat ne peut être
contracté sans l'assentiment
de la Chambre. - Aucune pro-
priété immobilière de l'Etat
ne peut être aliénée, si l'a-
liénation n'en est autorisée
par la loi. - Nulle création
au profit de l'Etat d'une
route, d'un canal, d'un che-
min de fer, d'un grand pont ou
d'un bâtiment considérable, ne
peut être décrétée qu'en vertu
d'une loi spéciale. - Aucune
charge grevant le budget de
l'Etat pour plus d'un exercice
ne peut être établie

d'une loi spéciale si ces ouvrages dépassent la valeur déterminée par la loi.

Aucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale.

Aucune charge, aucune imposition communale, ne peut être établie que du consentement du conseil communal.

La loi détermine les exceptions dont l'expérience démontrera les nécessités relativement aux impositions communales.

Article 90

Les impôts au profit de l'Etat sont votés annuellement. Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an, si elles ne sont renouvelées.

Article 91

Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts. Nulle exemption ou modération ne peut être établie que par une loi.

Article 92

Hors les cas formellement exceptés par la loi, aucune rétribution ne peut être exigée des personnes physiques et morales, de droit privé ou public, qu'à titre d'impôts au profit de l'Etat ou de la commune.

que par une loi spéciale. -

Aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil communal. - La loi détermine les exceptions dont l'expérience démontrera les nécessités relativement aux impositions communales.

Article 100

Les impôts au profit de l'Etat sont votés annuellement. Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an, si elles ne sont renouvelées.

Article 101

Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts. Nulle exemption ou modération ne peut être établie que par une loi.

Article 102

Hors les cas formellement exceptés par la loi, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens ou des établissements publics qu'à titre d'impôts au profit de l'Etat ou de la commune.

Article 93

Toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes.

Article 104, 2e alinéa

Toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes.

SECTION 2
DES CULTES

Article 94

Les rapports entre les cultes et l'Etat doivent faire l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.

Article 22

L'intervention de l'Etat dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que les rapports de l'Eglise avec l'Etat, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.

En attendant la conclusion des conventions prévues à l'alinéa qui précède, les dispositions actuelles relatives aux cultes restent en vigueur.

Article 119

En attendant la conclusion des conventions prévues à l'art. 22, les dispositions actuelles relatives aux cultes restent en vigueur.

Les traitements et pensions des Ministres des cultes sont à charge de l'Etat et réglés par la loi.

Article 106

Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'Etat et réglés par la loi.

Article 21

Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale.

SECTION 3

DES FONCTIONNAIRES PUBLICS

Article 95

Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi; elle en détermine la formule. Tous les fonctionnaires publics civils, avant d'entrer en fonctions, prêtent le serment suivant: "je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.

Article 96

Aucune fonction salariée par l'Etat ne peut être créée qu'en vertu d'une disposition législative.

Article 97

Aucun traitement, aucune pension, aucun traitement d'attente, aucune gratification à la charge du trésor ne peuvent être accordés qu'en vertu de la loi.

Article 98

Les fonctionnaires publics, à quelque ordre qu'ils appartiennent, les membres du Gouvernement exceptés, ne peuvent être privés de leurs fonctions, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi.

Article 110

Révision du 25 novembre 1983)

(1) Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi; elle en détermine la formule.

(2) Tous les fonctionnaires publics civils, avant d'entrer en fonctions, prêtent le serment suivant: "je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.

Article 35, alinéa 2

Aucune fonction salariée par l'Etat ne peut être créée qu'en vertu d'une disposition législative.

Article 103

Aucune pension, aucun traitement d'attente, aucune gratification à la charge du trésor ne peuvent être accordés qu'en vertu de la loi.

Article 31

Les fonctionnaires publics, à quelque ordre qu'ils appartiennent, les membres du Gouvernement exceptés, ne peuvent être privés de leurs fonctions, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi.

Article 99

Nulle autorisation préalable n'est requise pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres du Gouvernement.

Article 30

Nulle autorisation préalable n'est requise pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres du Gouvernement.

SECTION 4

DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 100

Aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale ou communale n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi.

Article 112

Aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale ou communale n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi.

Article 101

La ville de Luxembourg est la capitale du Grand-Duché et le siège du Gouvernement. Par décision du Gouvernement, le siège du Gouvernement peut être déplacé momentanément pour des raisons graves.

Article 109

La ville de Luxembourg est la capitale du Grand-Duché et le siège du Gouvernement. - Le siège du Gouvernement ne peut être déplacé que momentanément pour des raisons graves.

Article 102

La loi règlera l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire.

Article 29

La loi règlera l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire.

Article 111

Tout étranger qui se trouve sur le territoire du Grand-Duché, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi.

CHAPITRE VII
DE L'AUTORITE DES DISPOSITIONS
CONSTITUTIONNELLES

Article 103

Les cours et tribunaux n'ap-
pliquent la loi que si elle est
conforme aux règles constitu-
tionnelles.

Pour exercer le contrôle de la
constitutionnalité des lois, il
est institué une juridiction
appelée Cour Constitutionnelle,
dont la composition, l'organi-
sation et le fonctionnement
sont réglés par la loi.

Lorsqu'une question d'inconsti-
tutionnalité est soulevée dans
une affaire pendante devant une
juridiction nationale, cette
juridiction est tenue, si elle
estime qu'une décision sur ce
point est nécessaire pour ren-
dre son jugement, de demander à
la Cour Constitutionnelle de
statuer sur cette question à
titre préjudiciel.

Article 104

Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de procéder à la révision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne.

Après cette déclaration, la Chambre est dissoute de plein droit.

Il en sera convoqué une nouvelle, conformément à l'article 54, alinéa 5 de la présente Constitution.

Cette Chambre statue sur les points soumis à la révision.

Article 114

Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de procéder à la revision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne. - Après cette déclaration, la Chambre est dissoute de plein droit. - Il en sera convoqué une nouvelle, conformément à l'article 74 de la présente Constitution. - Cette Chambre statue, de commun accord avec le Grand-Duc, sur les points soumis à la revision. - Dans ce cas, la Chambre ne pourra délibérer, si trois quarts au moins des membres qui la

Dans ce cas, la Chambre ne pourra délibérer que si trois quarts au moins des membres qui la composent sont présents, et nul changement ne sera adopté que s'il réunit au moins les deux tiers des suffrages.

Article 105

Aucune disposition de la Constitution ne peut être suspendue.

composent ne sont présents, et nul changement ne sera adopté, s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages.

Article 113

Aucune disposition de la Constitution ne peut être suspendue.

Article 115

Aucun changement de la Constitution ne peut être fait pendant une régence.

Article 117

A compter du jour où la Constitution sera exécutoire, toutes les lois, tous les décrets, arrêtés, règlements et autres actes qui y sont contraires, sont abrogés.

Article 118

La peine de mort, abolie en matière politique, est remplacée par la peine immédiatement inférieure, jusqu'à ce qu'il y soit statué par la loi nouvelle.

Article 106

Jusqu'à la promulgation des lois et règlements prévus par la Constitution, les lois et règlements en vigueur continuent à être appliqués sous réserve des dispositions de l'article 103 de la présente Constitution.

En matière institutionnelle, l'adaptation des lois et règlements à la présente Constitution aura lieu dans le délai d'un an à partir de sa promulgation.

Article 120

Jusqu'à la promulgation des lois et règlements prévus par la Constitution, les lois et règlements en vigueur continuent à être appliqués.

Article 121

La Constitution d'Etats du 12 octobre 1841 est abolie.

Toutes les autorités conservent et exercent leurs attributions, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu, conformément à la Constitution.

V I I

RELEVÉ DE CORRESPONDANCE DES ARTICLES DE LA CONSTITUTION

ACTUELLE AVEC LES NOUVEAUX ARTICLES CORRESPONDANTS PROPOSÉS

PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - SOUS CHAPITRE VI

TABLEAU RECAPITULATIF

VII Relevé de correspondance des articles de la Constitution
actuelle avec les nouveaux articles correspondants
proposés par le Conseil Economique et Social - sous cha-
pitre VI tableau récapitulatif

<u>Numéros des articles de la</u> <u>Constitution actuelle</u>	<u>Numéros correspondants des</u> <u>articles proposés par le</u> <u>Conseil Economique et Social</u>
1	1
2	3
3	9
4	10
5	11
6	12
7	13
8	14
9, alinéa 1	4, alinéa 1
9, alinéa 2	6
10	4, alinéas 2 et 3
11, alinéa 1	27
11, alinéa 2, 1re phrase	28
11, alinéa 2, 2me phrase	5
11, alinéa 3	34, alinéas 2 et 3
11, alinéa 4	34, alinéas 13 et 14
11, alinéa 5	34, alinéas 15 et 16
11, alinéa 6	34, alinéa 12
12	29
13	30
14	31
15	34, alinéa 4
16	34, alinéa 11
17	32
18	33
19	34, alinéa 6
20	34, alinéa 6
21	à supprimer
22	94, alinéa 1
23	34, alinéa 7
24	34, alinéa 10
25	34, alinéa 9

26	34, alinéa 8
27	34, alinéa 10
28	34, alinéa 5
29	102
30	99
31	98
32, alinéas 1 et 2	7, alinéas 2 et 3
32, alinéa 3	8
33	60
34	16
35, alinéa 1	17
35, alinéa 2	96
36	16
37, 1ère phrase du 1er alinéa et 4e alinéa	18
37, 1er alinéa, 2me phrase, 2e et 3e alinéas	35
37, alinéa 5	2
37, alinéa 6	19
38	20
39	21
40	22
41	23
42	24
43	25
44	26
45	15
46	37
47	38
48	39
49	76
49 bis	36
50	40
51, alinéa 1	7, alinéa 1
51, alinéa 2	45
51, alinéas 3 à 6	45
51, alinéa 7	45
52	46
53	47
54	48
55	48
56	49
57	50
58	48
59	57, 3e alinéa
60	52

61	51
62	58
63	59
64	42
65	57, alinéa 1
66	57, alinéa 2
67	42
68	43
69	44
70	45, alinéa 4
71	55
72	53
73	54, alinéas 1,2 et 3
74	54, alinéas 4,5 et 6
75	56
76, alinéa 1	63
76, alinéas 2 et 3	83
77	64
78	61, alinéa 1
79	62
80	66
81	61, alinéa 2
82	67, alinéa 1
83	68
84	71
85	72
86	75
87	74
88	77
89	78
90	79
91	80
92	81
93	82
94	à supprimer
95	73
97	69
98	70
99	89
100	90
101	91
102	92
103	97
104, alinéa 1	41
104, alinéa 2	93
105	84

106	94, alinéa 3
107	87
108	88
109	101
110	95
111	à supprimer
112	100
113	105
114	104
115	à supprimer
116	67, alinéa 2
117	à supprimer
118	à supprimer
119	94, alinéa 2
120	106, alinéa 1
121	106, alinéa 2

X X X

Résultat du vote:

Le présent avis a été arrêté à l'unanimité des voix des membres présents.

Le Secrétaire Général

Le Président

Jean Moulin

Rolphe Reding

Luxembourg, le 28 février 1989

Amendements: 1. Amendement proposé par M. M. WURTH
2. Amendement proposé par M. R. BAUSCH

Annexes: 4

VIII

A M E N D E M E N T S

1. Amendement proposé par M. M. WURTH, membre suppléant, représentant du secteur sidérurgique.

- Pages 120 et 121, il s'agirait de remplacer le texte entre le dernier alinéa de la page 120 et le dernier alinéa de la page 121 par le texte suivant:

"En ce qui concerne les attributions du Conseil d'Etat relatives au contentieux administratif, le Conseil Economique et Social est d'avis que ce problème doit être revu en relation avec un certain nombre de phénomènes, parmi lesquels:

- le cumul des compétences en matière législative et contentieuse;
- la pratique actuelle concernant le mode de nomination des membres du Conseil d'Etat qui n'est pas de nature à favoriser la complète neutralité politique;
- la situation professionnelle des membres du Conseil d'Etat;
- la multiplication et la technicité croissantes des contentieux fiscal et administratif.

En conséquence, il propose qu'une modification de la compétence contentieuse du Conseil d'Etat tienne compte des suggestions suivantes:

- mise en place d'un tribunal fiscal, voire administratif, composé de magistrats professionnels;
- définition du rôle du Conseil d'Etat en tant que juridiction suprême.

Une telle réforme aurait notamment le mérite de prendre en compte les dispositions de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, approuvée par la loi luxembourgeoise du 29 août 1953, qui prévoit que "toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue ... par un tribunal indépendant et impartial...", cette disposition ayant d'ailleurs fait l'objet d'une interprétation

large par la Cour des droits de l'homme qui a estimé que l'impartialité du juge et le droit à un procès équitable ne se définissent pas seulement de manière subjective par l'absence de préjugé ou de parti pris, mais répondent à une démarche objective amenant à rechercher s'ils offrent les garanties suffisantes pour exclure à cet égard tout doute légitime aux yeux du justiciable.

En tout état de cause, il apparaît primordial au Conseil Economique et Social que les propositions de réforme du Conseil d'Etat ne diminuent pas l'autorité, le prestige et l'utilité d'une institution qui a su prendre au fil de l'histoire une place de choix dans les rouages de notre Etat."

Résultat du vote

Membres présents:	29
ont voté pour:	12
ont voté contre:	15
se sont abstenus:	2

L'amendement en question est ainsi rejeté.

Le Secrétaire Général

Jean Moulin

Le Président

Rolphe Reding

Luxembourg, le 28 février 1989

2. Amendement proposé par M. R. BAUSCH, membre effectif nommé par le Gouvernement en Conseil.

Page 130, ad libellé de l'article 99, il s'agirait de remplacer la formulation:

".....Aucune transaction dépassant la valeur fixée par la loi ne pourra être faite par l'Etat, sans qu'elle soit autorisée par une loi"

qui est préjudiciable d'une gestion efficiente des affaires de l'Etat et ne respecte donc pas une des conditions énoncées par le Conseil Economique et Social dans son premier avis, allant dans le sens d'une gestion budgétaire plus efficiente,

par le texte suivant:

".....Aucune propriété immobilière de l'Etat ne peut être aliénée qu'en vertu d'une loi spéciale si cette aliénation dépasse la valeur déterminée par la loi....."

Concernant l'ensemble des autres transactions (acquisition d'immeubles, transactions mobilières), l'Etat devra sauvegarder sa marge d'action actuelle, le contrôle de l'exécutif par le législateur étant assuré par plusieurs moyens (vote de la loi budgétaire, éventuellement régularisation d'une ordonnance provisoire, adoption des comptes généraux).

Résultat du vote:

Membres présents:	22
ont voté pour:	10
ont voté contre:	11
s'est abstenu:	1

L'amendement en question est ainsi rejeté.

Le Secrétaire Général

Jean Moulin

Le Président

Rolphe Reding

Luxembourg, le 28 février 1989

A N N E X E S

1. Le Pacte de la Famille de Nassau du 30 juin 1783.
2. L'article 71 du traité de Vienne du 9 juin 1815.
3. L'article 1er du traité de Londres du 11 mai 1867.
4. La loi du 10 juillet 1907, ayant pour objet de conférer force de loi au statut de famille de la Maison de Nassau du 6 avril 1907.

ORDRE DE SUCCESSION AU TRONE.

Arrangements concernant le statut de famille de la Maison de Nassau.

Pacte de famille du 30 juin 1783. ¹⁾

Von Gottes Gnaden Wir WILHELM, Prinz von Oranien, Fürs zu Nassau, Graf zu Catzenellenbogen. Vianden. Dietz, Spiegelberg. Büren, Leerdam und Cuylenburg, Marggraf von Vekre und Vlissingen, Baron zu Breda, Diest, Beilstein, der Stadt Grave und der Landschaft Cuyk, Ysselstein. Cranendonk, Eindhoven und Liessfeld, Souverainer Herr der Insel Ameland, Herr zu Borkelohe, Bredevoort, Lichtenfoort. Loo, Gertruidenberg, Clundert, Sevenbergen, der hohen- und niedern Swaluwe, Naaltwyk, Polanen, St. Martensdyk, Soest, Baeren und Ter-Eem, Willemstadt, Steenbergen, Montfort, St. Vith, Butgenbach und Daasburg, Erbburggraf von Antwerpen, Erbmarschall von Holland, Erbstatthalter, Erb-Gouverneur, Erb-Capitaine und Admiral-General der vereinigten Niederlande, Erb-Capitaine, General und Admiral der Union, Ritter des Hosenbandes, auch des schwarzen Adlers etc. etc.

Von Gottes Gnaden Wir CARL, Fürst zu Nassau, Graf zu Saarbrücken und Saarwerden, Herr zu Lahr und Mahlberg, auch Wiesbaden und Idstein etc. des Oberrheinischen Craises commandirender General-Feldmarschall und Oberister eines Regiments Infanterie, Ihro Hochmögenden der Herren General-Staaten der vereinigten Niederlanden bestellter General der Infanterie und Obrister Commandant der Garde zu Pferd, Gouverneur von Maastricht, des Königl. Dänischen Elephanten Ordens-Ritter, dormaliger Senior Unseres Fürstlichen Hauses Nassau Saarbrücken etc.

Von Gottes Gnaden Wir CARL WILHELM, regierender Fürst zu Nassau, Graf zu Saarbrücken und Saarwerden, Herr zu Lahr und Mahlberg, auch Wiesbaden und Idstein etc. Ihro Hochmögenden der Herren General Staaten der vereinigten Niederlanden bestellter General-Lieutenant, des Königlich Pohnischen weissen Adler Ordens-Ritter etc.

Von Gottes Gnaden Wir LUDWIG, Fürst zu Nassau, Graf zu Saarbrücken und Saarwerden, Herr zu Lahr und Mahlberg, auch Wiesbaden und Idstein etc. Maréchal de Camp derer Königlich Französischen Armeen und Inhaber derer beiden Regimenter Nassau-Saarbrück Infanterie, und Nassau-Saarbrück Cuirassiers, des Königlich Französischen pour le mérite Militaire, Königlich Dänischen Elephanten, und Kurpfälzischen Sancti Huberti Ordens-Ritter etc.

1) Recueil Martens, II 1779—1786, p. 405; — Pasinomie Luxembourggeoise, 1839 p. 162.

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

29

Urkunden und bekennen hiermit für Uns, Unsere Nachfolgere an der Regierung, auch Erben und Erbnehmen: Demnach über die zwischen denen beiderseitigen Hauptlinien Unseres Fürstlichen Gesamthauses Nassau im Jahre 1736 zu Stande gebrachte nähere Erbvereinigung allschon im Jahre 1738 einige Anstände sich hervorgethan haben, deren Erläuterung und nähere Bestimmung von Unsers des Prinzen von Oranien in Gott ruhenden Herrn Vaters Gnaden gewünscht worden, solche aber wegen verschiedener immittelst entstandener weiterer Missverständnisse und wechselseitiger Bedenklichkeiten, auch darzwischen gekommener Sterbfälle, Kriegs- und anderer Ereignisse, nicht erfolgt, dannenhero diese hochwichtige Sache bis daher unerörtert geblieben ist, dass Wir solchemnach für rätlich angesehen haben, einen nochmaligen Versuch zu Hinlegung sothaner Missverständnisse zu machen, auch endlich, nach mehrmalen gepflogenen Unterhandlungen dahin übereingekommen sind, abgeredet, geschlossen und Uns verglichen haben, wie hiernach folget:

Art. 1. Haben Wir Uns erinnert, dass, gleichwie vor der im Jahre 1255 vollzogenen Abtheilung Unserer uralten Nassauischen Stammslande, der Mannsstamm jedesmals mit Ausschluss derer Töchter des letztlebenden und derer Schwestern gefolget ist, also in dem Theilungsbriefe selbst, dessen Anfang ist: In nomine Domini Amen. Walramus et Otto Comites de Nassowe, und sich endet: Datum et actum apud Nassowe Anno Domini 1255 mense Decembris, quinta feria post festum beate Lucie Virginis, — sowohl die passiv- als activ bereits heimgefallene oder künftig heimfallende Lehne nebst dem Stammhause Nassau und dem ganzen Einrich in wirklicher Gemeinschaft des Genusses, so wie die sämmtliche übrige eigenthümliche Stammslande, der Vertheilung derer Einkünfte ungeachtet, in einer wahren Gemeinschaft des Grundeigenthums gelassen worden und noch sind, allermassen mehrere annoch vorhandene, einige Jahre nach der Theilung vollzogene Urkunden Unserer theilenden Anherren, weiland Grafen Walrams und Otten selbst, gleich denen im Jahre 1309 und 1324 unter denen damals lebenden sämmtlichen Stammsverwandten Grafen Gerlach und Walrabe Gebrüderen, mit denen Gebrüderen, Grafen Heinrich, Emich und Johann, für Sich und ihre Erben, auch Lande und Leute, die Sie damals besessen, oder die Sie und Ihre Erben künftig gewinnen würden, abgeschlossenen ewigen Erbverbindnissen, nebst der beibehaltenen Gemeinschaft des Stammnamens und Wappens mit mehrerem zu erkennen geben, und solchergestalt auf das deutlichste bewähren, wemassen von einer Todttheilung der beiden Fürstlichen Linien, weder bei der ersten Brüdertheilung, noch in der Folge einige Frage, oder irgend ein Gedanke gewesen ist.

Eben so haben Wir Uns die von Unsern beiderseitigen Vorfahren wohlseeligster Gedächtniss seit dem Jahre 1560 bis in das Jahr 1736 fast ohnunterbrochen gemachte Versuche und Entwürfe, zu noch festerer Knüpfung des unter Unseren beiden Linien bestehenden Erbverbands, zumalen auch die zur Befes-

30

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

tigung desselben, in dem von Unsern, des Prinzen von Oranien, in Gott ruhenden Vorfahren, unterm 8^{ten} April des Jahres 1607 geschlossenen Nassau Catzenellenbogischen Erbverein Art. 22 vorläufig eingegangene eidliche Verbindung, so wie den in deren Gemässheit im Jahre 1736 am 25.—30. May wirklich abgeschlossenen Erbvertrag mit allen dabey vorgefallenen Umständen und Folgen von Unseren beiderseitigen Fürstlichen Regierungen geziemend vortragen lassen.

Gleichwie Wir nun hierbey von dem Rechte sowohl, als dem nach reifer Ueberlegung geäusserten ernstlichen Willen derer an diesem Erbvertrage theilhabenden, nunmehr in Gott ruhenden hohen Compaciscenten gänzlich überzeugt worden sind; als ist zuvörderst abgeredet, beschlossen und festgesetzt worden, dass es bey dem nurgedachten im Jahre 1736 wohlbedächtlich abgeschlossenen Erbvereine, nach dessen wesentlichen Absicht und Inhalt sein ungeändertes Verbleiben haben solle.

2. Alldieweilen jedoch zur Hinlegung derer theils über dessen Wortfassung, theils über dessen Verstand, theils endlich über dessen Vollzug gleich Anfangs entstandener Anstände nöthig gefunden worden ist, solchen der ursprünglichen Absicht, und denen Zeit-Umständen gemäss zu erläutern und zu bestimmen: So haben Wir für rathlich angesehen, den wesentlichen Inhalt dieses, wie derer vorher gegangenen Erbvereine Unseres Fürstlichen Gesamt-Hauses Nassau in der Maase, wie solche, als das ewige Grundgesetz Unseres Fürstlichen Gesamthauses zu allen Zeiten bestehen solle, zu wiederholen, mit der ausdrücklichen Erklärung, dass dieser gegenwärtige Erläuterungsvertrag in allen Fällen zur Richtschnur genommen, alle vorhergehende Verträge aber hiernach ausgelegt, erweitert, eingeschränkt, oder erkläret und bemessen, solche auch dem gegenwärtigen zuwider, auf keine Weise angezogen oder angewendet werden sollen.

3. In solcher Voraussetzung haben wir Uns demnach wohlbedächtlich und vertraulich, erblich und unwiederruflich verbunden, vereint, auch für Uns, Unsere Nachfolger und Nachkommen, Erben und Erbnehmen, einer dem andern versprochen und zugesagt, dass zuvörderst Unsere sämtliche Nassauische Stamms-Lande, sie seyen Lehn oder Eigen, mit allen ihren Zugehörungen, so wie sie ursprünglich gewesen sind und haben seyn sollen, der bereits bestehenden, oder noch ferner gutfindenden Mutschar derer Einkünfte, und abgesonderten Regierungen ungeachtet, zu ewigen Tagen ein einziges unzertrenntes Corpus seyn und bleiben, und kein Stück derselben von diesem Verbunde je und zu ewigen Tagen getrennet werden solle.

4. Alldieweilen auch beide über ein halbttausend Jahre bestandene Fürstliche Hauptlinien Ihre ursprüngliche Stamms-Besitzungen unter Gottes Segen mit verschiedenen ansehnlichen Erwerbungen, Graf- und Herrschaften zu vermehren, und eine sowohl als die andere auf mancherley Weise zu verbessern Gelegenheit gehabt, solche auch sofort, wann sie gleich zum

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

31

Theil durch Vermählungen an das Haus gebracht worden sind, dem Mannsstamme, zu desto mehrerer Aufnahme und Lustre desselben zu überlassen und selbige mit Ihren Stamms-Landen zu vereinigen, gutgefunden haben. so sind Wir in Ansehung dieser und zu fernerer Fortpflanzung sothanen Lustre aus angeborener Liebe, Treue und Freundschaft, die Wir als Bluts- und Stammsverwandte billig gegen einander hegen, übereingekommen und haben wiederholt abgeredet, bedungen und festgesetzt, bedingen, setzen fest, und bestimmen auch hierdurch, dass alle Reichs unmittelbare Lande und Güter, welche Unsere allerseitige in Gott ruhende Vorfahren bis daher erworben, und zu der Regierung Unserer Nassauischen Lande gezogen haben, oder Wir und Unsere Nachkommen und Nachfolger fernerhin im Deutschen Reich erwerben möchten, sie seyen gelegen wo sie wollen, sie seyen erworben, auf welche Art und von wem sie wollen, Eigen oder Lehn, doch in Ansehung der letzteren mit ausdrücklichem Beding des etwa erforderlichen Lehnherrlichen Consenses, zu dessen Erlangung Wir einander treulich behülflich seyn sollen und wollen, mit allen ihren Meliorationen, Zugehörungen, Renten, Rechten und Gerechtigkeiten, und zwar die schon vorhandene Erwerbungen fernerhin, die künftige Erwerbungen aber von dem Tage, da sie durch Kauf, Tausch, oder auf irgend eine andere Art zum Hause gebracht worden sind, als Bestandtheile Unserer Fürstlich Nassauischen Lande geachtet, somit dem *Corpori* Unserer gesamten Stammslande in *vim fideicommissi familiae conventionalis et pacti realis* zu ewigen Tagen einverleibet seyn und bleiben sollen.

5. Gleichergestalt sollen auch die in Land und Leuten nicht bestehende, innerhalb denen Gränzen Unserer Fürstlich Nassauischen erbvereinten Lande gelegene, oder unmittelbar daran gränzende neu erworbene, oder künftighin zu erwerbende Güter, Zehnten, Zinsen, Renten, Rechte und Gerechtigkeiten, von dem ersten Augenblicke der Erwerbung an zu rechnen, als wahre Bestandtheile und Zugehörungen Unserer Lande geachtet, und nimmermehr wieder davon getrennet; dahingegen alle, ausser denen Gränzen der Fürstlich Nassauischen Lande, in Deutschland neu erworbene, aus der Ersparnis eines Fürsten erkaufte, oder Ihm sonst zugekommene mittelbare Güter, Renten, Rechte und Gerechtigkeiten, währendem Leben des ersten Erwerbers, in den allgemeinen Hausverband nicht gezogen, und also dessen freyen Disposition darüber, sowohl unter Lebendigen, als von Todeswegen, der ohngehinderte Lauf gelassen werden.

Sobald aber auch diese Güter einmal in den Erbgang gekommen, somit von jenem durch Erbschaft an einen Sohn, Bruder oder Agnaten Unseres Hauses gelangt sind, bleiben sie dem Erbverbande desselben unwiederruflich zugethan.

6. Eben so verbleibet dasjenige, was einer Fürstlichen Linie durch eine Gemahlin an Reichs unmittelbaren Landen, Leuten, Gütern, Renten, Rechten und Gerechtsamen zugebracht, oder von dieser aus Ihren Paraphernalgeldern in eigenem Namen erworben wird, derselben freyen Disposition unter Lebendigen,

oder von Todeswegen vorbehalten, und gedenken Wir die einer solchen Fürstin deshalb zustehende Eigenthums-Rechte nicht zu beschränken.

Geschähe es aber, dass derlei zugebrachte Reichs unmittelbare Güter und Gerechtsame, ohne eine solche Disposition, einem oder mehreren Söhnen zu Theil, und sie also einmal in Unserem Fürstlichen Hause in den Erbgang kommen würden, oder gekommen wären, so soll es damit, wie mit allen denen Graf- und Herrschaften gehalten werden, welche in denen älteren Zeiten durch Vermählung an Unser Fürstliches Haus gebracht worden sind, also, dass solche Gleich diesen dem allgemeinen Verbande Unseres Fürstlichen Gesamthauses und Unserer Lande unterworfen, fort unter diesem Unserem Erbverein unwiederruflich begriffen seyn sollen.

7. So wenig wir nun auch die nachgebohrne Prinzen Unseres Fürstlichen Gesamthauses und deren etwaige männliche Nachkommenschaft in Ihren neuen Erwerbungen und in der freyen Disposition darüber zu beschränken gemeynet sind, so hegen Wir jedoch das Vertrauen, dass Sie solche neue Erwerbungen, aus angeborener Liebe und Neigung für Unser Gesamthaus, das auch das Ihrige ist, diesem gerne gönnen, und deshalb, so viel von Ihnen abhänget, in Zeiten Vorsehung zu thun geneigt seyn werden: auf den Fall hingegen, dass solches nicht geschähe, sollen die von einer solchen nachgeborenen Linie erworbene oder ererbte unmittelbare Reichslande, Graf- und Herrschaften, sobald deren Eigenthum dieser Linie zugewachsen ist, dem allgemeinen Hausverbande einverleibt- und mit dem Fürstlich Nassauischen Familienfideicommiss vereinigt seyn, dergestalt, dass in Ansehung derselben alle die Verordnungen ihre Anwendung finden, welche wegen der neuen Erwerbungen regierender Fürsten verbindlich verabredet und festgesetzt worden sind, mit der weiteren daraus herfließenden Bestimmung, dass bei Erlöschung des Mannsstammes einer solchen Nebenlinie, die regierende Linie, woraus jene entsprossen gewesen ist, zwar in Kraft dieses Unseres Erbvereins in die vormeldete, von der erloschenen Nebenlinie neu erworbene Reichslande, Graf- oder Herrschaften, ohne die mindeste Hindernis folgen, jedoch denen etwa hinterbliebenen Töchtern, oder andern Allodial-Erben eine verhältnismässige Vergütung dieses Anfalls, unter der wohlbedächtlich hiermit beigefügten Einschränkung, entrichten solle, dass solche diejenige Summe, welche der Erbtochter eines Hauptstammes unten wird bestimmt werden, nicht übersteige, als womit gedachte Töchter und Erben sich in ermeldtem Falle zu begnügen, in Kraft dieses verbunden und gehalten seyn sollen.

Indessen bleiben diejenige Güter, welche etwa von dem gemeinsamen Stammvater oder sonsten aus Unserem Fürstlichen Hause an einen nachgeborenen Prinzen oder seine Linie gekommen sind, dem ursprünglichen Hausverbande und dem Fürstlich Nassauischen Familienfideicommiss, wie es sich von selbst versteht, ein für allemal unterworfen.

8. Obwohlen nun durch die bis hieher angezeigte Bestim-

ORDRE DE SÜCCESION AU TRÖNE.

33

mung deutlich genug festgesetzt ist, welche, so gegenwärtige, als zukünftige Besitzungen Unser derer erbvereinten Fürsten, Unserer Erben und Nachkommen, unter diesem Erbverbande begriffen seyn sollen, oder nicht, so haben gleichwohl Wir die Fürsten der Nassau-Saarbrückischen Linie, zu Hebung allen etwa künftig entstehenden Zweifels, ausdrücklich erklärt, erklären auch hiermit und in Kraft dieses auf das allerverbindlichste, dass Unser, des Prinzen von Oranien, Fürsten zu Nassau, Souveraine Besitzungen, gleich Unsern sogenannten Niederländischen, sowohl unter Kaiserlich Königlich Hoheit in dem Burgundischen Kreise, als in dem Umfange der vereinigten Niederlande gelegene Herrschaften, die Wir jetzt inne haben, oder noch erwerben werden, samt der Grafschaft Spiegelberg, und, wann solche etwa künftighin vertauschet werden sollte, deren Surrogatum unter jenem Verbande nicht begriffen, sondern solche Unser, des Prinzen, eigener gutfindender Disposition lediglich vorbehalten seyn; dahingegen aber auch die gegenwärtig auf diesen Herrschaften und gedachter Grafschaft etwa liegende, oder noch darauf zu legende Schulden, Verhaftungen und Lasten deren künftigen Besitzern, ohne alles Unser, der Fürsten zu Nassau-Saarbrücken, Unserer Erben und Nachkommen, Zuthun oder Nachtheil, folgen und verbleiben sollen.

9. In Ansehung derer in der Gemeinschaft des Grundeigenthums bisher gestandenen, oder in Kraft dieses Erbvertrags eingeworfenen Lande, Leute, Güter, Renten, Rechte und Gerechtsame nun, wollen Wir, die regierenden Fürsten zu Nassau beider Hauptstämme, einander hiermit und in Kraft dieses den Civil-Besitz aller und jeder derselben, sie seyen Eigen oder Lehne, (doch in Ansehung derer neu erworbenen Lehne, unter dem oben erwähnten ausdrücklichen Vorbehalt) vermittelst des Constituti possessorii, so weit es nöthig, übertragen; und in dessen Folge gereden und verbinden Wir Uns, für Uns, Unsere Nachkommen, Nachfolger, Erben und Erbnahmen, dass von nun an ein jeder regierender Fürst zu Nassau seine inhabende deutsche Reichslände, Leute, Güter, Renten, Rechte und Gerechtigkeiten, hinführo nicht nur für sich, sondern auch für seine Fürstlich männliche Nachkommenschaft und Agnaten, und in deren Namen, doch seiner Landeshoheit und seinen Regierungsrechten im übrigen unbeschadet, besitzen und inhaben, fort solche nach der Erlöschung des Mannsstamms einer oder der andern Linie auf die überbleibende, in der Ordnung, wie unten näher versehen ist, ohne dass es einiger Besitzergreifung bedürfte, ipso jure kommen und fallen, und solchergestalt der Natural-Besitz dem Civil-Besitze ohne alle Umschweife anwachsen solle.

10. Damit aber diese solchergestalt, sowohl in Ansehung des Eigenthums, als des Besitzes vereinte, verbundene und zusammengesetzte Lande nun und zu ewigen Tagen zusammen gehalten, nichts davon entfremdet, oder solche auf irgend eine Weise verkürzt und geschmälert werden, so erinnern Wir Uns billig derjenigen Verbote aller Veräusserungen, welche Unsere in Gott ruhende Vorfahren in Ihren errichteten Parti-

cular-Statuten sowohl, als in dem Erbvertrage vom Jahre 1736. Sich und Ihrer Nachkommenschaft allschon zu einem ewigen Gesetz gemacht haben, wiederholen, erneuern und bestätigen demnach solche Verbote hiermit also und dergestalt, dass keiner Unser der erbvereinigten Fürsten, Unserer Erben und Nachkommen, zu ewigen Tagen, seine so Stamm- als neu erworbene, dem Familienverbande einverleibte Schlösser, Städte, Dörfer, Leute, Güter, Nutzungen, Renten, Rechte und Gerechtigkeiten veräußern, oder von dem Fürstenthume entfremden solle oder wolle.

Geschähe solches aber wider Verhoffen, heimlich oder öffentlich, unter was Vorwande es immer geschähe, so soll solches keine Gültigkeit haben, sondern in Kraft dieses Erbvertrags, jetzt als dann und dann als jetzt, null und nichtig. auch in Ansehung künftiger Successoren, sie seyen gleich des veräußernden oder darin consentirenden Fürsten Söhne, Brüder oder Agnaten. unverbindlich, vielmehr dem nächsten, und bey dessen Saumseligkeit einem jeden entfernteren Nachfolger, zu welcher Zeit es Ihm. belieben wird, immassen in Ansehung dieser willkührlichen Handlung zu ewigen Tagen keine Verjährung Statt findet, frey und erlaubt seyn, sich solchem Beginnen mit eigener That zu widersetzen. daran dann Ihrer keiner gefrevelt, sondern seines vorbehaltenen Rechts sich soll gebraucht haben.

11. Damit auch darüber, was unter der Veräußerung eigentlich zu verstehen seye, kein Missverstand erwachsen möge, erklären Wir die sämtliche Fürsten, andurch, auf das verbindlichste, dass nicht nur ein wirklicher Verkauf, sondern auch eine Schenkung unter denen Lebendigen, Verschaffung durch eine letzte Willens-Verordnung, Beschwerung mit einer ewigen Last, solche bestehe in wenig oder viel, Ansetzung zum neuen Mannkunkel- oder Erb-Lehn, selbst die Hingabe durch einen Vergleich gegen Annahme eines Stück Geldes, und was sonst für Arten einer Veräußerung erdacht werden möchten, hierunter gemeynet und also samt und sonders verboten seyn und bleiben sollen.

12. Damit jedoch Wir oder Unsere Nachfolger an der Regierung, unter dem Vorwande sothanen Verbots der Veräußerung, nicht behindert werden dasjenige zu thun, was einem Regenten nach guten Gründen der Staatswirthschaft und seiner Regenten Rechte und Pflichten zu thun in gewissen Fällen obliegen, wenigstens rathlich scheinen möchte; so erklären Wir zugleich, dass die Vertauschung, ja selbst der Verkauf abgelegener so alt als neu erworbener Landesstücke oder Gerechtsame mit Vorwissen und Genehmigung derer Fürstlichen Agnaten, in so fern dagegen andere denen vertauscht- oder verkaufen im wahren Werth und Güte gleich stehende Grundstücke und Gerechtsame erworben werden; die Abtheilung beschwerlicher Gemeinschaften, in so ferne solche bloß gegen hinlängliche Aequivalente ohne einige Unserer Seits anzunehmende Gleichstellung mit Geld geschieht; die Erlassung gewisser denen Unterthanen beschwerlicher Abgaben und Dienstbarkeiten

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

35

gegen ein jährliches billiges Surrogatum an Geld oder Naturalien, auf Wiederruf oder ewig; die Vererbleihung einzelner zerstreuter, oder kleiner Domanial-Güter und Grundstücke gegen einen jährlichen Canonem, selbst der Verkauf dergleichen mit Zehent, Schatzung, Dienstgeld, oder andern herkömmlichen Beschwerden zu belegender Kammergüter an Landes-Unterthanen, so wie die Niederlegung oder Veräusserung unnützer und überflüssiger Gebäude, keinem regierenden Fürsten verwehret, vielmehr solche seinem vernünftigen und Landesväterlichen Gutfinden überlassen seyn und bleiben soll; doch, dass der in denen zwey letzten Fällen eingehende Kapital Erlöss nicht anderst, als zu neuen Erwerbungen, Bezahlung anerkannter altväterlicher Schulden, und zu andern das Wohl des Fürstlichen Hauses und derer Lande bezielenden Absichten verwendet werde.

Und obwohl Unser aller Wille und Meynung, in Ansehung der Lehns-Begebung, dahin gehet, dass unter dem Verbote der Ansetzung zu neuem Lehne, auch die Wiederbegebung der innerhalb Unserer Landesgränzen gelegenen, oder unmittelbar angränzenden, schon heimgefallenen oder künftig heimfallenden Lehngüter, Zehnten und Nutzungen verstanden seyn, und diese nicht wieder verlichen, sondern eingezogen und zu denen Kammer Einkünften geschlagen werden sollen, so bleibt gleichwohl einem jeden regierenden Fürsten frey, die ausserhalb seiner Landesgränzen erfindliche, bereits heimgefallene jedoch noch nicht in den Erbgang gekommene Lehne, durch wirkliche Verleihung, so wie die hinkünftig heimfallende, vermittelst zu ertheilender Expectanzen, nach seinem Wohlgefallen, doch ohne Veränderung der Lehns-Natur und Eigenschaft, von neuem zu begeben, immassen Wir hierunter seinem guten Willen und seiner Gnade gegen die Seinige, oder andere wohlverdiente Personen, einige Gränzen zu setzen nicht gemeynet sind. Uebrigens bleibt allen in diesem Erbverein begriffenen Fürsten ohubenommen, unter sich einige gut und diensam findende Veräusserungen und Vertauschungen, als wodurch dem Stamme keine Güter entfremdet werden, zu vollziehen, ohne dass hierzu der übrigen Agnaten Einwilligung nöthig erachtet werde.

13. Gleich denen Veräusserungen ist das gefährliche und unvorsichtige Schuldenmachen bereits in allen Satzungen Unsers Fürstlichen Gesamthauses überhaupt, so wie in dem oft angezogenen Erbvertrage vom Jahre 1736 ausdrücklich verboten.

Je grösser nun der Schade und besorgliche Nachteil ist, welcher dadurch Unserem Fürstlichen Gesamthause und Unseren Nachkommen sowohl, als Unseren Landen und getreuen Unterthanen zugezogen werden kann, desto sorgfältiger sind Wir auch bedacht, diesem Unwesen für die Zukunft zu begegnen.

In solcher Absicht haben Wir, die sämtlichen Fürsten, Uns verbunden, verabredet und verglichen, verbinden Uns auch und versprechen bey Fürstlichen wahren Worten und Ehren, hiermit und in Kraft dieses, dass sowohl Wir als Unsere Erben

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

und Nachkommen, aller frivoler, unrechtfertiger oder gar gefährlicher Schulden Uns enthalten. Unsere in dem Erbverein begriffene Fürstliche Lande, Fürstenthümer, Graf- und Herrschaften, Güter, Renten, Rechte und Gerechtsame, ohne dringende Noth und ohne erhebliche hiernächst bestimmte Ursache, fort ohne ausdrücklichen Consens Unserer und respective Ihrer Herren Agnaten, auf keine Weise mit Schulden beschweren, noch das Grund-Eigenthum derselben verpfänden, solche in antichretischen Genuss, oder gar auf Wiederkauf begeben sollen oder wollen, als welches alles eben so, wie oben wegen der Veräusserungen bedungen worden ist, null und nichtig und in Ansehung der Nachfolger, sie seyen gleich Söhne, Brüder oder Angnaten, kraftlos und unverbindlich seyn solle.

14. Damit aber jeder wissen möge, was unter gefährlichen und unrechtfertigen, mithin verbotenen, und was hingegen unter redlichen und also erlaubten Schulden verstanden werde, auch welches die Nothfälle und erhebliche Ursachen seyen, aus welchen nur allein hinkünftig einige Geld Aufnahmen in Unserm Fürstlichen Gesamthause Nassau gerechtfertiget und der erbende Sohn, Bruder oder Agnat zur Anerkenntnis und Uebernahme einiger Schulden verbunden werden könne: so haben Wir ferner verabredet, bedungen und festgesetzt, dass

1) die altväterliche, das ist, die mit einem angefallenen Landestheil überkommene,

2) die zum Nutzen des Fürstenthums verwandte, namentlich die von vorhandenen denen Fürstlichen Landen einverleibten Erwerbungen wirklicher Lande, Leute, Güter, Pfandschaften, Renten, Rechte und Gerechtsame, die von wirklichen einträglichen Verbesserungen, von Abfindung fremder Ansprüche auf Land, Leute und Güter, von Abfindung der Fürstlichen Witwen, wegen Ihrer eingebrachten und zum Besten des Landes erweislich verwendeten Dotalgelder, so wie die von Ausfertigung und Dotirung der Töchter herrührende, endlich die zu Tilgung älterer consentirter auf höheren Zinsen gestandener Kapitalien gemachte Schulden, sodann aber

3) die in Kriegs- und andern gefährlichen Zeiten zur Rettung des Herrn. oder des Landes, weniger nicht die zur Auferbauung eines durch Brand verzehrten Fürstlichen Residenz Schlosses erweislich contrahirte Schulden, gleich denen in jenen Zeiten hinterstellig verbliebenen Reichs- und Kreis-Prae-standis für rechtfertigte erlaubte Schulden geachtet, fort für jetzt und allezeit, sowohl von Söhnen als Brüdern und Agnaten dafür erkannt und angenommen, auch ohne einigen Anstand von sämtlichen Fürstlichen Agnaten ausdrücklich genehmiget werden sollen.

15. Dahingegen sollen alle übrige unter vorbemerkte Klassen nicht gehörige, ohne Noth, aus Verschwendung und übler Wirthschaft, oder gar gefährlicher Weise gemachte Schulden, sie mögen übrigens aus welchem Scheingrunde es nur immer geschähe, gemacht worden seyn, als unrechtfertigte unerlaubte Schulden angesehen, und ein Sohn, wann Er sich der Privat- oder

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

37

Allodial-Verlassenschaft seines Vaters entschlagen wollte, solche eben so wenig, als ein Bruder und Agnat anzuerkennen schuldig erachtet werden.

16. Und obwohl die in dem XIVten Artikel benannte verschiedene Gattungen erlaubter Schulden ihre Gültig- und Verbindlichkeit bey deren ersten Ursprunge in sich selbst haben, welche Beschaffenheit Wir durch gegenwärtigen Vertrag ihnen nicht benehmen, sondern solche vielmehr hiermit bestätigen wollen: so ist gleichwohl der Ordnung wegen, und damit nicht ein Landestheil in einem langen Zeitverlaufe auf solche Art nach und nach mit unerschwinglichen Schulden beladen werde, weiter abgeredet, bedungen, und festgesetzt worden, dass auch bei rechtfertigen, an sich verbindlichen Schulden, der Agnatistische Consens als eine wesentliche Erfordernis angesehen, mithin dieser bey allen Geldaufnahmen, wann dieselbe nicht eine ganz unbeträchtliche im Lauf des Jahres aus denen gewöhnlichen Renten wieder abzustossende Summe ausmacht, ohnfehlbar beygebracht; dahingegen aber auch von Seiten der Agnaten in denen vorhingedachten geeigneten Fällen ohne die erheblichsten Ursachen nie erschweret, noch verweigert, sondern wechselseitig ertheilt werden soll.

17. Damit aber die in dieser oder jener Linie Unseres Fürstlichen Gesamthauses sich dermalen vorfindliche oder in der Folge aus redlich und erheblichen Ursachen gemacht werdende Schulden desto geschwinder und zuverlässiger wieder bezahlt, und unser Fürstliches Gesamthaus in seinen einzelnen Theilen einer solchen drückenden Bürde des ehestens entlediget werden möge, so ist nach allerseitiger Einverständnis nützlich erachtet, und also verbindlich verabredet worden, dass sogleich nach ausgewechselter Ratification des gegenwärtigen Erbvereins, von einer jeden Linie Unsers Fürstlichen Gesamthauses ein genaues Verzeichnis aller Sie betreffenden Schulden, welche auf denen deutschen Landen haften, in Zinsen laufen und anerkannt sind, sie bestehen übrigens worinnen sie wollen, aufgestellt, und in beglaubter beurkundeter Form, den sämtlichen Fürstlichen Agnaten wechselseitig zur Einsicht vorgelegt, von diesen aber sothane Schulden für diesmal ohne alle Ausnahme und Untersuchung für gültig angesehen, anerkannt und eventualiter übernommen, immittelst aber zu deren Tilgung die behüfliche Mittel und Wege ausgefunden, solche denen Fürstlichen Agnaten bekannt gemacht und demnächst auch getreulich eingehalten werden sollen.

18. In solcher heilsamen Absicht soll mit dem Anfange des Jahrs 1784 ein sicherer Schuldentilgungs- Erwerbungs- und Landesverbesserungs Fonds aus den bereitesten Einkünften eines jeden Landesanteils in verhältnismässiger Summe ausgesetzt und angeordnet werden, wodurch die dermalen auf Unsern Landen haftende, oder in der Folge darauf noch kommende Schulden in Zeiten getilgt und abgeführt werden mögen, als welches Wir Uns selbst und Unserer gesamten Nachkommenschaft zu einer ewigen unveränderlichen Pflicht machen, anbey Uns verbinden, dass die Verwendung sothaner Summe

denen Fürstlichen Agnaten von Zeit zu Zeit, welche näher zu bestimmen Wir Uns hiermit vorbehalten, bekannt gemacht und urkundlich nachgewiesen werden solle.

19. Allermassen nun solchergestalten für die ewige Zusammenhaltung Unserer Fürstlich Nassauischen Reichslande, auch für die Abwendung alles Nachtheiles, so wie für deren mögliche Aufnahme hinlängliche Vorsehung geschehen ist; dieser Endzweck aber, ohne ein freundvertrauliches Einverständnis Unserer, der Fürsten zu Nassau, vollständig nicht erzielet werden kann; also gereden und versprechen Wir einander für Uns, Unsere Nachkommen und Nachfolger, Erben und Erbnehmen, in der uns beywohnenden treu-redlich- und aufrichtigsten Gesinnung, allezeit ein vertrauliches Vernehmen mit einander zu unterhalten und alles dasjenige zu vermeiden, so darinne einigen Anstoss erwecken könnte, folglich, wann dergleichen etwas entstehen wollte, es einander freundschaftlich zu offenbaren, damit alles Missverständnis gehoben und die Sache wieder in den Weg der ewigen und unverbrüchlichen Freundschaft, die Wir einander hiermit zusagen, eingeleitet werde.

20. Wir wollen auch in dem Falle, dass wider Verhoffen dennoch einige Missverständnisse unter Uns oder Unsern Nachkommen sich ereignen sollten, welche nach mehrmaligem Versuch durch eine gütliche Correspondenz oder Conferenz nicht gehoben werden könnten, Uns derer in denen Reichssatzungen ohnehin begründeten Austräge gebrauchen, solche aber dahin bestimmen, dass in dem Falle, da in Unserer Fürstlichen Nassau-Saarbrückischen Linie einige Missverständnisse sich ereignen sollten, Wir, der Prinz von Oranien als Fürst zu Nassau, oder Unsere Nachfolger an der Regierung, auf die an Uns gebrachte Requisition, zu deren Beylegung vier Unserer trefflichsten Räthe, deren jeden Theil zween zu erwählen frey stehen, der Obmann aber von Uns benahmt werden solle, nach Entschlagung ihrer denen streitenden Fürsten geleisteten Pflichten, niedersetzen, die Güte versuchen, und in deren Entstehung, durch solche die Sache längstens binnen Jahresfrist nach behöriger Verhandlung derselben, rechtlich entscheiden lassen sollen und wollen.

Auf gleiche Weise sollen, wenn in Unserer, des Prinzen von Oranien, Fürsten zu Nassau, Linie, über Unsere in diesem Erbvereine begriffene Land und Leute, Güter, Renten, Rechte und Gerechtsame, oder was auf diese Lande einen Bezug hat, einige Irrungen entstehen sollten, die im Streit befangene Theile einen gleichen Austrag, welchen Wir die Fürsten der Nassau-Saarbrückischen Linie für Uns und Unsere Landesnachfolger, auf vorhin gedachte Art, niederzusetzen versprechen, anzunehmen und dessen rechtlichen Entscheid zu erwarten gehalten seyn.

Daferne aber zwischen Unsern beiden Hauptstämmen, oder einer Haupt- und einer Special-Linie, Unsern und deren Erben und Erbnehmen, es seye über den Inhalt des gegenwärtigen Erbvertrages, oder worüber es sich sonst zutragen möchte, mit alleiniger Ausnahme der unten erwähnten qualificirten Uebertretung der erbvereinsmässigen Verbindlichkeit, einige

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

39

Irrungen sich ereigneten, welche nach mehrmaligem Versuche durch eine freundvetterliche Correspondenz oder Conferenz nicht gehoben werden könnten; so sollen alsdann von jeglicher Seite zween Unserer Rätthe, welche in der Sache die Feder nicht geführt haben, ernannt, solche ihrer Uns und Unseren Nachkommen geleisteten Pflichten entlassen, unter Direction eines von dem General-Hausdirectorio zu ernennenden Obmanns, welcher sofort seiner gemeinsamen Pflichten ebenfalls zu entlassen ist, und hierauf mit votiren soll, zusammengesetzt, von solchen wiederholt die Güte versucht, in deren Entstehung aber die Sache behörig instruiert, und in dem Falle, dass vier Stimmen gegen eine sich vereinigen, definitive entschieden, andern Falls aber die Acten an eine auswärtige Fürstliche Regierung, oder Juristenfacultät, welche unter vieren, wovon ein jeder Theil zwey vorzuschlagen hat, durch das Loos zu bestimmen ist, versandt und der Entscheid von daher erwartet werden.

21. Verbinden Wir Uns, in Sachen, so Unsere beiderseitige Fürstlich Nassauische Lande, Güter, Rechte und Gerechtsame angehen, bey Vorfällen von Wichtigkeit, vertraulich miteinander zu Rathe zu gehen, auch, wo es im Falle einer bevorstehenden Vergewaltigung nöthig und nützlich ist, einander aus allen Kräften beyzustehen, um das Unrecht, so Uns und Unseren Landen und Unterthanen etwa zugehen könnte, mit allem Nachdrucke, jedoch in Gemätheit derer Reichssatzungen, zu verhüten und abzutreiben.

22. Alldieweilen auch die so eben bemerkte und andere allgemeine Angelegenheiten Unsers Fürstlichen Gesamthauses ein gewisses Directorium erfordern, so haben Wir die Fürsten der Nassau-Saarbrückischen Linie, aus besonderem freundvetterlichem Vertrauen, Uns bereit erklärt, Uns, dem Prinzen von Oranien, als Fürsten zu Nassau, und sofort dem jedesmaligen einzigen Inhaber Unseres ganzen Stammtheils in dieser und mehr andern Rücksichten sothanes allgemeines Hausdirectorium auf Art und Weise, wie solches nach Zeit und Umständen bestimmt werden wird, zu überlassen, anebest Rang und Präcedenz allenthalben anzuerkennen, auch den Titel Hoheit in öffentlichen Handlungen und immerhin von denen Unserigen beilegen zu lassen, welchen freundvetterlichen Auftrag und Erklärung dann Wir, der Prinz, mit Vergnügen aufgenommen, und zugleich die Versicherung für Uns und Unsere nachkommende Landesfolger ertheilt haben, ertheilen solche auch hiermit, dass Wir hinwieder Unseres Orts beeifert seyn werden, Unseren erbvereinten Fürstlichen Herrn Agnaten alle mögliche Distinction, die von Uns abhängen möchte, angedeihen zu lassen, und zu Erlangung gleicher Vorzüge nach Möglichkeit behülflich zu seyn, hiernächst aber das Uns aufgetragene Hausdirectorium zum gemeinen Besten Unseres Fürstlichen Gesamthauses zu führen; allermassen Wir und Unsere Nachkommen Uns hierbei die Ehre und Aufnahme desselben eben so zu einer wahren Angelegenheit, als zu einer angenehmen Pflicht machen werden.

23. Da auch in Unser, derer Fürsten des Nassau-Saarbrückischen Hauptstammes, Hausstatuten, ein besonderes auf die noch subsistirende drei Fürstliche Linien gerichtetes Seniorat und Directorium eingeführt ist, so behält es hierbey sein unveränderliches Bewenden.

24. So gewiss nun auch aus der vorstehendermassen festgesetzten Gemeinschaft des Grundeigenthums, Civil-Mitbesitzes, und der Natur eines pactirten Familiensfideicommisses alle mögliche Fälle ihre hinlängliche Entscheidung erhalten; so erfordert doch der Blick in die Zukunft und die Erwägung der gewissen Sterblichkeit, eine nähere Vorsorge. Wir haben in solcher Absicht

1) auf die Successionsordnung des Mannsstammes in allen möglichen Fällen;

2) auf die Anordnung derer Vormundschaften für unmündige Landesfolger und andere Fürstliche Kinder;

3) auf die einem jeden Fürsten zustehende Befugnis einen letzten Willen zu errichten;

4) auf die Versorgung derer Witwen, und

5) auf die Berathung derer Fürstlichen Töchter und Abfindung dererselben auch anderer Allodialerben, Unser Augenmerk geheftet.

So viel nun den ersten Gegenstand, die Successionsordnung des Mannsstammes betrifft, ist das so eben bestätigte enge Verband der Freundschaft, worinne Wir sämtliche aus einem Stamm entsprossene Fürsten stehen, so wie die Verknüpfung Unserer erbvereinten Lande, der Beweggrund, welcher Unsere Entschliesungen und Verbindungen in solcher Absicht bestimmt.

Der Fall des Ablebens eines Unser der erbvereinten Fürsten mit Hinterlassung successionsfähiger volljähriger Söhne bedarf keiner Vorsehung, nachdem das Recht der Erstgeburt allbereits in denen sämtlichen Haupt- und Spezial-Linien Unseres Fürstlichen Hauses eingeführt, und respective bisher beobachtet worden ist. Indessen wollen Wir zu allem Ueberfluss sothanes Recht der Erstgeburt mit der dabey zum Grund liegenden Untheilbarkeit derer einer jeden Fürstlichen Linie zugetheilten Lande in Kraft dieses dergestalten ausdrücklich bestätigt und bekräftiget haben, dass eine weitere Aftertheilung Unserer Fürstlich Nassauischen deutschen Lande nun und zu ewigen Tagen in ein und eben derselben Linie nicht stattfinden, Paragia auf keine Weise und unter keinerley Gestalt in Unsern Fürstlich Nassauischen Landen constituirt, im Gegentheil die zu deren Ausschliesung in denen besonderen Fürstlichen Linien errichtete Dispositiones und Verträge hierdurch wiederholt, fort die Landeshoheit eines jeden Theiles dem Erstgeborenen, ohne alle Schmälerung verbleiben solle.

25. Wohingegen es in Ansehung der Versorgung der nachgeborenen Prinzen, wegen deren standesmässigen Unterhalts, allenfallsigen Vermählung, Ausstattung und Apanagien, auch Versorgung deren Descendenz und der Witwen solcher Linien, bey denen nurgedachten in jeder Fürstlichen Linie bestehen-

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

41

den, oder noch zu errichtenden Ordnungen und Verträgen, sein unabänderliches Bewenden behält.

26. Geschähe es über kurz oder lang, dass einer von Uns, denen erbvereinten Fürsten, Unseren männlichen Erben und Nachkommen, welches Gott verhüten wolle, ohne männliche eheliche Leibeserben mit Tode abginge, so verstehet es sich von selbst, dass vorerst Unsere, oder des abgelebten Fürsten Brüder und deren successionsfähiger Mannsstamm, wann dergleichen vorhanden wäre, in desselben Mangel aber dessen von einem näheren Stammvater entsprossene Fürstliche successionsfähige Agnaten, nach deren Abgange endlich die weiter gesippte erbvereinigte Stammsverwandte, nach der in folgendem festgesetzten Ordnung eintreten, und solchen die eröffnete Lande, Leute, Güter, Renten, Rechte und Gerechtsame ipso jure, und ohne dass es einer besonderen neuen Besitzergreifung bedürfte, accresciren sollen.

27. Solchergestalt bleiben die beide Fürstlich Nassau-Using- und Nassau-Saarbrückische Linien in begebendem Falle, ohne alle Vertheilung derer accrescirenden Lande, einander- und diesen beiden hinwieder die Fürstlich Nassau-Weilburgische Linie auf gleiche Art substituirt, und zwar also, dass die in solchem Falle erledigte Lande der andern, nach dem Recht der Erstgeburt, zufallen, die etwa vorhandene apanagirte Prinzen der succedirenden Linie aber an einem solchen Landesanfälle in so lange, bis sie das Recht der Erstgeburt in weiteren Fällen trifft, keinen Theil haben sollen.

Immittelst ist hierbey abgeredet, bedungen und festgesetzt worden, dass in solchem Falle die statutenmässige Deputate derer nachgeborenen Söhne, Brüder oder Vettern aus derselben Linie, nach dem Verhältnis der accrescirten Lande, und nach Maassgabe derer deshalb vorhandenen Dispositionen und Verträge, noch weiter erhöht und verstärkt werden sollen.

28. Trüge sich aber der Fall in Unser. des Fürsten Carls zu Nassau-Weilburg Linie, während deme, dass die beide Fürstlich Nassau-Usingen- und Saarbrückische Spezial-Linien bestehen, zuerst zu, alsdann verbleibet es zwar in Gemüthe derer in solchen vorliegenden Verträgen bey der gemeinsamen Succession, jedoch sollen in solchem Falle abermalen die accrescirende Lande nicht in Capita vertheilet, sondern in zwei Theile gesetzt und mit Beobachtung der bestmöglichen Gleichheit einer jeden Linie, die ihr zunächst gelegene Lande, also und dergestalt, dass dasjenige, was von Natur oder Lehnsgewohnheit wegen, auch anderer Gelegenheit und Gerechtigkeit halber zusammen gehöret, nicht zerrissen, sondern in andere billige Wege verglichen werde, nach dem Rechte der Erstgeburt zur Regierung zugeschieden, die Unterhaltsgelder oder Apanagien derer nachgeborenen Söhne und Vettern aber, alsdann auf gleiche Weise, wie hievor verordnet worden ist, verhältnismässig erhöht, und überhaupt, so lange Unser derer Fürsten zu Nassau-Saarbrücken Mannsstamm bestehen wird, denen von Unsern in Gott ruhenden Vorfahren in denen Jahren 1351, 1355, 1442, 1491 und ferner, so wie denen von Uns

selbst allschon aufgerichteten, oder noch aufzurichtenden Erb-einigungen und Erbverträgen, in so ferne solche die Aufrecht-haltung und ausschliessende Landesfolge Unseres Mannsstammes unter sich bezielen, fort mit dieser Unserer allgemeinen Haus-erbeinigung vereinbarlich sind, unverbrüchlich nachgelebet werden.

29. Sollte endlich, welches Gott gnädiglich verhüten wolle, Unser ganzer Fürstlich Nassau-Saarbrückischer Mannsstamm erlöschen; so ist abgeredet, verglichen und festgesetzt, dass alsdann sämtliche von dieser Fürstlichen Linie besessene so alte Stammlehne und Güter, als alle andere neu erworbene Graf- und Herrschaften, Lande, Leute, Güter, Renten, Rechte und Gerechtsame, wie die Namen haben mögen, Eigen als Eigen, Lehne als Lehne, und zwar letztere mit Vorbehalt des auszubringenden lehnherrlichen Consenses, so weit solcher erforderlich ist, Uns, dem Prinzen von Oranien, Fürsten zu Nassau, oder Unsern männlichen Nachkommen, nach dem Rechte der Erstgeburt, ohne besondere neue Besitzergreifung ipso jure accresciren und zufallen sollen.

30. Sollte aber im Gegentheile der Fall der Erlöschung des Mannsstammes Unsern, des Prinzen von Oranien, Fürsten zu Nassau Hauptstamm, welches der Allerhöchste ebenfalls gnädiglich abwenden wolle, betreffen; so sollen auch Unsere, so alt als neu erworbene, in diesem Erbverein begriffene, in Deutschland belegene reichsunmittelbare Fürstenthümer, Graf- und Herrschaften, Land und Leute, Güter, Renten, Rechte und Gerechtsame, Eigen als Eigen, Lehne als Lehne, jedoch letztere unter dem vorhin bemerkten Vorbehalt der zu erwirkenden lehnherrlichen Einwilligung, in so weit solche denen Rechten nach erforderlich ist, Uns denen Fürsten zu Nassau-Saarbrücken, Unsern männlichen Erben und Nachkommen ebenfalls ipso jure und ohne besondere Besitz-Ergreifung, accresciren und zufallen, auch in dem Falle, dass die gegenwärtige drey Special-Linien Unser derer Fürsten zu Nassau-Saarbrücken, annoch blüheten, nach der in dem Fürstlich Nassau-Saarbrückischen Hauptstamme festgesetzten Successionsordnung succedirt, die Lande nach äusserster Möglichkeit zusammengehalten, des Endes eine anderweite Ausgleichung versucht, und im übrigen eben das, was oben wegen Zusammenhaltung der zusammengehörigen Landesstücke ist verordnet worden, auch in diesem Falle beobachtet, einer zu Streit und Misvergnügen, auch zum grössten Schaden der Unterthanen gereichenden Gemeinschaft aber auf keine Weise Statt gegeben werden.

31. Allermassen hiernächst dieser Erbverein nicht nur die eventuale Succession, nicht blos die Vermehrung des Lustre Unseres Hauses, sondern auch die Wohlfahrt Unserer erbver-einten gesamten Lande, Leute und getreuen Unterthanen zum Zweck hat; so verstehet es sich von selbst, dass keiner von Uns, Unsern Erben und Nachkommen, in dem Falle, wo Er wahrnehmen sollte, dass seine Linie sich zum Ende neigte, irgend etwas thun oder unternehmen werde, dass seinen Agna-ten, oder denen Landen und Unterthanen, deren Grundeigen-

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

43

thum und Civil-Mitbesitz jenen vorhin zustehet, zum Verderben und Nachtheil gereichte; wie dann Unser Vertrauen, welches Wir desfalls gegen einander und zu Unsern Fürstlichen Nachkommen hegen, unbeschränkt ist; alldieweilen jedoch nicht selten bey solchen Ereignissen sich üble Rathgeber einzuschleichen pflegen, so ist in Absicht auf künftige Zeiten bedungen und festgesetzt worden, dass von dem etwaig letzten seiner Linie oder seines Stammes, sämtliche Lande und Leute in ihrem Wesen und guten Stande sorgfältig erhalten, die Benachtheiligung derselben hingegen, zum Beispiele, die Verwüstung derer Waldungen, die Vernachlässigung derer öffentlichen Gebäude, die Vorauserhebung derer Landeseinkünfte und wie dergleichen Beschädigungen des Landes Nachfolgers nur immer erdacht werden mögen, schlechterdings unterlassen, widrigenfalls aber ersagtem Nachfolger frey stehen solle, mit Vorbeygehung der oben festgesetzten Austräge, die behufige Mandata S. C. an denen höchsten Reichsgerichten zu suchen, welche auch sofort erkannt und zur gebührenden Vollstreckung gebracht, immittelst aber sothane Benachtheiligung von dem nächsten Nachfolger selbst, durch alle ausgiebige Mittel, besonders durch eigene Verbote an die in gemeinsamen Pflichten stehende Bediente und Unterthanen abgekehrt, und diesen von solchen auch sofort Folge geleistet werden solle, alles zu dem Ende, damit dem Landesfolger nicht ein verdorbenes Land, unglückliche Unterthanen und verwüstete Waldungen zu Theil werden mögen.

Geschähe es aber dennoch, dass auch diese Vorkehrungen den gewünschten Zweck nicht erreichten, so soll dem Nachfolger frey und unbenommen seyn, sich an demjenigen, was weiter unten denen Allodialerben zum Guten bedungen worden ist, zu erholen und sich solchergestalt zu entschädigen.

32. Der zweite besondere Fall, worüber Wir Vorsehung zu thun nöthig finden, und welcher sich so lange und so oft zutragen kann, als Unser Fürstliches Gesamthaus aufrecht steht, betrifft die Anordnung derer Vormundschaften: Trüge es sich nun zu, dass Unser oder Unserer Fürstlichen Nachkommen einer, welches Gott verhüten wolle, mit Hinterlassung unmündiger Söhne und Töchter Todes verführe, so verbleibt es, in Ansehung der mütterlichen Vormundschaft, und wegen deren Erziehung, bey der Verfassung und dem Herkommen einer jeden Fürstlichen Linie, und in so weit diese nichts bestimmtes vorschreiben, bey der Disposition des Vaters.

33. In Ansehung derer in diesem Erbvereine begriffenen Fürstlichen Lande hingegen ist abgeredet und zu ewigen Zeiten festgesetzt, bedungen und zugesagt worden, dass in solchem Falle die Mitvormundschaft- oder im Falle, dass keine Fürstliche Mutter am Leben wäre, die alleinige vormundschaftliche Regierung jedesmalen, nach der in Ansehung der Succession bestimmten Ordnung, und wann sich der Fall in einem Hauptstamme begäbe, ohne dass volljährige Agnaten in solchem vorhanden wären, von demjenigen Fürsten des andern Hauptstammes, welchen der verstorbene Vater in seinem letzten

Willen aus besonderem Vertrauen benannt haben wird, in Ermangelung einer solchen Benennung aber, von dem Seniore Domus. unter Kaiserlicher Allerhöchster Bestätigung übernommen, fort von demselben, nach bestem Wissen und Einsichten, mit Beyrath des abgelebten Fürsten hinterlassener Landes-Regierung geführt, und hierbey die wahre Wohlfahrt sowohl der Fürstlichen Pflegebefohlenen als der vormundschaftlichen Lande. Leute und Unterthanen, allerbestens und nach dem ohnehin wohlgegründeten Vertrauen, Administratorio nomine besorget, einer tutelar fructuariae aber in Unserem Fürstlichen Gesamthause niemals Statt gegeben werden solle.

Auf den Fall jedoch, dass eine solche Vormundschaftsbestellung Unser des Prinzen von Oranien und Fürsten zu Nassau, Stamm betreffen, und das Vertrauen einem andern, als dem Seniori des Fürstlich Nassau-Saarbrückischen Stammes zugewandt werden sollte, ist festgesetzt, dass alsdann das allgemeine Hausdirectorium von gedachtem Seniore in Fürstlich Oranien-Nassauischem Namen, ohne die mindeste Einmischung in die übrige vormundschaftliche und andere Special-Hausangelegenheiten, sofort übernommen, und bis zur Volljährigkeit des erstgeborenen Prinzen geführt werden solle.

34. So viel hiernächst den dritten Gegenstand Unserer Vorsorge für die Zukunft, nämlich die Bestimmung der Uns und Unsern Nachkommen auf den Todesfall vorbehaltenen Befugnis, eine letzte Willensverordnung zu errichten, betrifft, gedenken Wir solche in Ansehung derer unter dem allgemeinen Verbande Unseres Hauses nicht begriffenen, oben im fünften Artikel angezeigten, auswärtigen, neu erworbenen, mittelbaren Güter und Grundstücke, so wie in Ansehung der Vormundschaftsbestellung für minderjährige Kinder, in Gemütheit der hiervor getroffenen Abrede, nicht zu beschränken. Ingleichen verbleibet einem jeden Fürsten das Recht, unter seinen Kindern eine väterliche Disposition über dasjenige zu errichten, was solchen nach dem gegenwärtigen Erbvertrage auf irgend eine Weise zufließet.

Ausser diesem allen soll einem jeden Fürsten Unseres Hauses. Er sey der letzte einer Linie oder nicht, ohne Rücksicht auf den geringen Werth oder gänzlichen Mangel eigener Erwerbungen, wann Er übrigens nur keine unerlaubte oder gar gefährliche Schulden contrahiret hat, und demjenigen getreulich nachgekommen ist, was von dem zehnten bis zum achtzehnten Artikel dieses Erbvereins, wegen der verbotenen Veräußerungen, wegen des Schuldenwesens und deren Tilgungs-Fonds festgesetzt worden, hiermit gestattet seyn, über eine Summe von dreissig Tausend Gulden, zu Gunsten seiner Erben, milder Stiftungen, oder fremder um Ihn verdienster Personen, nach Wohlgefallen zu disponiren, welche dessen Landesfolger, Er sey Sohn, Bruder oder Agnat, anzuerkennen und ohnweigerlich zu entrichten schuldig und gehalten seyn soll.

Wäre es auch, dass Wir oder einige Unserer Fürstlichen Nachkommen, ausserhalb dem gedachten zweckmässig verwendeten Schuldentilgungs- und Erwerbungs-Fonds, solche Güter

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

45

und Grundstück ein oder ausser Landes erkaufte. und Wir aus Unserer, oder Sie aus Ihrer Ersparnis baar bezahlt hätten, welche nach dem vierten und fünften Artikel dieses Erbvertrags dem Hausverbande von dem Augenblicke der Erwerbung an, zugeeignet bleiben, so wollen Wir zwar über das erworbene Gut selbst alle Disposition hiermit wiederholt verboten, gleichwohl Uns und Ihnen vorbehalten haben, über den ganzen Betrag des erweislichen Kaufschillings nach freyer Willkühr und Wohlgefallen unter denen Lebendigen, oder von Todes wegen, zu disponiren, um dadurch abermalen Uns und Ihnen die Gelegenheit offen zu lassen die Vortheile und die Erhebung Unseres Hauses mit denen Gesinnungen der natürlichen Liebe für die Ihrigen, oder für das gemeine Beste wirksam seyn zu lassen.

35. So viel hiernächst den vierten Gegenstand Unserer Vorsorge auf künftige Sterbfälle, die Versorgung derer Witwen Unseres Fürstlichen Gesamthauses betrifft, sind Wir nach reifer der Sachen Erwägung dahin übereingekommen, dass, so lange eine Special-Linie bestehet, oder auch nach dem Abgange derselben, es vorerst bey dem, was einer jeden Fürstlichen Witwe in Ihren Ehepacten bedungen und sonst verbindlich versprochen worden ist, oder noch wird versprochen, allenfalls auch durch künftige Dispositionen in einer Fürstlichen Special-Linie wird festgesetzt werden, sein ungeändertes Bewenden haben solle.

Auf den Fall der Erlöschung eines ganzen Hauptstammes hingegen, ist verabredet und bedungen, dass einer oder mehreren vorhandenen Fürstlichen Witwen dieses Stammes ohne Unterschied, ob sie von einem regierenden Fürsten oder einem nachgebornen Prinzen des Fürstlichen Hauses verlassen worden wären, dasjenige, was Sie in die Fürstlich Nassauische Lande wirklich eingebracht haben, und darinne erweislich ist verwendet, so wie das, was Ihnen in Ihren Ehepacten zu Ihrem Wittum ist zugesichert worden, in so ferne das, was einer jeden bestimmt ist, ausser der gewöhnlichen Wohnung und denen verhältnismässigen Naturalien, den zwanzigsten Theil des unabgekürzten rohen Ertrags der jährlichen Einkünfte desjenigen Theils derer Fürstlich Nassauischen Lande, welcher dem oder denen Landesnachfolgern wirklich zu Theil wird, nicht übersteiget, ohne allen Abzug und Schmälerung verabreicht, anderergestalt aber nach diesem Massstabe verhältnismässig gemindert werden solle.

36. Eben so soll es in Ansehung derer Töchter, als des fünften Gegenstands Unserer Vorsorge, so lange beide Hauptstämme aufrecht stehen, der Deputaten und Aussteuer halber dermassen gehalten werden, wie es in jedem Stamme und besonders in Unseren, derer Fürsten zu Nassau-Saarbrücken, an noch subsistirenden Special-Linien, verordnet und Herkommens ist, oder hinkünftig noch wird verordnet und beliebt werden.

37. Daferne aber der Mannsstamm eines ganzen Hauptstammes mit Hinterlassung unberathener Prinzessinnen abgehen sollte, ist auf solchen Fall bedungen und verglichen,

dass, mit Vorbehalt dessen, was hiernächst unten wegen der Allodialerbschaft auf alle Fälle abgeredet und festgesetzt worden ist, einer jeden vorhandenen Prinzessin des abgegangenen Fürstlichen Stammes, so lange Sie unvermählt bleibt, eine standesmässige Wohnung mit der nöthigen Holzbedürfnis, und zu ihrem Deputat drei Tausend Gulden, auf den Fall Ihrer Vermählung aber, einer jeden vierzig Tausend Gulden, mit Einschluss der in ein- oder dem andern Landestheile üblichen sogenannten Fräuleinsteuer, alles im zwanzig Guldenfusse angewiesen, verabfolget und gegeben, auch in dem Falle, dass die Zahlung nicht gleich geschehen könnte, Sie wegen deren in gewissen Jahrsterminen zu bewirkenden Zahlung und mittlerweile davon zu entrichtenden Zinsen, gehörig sicher gestellt werden sollen.

Dahingegen sollen aber auch sämtliche Prinzessinnen jezt und künftig ohne Unterschied pro ipso jure renunciatis gehalten werden, und solche von aller Succession in Land und Leute, ohne weiteres Geding, ausgeschlossen seyn und bleiben, zu allem Ueberfluss jedoch noch über das bey Ihren Vermählungen, vermittelt eines feyerlichen Eides in Person, im Falle Sie aber vor vollendetem achtzehnten Jahre Sich nicht vermählen würden, nach dessen Erfüllung einsweilen, vermittelt eines zu unterzeichnenden eidlichen Reverses, nach vorgängiger genugsamer Verständigung, auf sämtliche Fürstliche Nassauische so alt als neu erworbene Lande, Früstenthümer, Graf- und Herrschaften, Güter, Renten, Rechte, und Gerechtsame und deren Zubehörungen, auch Verbesserungen, wie nicht weniger auf den sogenannten Pflichttheil und deren Complementary, auch alle Regredienterbschaft, nach einer desfalls verglichenen Formel, zu verzeihen schuldig und gehalten sein.

38. Sollten keine Witwen oder keine unberathene Prinzessinnen des Fürstlichen Hauses vorhanden seyn, so ist gegenwärtige wegen deren Deputate und Aussteuer getroffene Abrede zwar schon an und für sich erlediget, und davon weiter keine Frage, in Ansehung des eingebrachten und zu wirklichen Acquisitionen, oder Abstossung derer davon herrührenden Schulden verwendeten Heyrathsguts einer etwa schon vorhin verstorbenen Gemahlin, behält es indessen bey der deshalb oben wegen der erlaubten Schulden Art. XIV. getroffenen Abrede, so wie in dem Falle, dass das Heyrathsgut ohne Nutzen des Landes wäre verwendet worden, bey dem, was in dem Art. XV wegen der unrechtfertigen Schulden ist beliebt worden, und in Ansehung des Vorzugs, im Falle eines über die Allodialverlassenschaft etwa entstehenden Debitwesens, bey dem, was ohnehin Rechtens ist, sein ungeändertes Bewenden.

Wirklich ausgesteuerten Töchtern des letzten regierenden Fürsten eines Hauptstammes, welche während dem Leben Ihres Herrn Vaters die bis dahin übliche Aussteuer aus dessen Landestheile empfangen haben, soll in dem Fall, da Sie in die Stelle der Erbtöchter treten, dasjenige, was Sie vorhin weniger als die gegenwärtige Abrede Ihnen zuweist, empfangen haben,

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

47

demnächst suppliret und solches Supplement Ihnen entweder gleichbalden, oder gegen behörige Versicherung, successive erstattet, verzinset und bezahlt werden.

39. Da auch bey dergleichen Successionsfällen, es mögen Töchter, oder weiter gesippte, oder auch Testamentserben vorhanden seyn, die Fragen von der Staats- und Allodialerbschaft zu entstehen, und hieraus nicht selten die verderblichsten Folgen zu erwachsen pflegen, Wir aber hierunter, so viel von Uns abhänget, etwas unbestimmt und einigen Vorwurf zu unübersehblichen Streitigkeiten unter Unserer Nachkommenschaft übrig zu lassen nicht gemeynet sind; so verbinden Wir Uns, setzen, ordnen und wollen, dass auf den Fall der wirklichen Erlöschung eines der beiden Hauptstämme, mit gänzlicher Beiseitsetzung dieser Fragen, die Fürstlichen Töchter des lezten Fürsten eines Hauptstammes nebst Ihrer mütterlichen Erbschaft, aus der Verlassenschaft Ihres Herrn Vaters, die Chatoul, alles vorrätthige Gold und Silber, Juwelen, Perlen, Kleinodien, die Garderobe, Spitzen und alles Weisszeuch, nebst denen ausstehenden Privatkapitalien, das ist solchen, welche aus der Ersparnis des Fürsten, nicht aber aus veräusserten dem Hausverbände einverleibten Landesstücken und Gerechtsamen erwachsen sind, mit denen davon verfallenen Zinsen, nehmen, haben und behalten sollen.

In Ermangelung derer Töchter sollen denen Schwestern und andern weiter gesippten Allodialerben, in Ansehung der Mobilienverlassenschaft Ihres respective Bruders, Veters und Erblassers, gleiche Rechte zustehen, und die denen Töchtern so eben nach gewissen Rubriken zugestandene Stücke derselben, wie solche nur immer an den Verstorbenen gekommen seyn mögen, auch diesen ohne Widerspruch verabfolget werden.

40. Auser diesem soll denen Töchtern und in deren Mangel andern nächst gesippten Allodialerben eines ganzen Hauptstammtheiles, auf den Fall der Erlöschung eines solchen Stammes eine Summe von fünfmal Hundert Tausend Gulden im zwanzig Guldenmünzfuss, in fünf unverzinslichen Jahresterminen, von dem Landesfolger unweigerlich baar bezahlt, fort Ihnen dasjenige, worüber ein Fürst, nach der Ihme oben Art. XXXIV. zugestandenen Befugnis, zu Ihren Gunsten disponirt haben wird, gelassen, dagegen aber auch von Ihnen, an irgend einige andere, in denen unter diesem Erbverein begriffenen Fürstlich Nassauischen deutschen Landen, erfindliche beweglich- oder unbewegliche Besitzungen, welche nicht unter die in den vorhergehenden Ihnen zugestandene Rubriken gehören, einiges Recht gesucht, oder einige Forderung erdacht, gemacht oder gestattet werden.

Indessen soll diejenige Uebereinkunft, welche Wir, die jetzt pactirende Fürsten, zu Gunsten einer Erbtochter, Schwester oder nächster Allodialerbin eines Hauptstammes, zur Verbesserung Ihrer Abfindung, auf alle Fälle weiter treffen werden, Ihres Verzichts und dieser Unserer verbindlichen Abrede ungeachtet, von dem Landesfolger des andern Hauptstammes in alle Wege gehalten, und eine solche Allodialerbin hierunter, Unserer Absicht zuwider, nicht verkürzt werden.

41. Dieses vorausgesetzt, verbleiben dem Landesfolger neben allen und jeglichen, so alt als neu erworbenen Städten, Schlössern, Dörfern, Gütern, Häusern, und andern Liegenschaften, deren etwaigen Meliorationen, auch allen und jeden Renten, Rechten und Gerechtsamen, zuvörderst die Archive, Registraturen und Bibliotheken, demnächst alle zur Armatur und Landesdefension gehörige Stücke, der Marstall mit seinen Zugehörungen, alles was mit der Jagd in Verbindung steht, alles Holz in denen Holzgärten, so wie das geschlagene Holz und Köhlen in denen Waldungen, Hütten und Hämmern, alle an dem Sterbetag auf denen herrschaftlichen Speichern, in denen öffentlichen Magazinen, Kellern und Kassen erfindliche Naturalien, Geld- und andere Vorräthe, alle Mobilien und Inventarien in denen Fürstlichen Schlössern, Häusern und Höfen, mit Ausnahme derer oben denen Töchtern, so wie andern Allodialerben vorbehaltenen Rubriken, ferner die Nutzungen des von dem ersten Jänner bis zum letzten December zu berechnenden Sterbjahrs, in welchem Theile desselben der Erblasser auch immer verschieden seyn möchte, so weit solche Nutzungen noch nicht consumirt, oder versilbert und zur Chatoul geliefert worden sind, endlich alle Rückstände und Recesse, sie rühren woher sie immer wollen, mit Ausnahme derer denen Allodialerben oben zugeschiedenen Privat-Kapitalien, kurz alles das, was denen Allodialerben in dem vorhergehenden XXXIX. und XL. Artikel nicht namentlich zugeschieden worden, und in denen Fürstlich Nassauischen deutschen Landen zu finden ist, und verbleibt es übrigens wegen derer von dem Landesfolger zu übernehmenden rechtfertigen und erlaubten, so wie wegen derer denen Allodialerben heimzuweisenden unrechtfertigen Schulden, schädlichen Veräusserungen, auch gefährlichen Landesbenachtheiligungen bey demjenigen, was oben Art. X und folgenden, dann XXXI. ist verglichen und verordnet worden.

42. Da übrigens auch der Fall möglich ist, welchen jedoch der Allerhöchste gnädiglich abwenden wolle, dass Unser ganzer Nassauischer Mannsstamm erlöschen möchte, so lassen Wir es in Ansehung derer jeweiligen existirenden Töchter, bey dem von solchen geleisteten, auch künftig und zu ewigen Tagen zu leistenden unbedingten Verzicht, ohne Vorbehalt einiger Regreduenzschaft bewenden, verbinden Uns, setzen, ordnen und wollen demnach, dass in solchem Falle eine Tochter und zwar, wann deren mehrere vorhanden, die Erstgeborne, oder in deren Mangel die nächste Erbin des letzten Mannsstammes, mit Ausschluss aller andern entfernterer, zur Succession berufen seyn solle, es wäre dann, dass Wir oder Unsere Nachkommen auf solchen Fall anders übereingekommen wären, oder sonstige Vorsehung gethan hätten, als welches zu thun Wir Ihnen und Uns hiermit ausdrücklich vorbehalten, fort Unsere und Unserer Nachkommen respective Töchter und Erben zur Festhaltung einer solchen Vorsehung Kraft dieses verbunden haben wollen.

43. Damit nun diese Unsere Erbeinigung und Pactum Successorium perpetuum et reale desto genauer beobachtet und

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

49

gehalten werde, so schwören nicht allein Wir sämtliche erbvereinte Fürsten hiermit, dass Wir deme, was bis daher abgeredet, verglichen und festgesetzt worden ist, niemals zuwider handeln, sondern solches in allen und jeden Puncten fest, stet und unverbrüchlich halten sollen und wollen, so wahr Uns Gott helfe, sondern es sollen auch alle Unsere männliche Nachkommen, sobald Sie das achtzehnte Jahr erreicht haben werden, auf die von einer jeden Fürstlichen Landes-Regierung beschiehene Erinnerung, als welches Denselben samt und sonders hiermit auf Ihre Pflichten gebunden wird, ein gleiches zu thun schuldig seyn, und von dieser eidlichen Bestätigung dem allgemeinen Hausdirectorio ein unverwerfliches Document eingeschickt werden.

44. Nicht weniger sollen die allerseitige Landesdicasterien mit ihren Subalternen, die Oberforstbediente, auch Räthe und Beamte darauf verpflichtet, und wie solches geschehen, dem andern Theile ein Document extradirt, fort ein gleiches bey dem jedesmaligen Antritt einer neuen Regierung, und Verpflichtung eines jeden in oben bemeldter Eigenschaft neu angestellten Dieners also beobachtet werden.

45. Dass die Unterthanen bey Erbhuldigungen einander eventualiter verpflichtet werden sollen, ist in dem Erbvereine vom Jahre 1736. Art. XIII. zugesagt worden. Diese Zusage wiederholen Wir zwar hiermit nochmalen, jedoch mit der Bescheidenheit, dass, gleichwie die ganze Erbhuldigung ein Actus merae facultatis ist, also dieselbe auch in Ansehung der erbverbundenen Fürsten, immer und allezeit dafür gehalten, deren gemeinsame Erforderung im ganzen oder in einzelnen Landestheilen nach einer jeden der beiden compaciscirenden Hauptlinien Gutfinden, unter Communication mit dem allgemeinen Hausdirectorio geschehen. fort die eventual Huldigung bewerkstelliget oder unterlassen werden mag, wie es denen Umständen wird gemäs erachtet werden, ohne dass die Unterlassung an irgend einem Orte je zu einem Nachtheile, oder zur Ausschliessung eines Orts von diesem Erbvereine, angezogen werden möge.

46. Gleiche Bewandnis hat es auch mit dem Kirchengebet, welches nicht nur auf den regierenden Fürsten und dessen angehörige, sondern demnächst auch auf das Fürstliche Gesamthaus Nassau, ohne weiteren Beisatz derer special Linien, eingerichtet werden mag, doch dass die Unterlassung im Ganzen oder an einzelnen Ortschaften eben so wenig, als die unterlassene Landeshuldigung denen erbvereinten Fürsten und Agnaten jemalen zu einigem Nachtheile angezogen werden kann und soll.

47. Gleichwie nun durch diese Unsere Erbeinigung nichts anders gesucht wird, als dass Unser uraltes Haus Nassau, durch ein gutes Verständnis beider Haupt- und aller Special-Linien mit zusammen gesetztem Rath und That in einem aufrechten Stand erhalten, mehreres Aufnehmen befördert, und alle zu demselbigen gehörige Lande und Leute, mit Meliorationen, Lehnenschaften und allen Gerechtsamen bey dem männlichen

Geschlechte beständig, und, so lange ein ehlich geborner, oder von selbigem herstammender Agnat aus beiden Eingangs erwähnten Stämmen im Leben ist, ruhiglich verbleiben möge; also haben Wir zu desto mehrerer Versicherung einer dem andern, schon oben erwähntermassen, den Mitbesitz in seinem Landestheile eingeräumt, thun das auch hierdurch nochmalen mit dem weiteren Beifügen, dass Uns denen sämtlichen erbvereinten Fürsten und Agnaten jezt und künftig, wann es Uns. Unseren Erben und Nachkommen gefällig seyn wird, freygestellt seyn solle, den natürlichen Besitz, denen Regierungsrechten und Nutzungen des regierenden Fürsten unbeschadet, auf vorgängige Communication und Benachrichtigung desselben, zu ergreifen, wörbey jedoch abermalen bedungen worden ist, dass diese Besitzergreifung pro actu merae facultatis gehalten, und deren Unterlassung dem oben Art. IX. bedungenen und übertragenen Civil-Mitbesitz weder im Ganzen noch in einzelnen Theilen je zum Nachtheile angezogen werden solle.

48. Nun ist zwar einige Contravention gegen diesen Unseren wohlbedächtlich und eidlich eingegangenen Erbverein von Seiten Unser, oder Unserer Erben und Nachkommen, nicht zu vermuthen.

Sollte es jedoch wider Verhoffen geschehen, so ist verglichen, abgeredet und bedungen worden, dass ein jeder sich bey dem, was der gegenwärtige auf ältere Erbvereine gegründete Erbvertrag ihm gewähret, mittelst eigener Gewalt zu handhaben, denselben mit und ohne Recht in Vollzug zu setzen, auch zur Bestätigung seiner eigenthätigen rechtlichen Vorkehrungen, Mandata de non contraveniendo pactis, de non turbando, et de non offendendo etc. etc. bey denen höchsten Reichsgerichten zu suchen, guten Fug und erlangtes Recht haben, solchen gesuchten und darauf erkannten Allerhöchsten Mandatis auch ein jeder, ohne Abwartung einer Paritoriae, ohne alle Ein- und Widerrede, zu gehorsamen schuldig seyn solle.

Dessen allen zu wahrer Urkunde und steter Festhaltung haben Wir, die erbvereinte Fürsten sowohl, als auch Wir, die in Unserem Gesamthause Nassau dormalen vorhandene volljährige Prinzen, diesen Erbvertrag in vier gleichlautenden Exemplarien eigenhändig unterschrieben, und Unsere Siegel daran zu hängen befohlen, auch Wir, die Fürsten, ihn von Unseren wirklichen Geheimen Räthen und respective Bevollmächtigten unterschreiben und besiegeln lassen. So geschehen, S'Gravenhaag, den 13ten, Kirchheim, den 23sten, Biebrich, den 26sten, und Saarbrücken, den 30sten Junius, im Jahr Christi, 1783.

**Statut familial de la Maison de Nassau,
du 13 décembre 1822.**

Wir FRIEDRICH WILHELM, Prinz zu Nassau, etc., etc., urkunden und bekennen hiermit, dass Uns das von Unseres, vielgeliebten Herrn Bruders, des souveränen Herzogs WILHELM zu Nassau etc. Durchlaucht, als Chef Unsers Herzoglichen Hauses, errichtete Familienstatut d. d. Biebrich den 13. Decbr. 1822, welches wörtlich also lautet:

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

51

Wir WILHELM von Gottes Gnaden souveräner Herzog zu Nassau etc. etc. haben in Erwägung gezogen, dass in Unserer Speciallinie Unseres Hauses, in welcher nunmehr alle Besitzungen des Saarbrückischen Hauptstammes sich vereinigt befinden, von Unseren in Gott ruhenden Vorfahren durch Familienverträge, Testamente, väterliche Dispositionen, insbesondere durch die Primogenitur-Constitution vom 4ten März 1761 und andere Anordnungen, bereits bestimmt und Vorsehung darüber getroffen ist, wir es mit der Landes-Nachfolge Conservation und Vermehrung des Fideicommiss-Vermögens Unseres Hauses, den Erbrechten und der Versorgung nachgeborener Prinzen und Prinzessinen, der Ausstattung der Prinzessinen, der Bevormundung minderjähriger Regenten sowohl als anderer minderjährigen Glieder Unseres Herzoglichen Hauses und andern Hausangelegenheiten gehalten werden soll;

dass durch den im Jahr 1783 abgeschlossenen, durch den 1. Artikel des Vertrags d. d. Haag, den 14. July 1814 in seinem Wesentlichen ausdrücklich als fortbestehend und durch den 71. Artikel der Wiener Kongressacte vom Jahr 1815 als aufrecht erhalten bezeichneten Erbverein unter den beiden Hauptstämmen Unseres Hauses die frühere vorliegenden Hausgesetze noch vervollständigt und in vielen Punkten näher bestimmt worden sind;

dass also nach Maasgabe dieser fortbestehenden Normen und Vorschriften, unter Berücksichtigung der Abänderungen und Modificationen, welche sie durch Anordnungen Unseres in Gott ruhenden Herrn Vaters Gnaden, vorzüglich aber durch andere Zeitbegebenheiten erlitten haben, sich von Unseren Nachkommen und Nachfolgern an der Regierung in Unserem Hause auch in Zukunft soweit als sie nicht durch neuere Satzungen oder ein ihnen entgegengesetztes Herkommen und ihre von deren Buchstaben abweichende Vollziehung im Laufe der Zeit abändert oder näher bestimmt worden sind, gerichtet, und fortwährend denselben nachgelebt werden muss.

Dieser vorliegenden noch bestehenden hausgesetzlichen, in den meisten Angelegenheiten Unsres Hauses Maass und Ziel stehenden Bestimmungen ungeachtet ist Uns jedoch die Nothwendigkeit nicht entgangen, dass in besonderer Berücksichtigung der Folgen der unter Unserer Regierung Statt gefundenen Vereinigung sämtlicher Speciallinien Unseres Stammes, vorzüglich aber der im Jahre 1806 durch die Zeitbegebenheiten herbeigeführten Auflösung des deutschen Reichs, dessen Hoheit sämtliche Unsere Besitzungen früher unterworfen waren, und der auf Unser Haus dadurch übergegangenen Souveränitäts-Rechte und deshalb verfolgten neuen Staatseinrichtungen, mehrere wesentliche neue Bestimmungen und Vorschriften von Uns in Unserer Eigenschaft als souveräner Regent, Haupt Unseres Hauses und Vater, noch zu erlassen seyen, welche den neuen veränderten Verhältnissen Unseres Herzoglichen Hauses entsprechen und mehrere in der Gesetzgebung Unsres Hauses dadurch entstandene Lücken zu ergänzen und die früheren hausgesetzlichen Anordnungen den gegenwärtigen Verhältnissen näher anzupassen Uns geeignet erscheinen.

Von diesen Betrachtungen ausgehend, haben wir Uns veranlasst gesehen, nach angehörttem Gutachten Unseres Staatsraths und reifer Erwägung Nachstehendes zu verordnen und zu beschliessen :

Wir ordnen, setzen und wollen daher wie nachfolgt :

§ 1. Wir erklären zuvörderst ausdrücklich, dass die Bestimmungen des Erbvereins vom Jahr 1783 über den Erbverband und die Conservation sämtlicher Nassauischer Lande mit den in denselben gelegenen, zu dem Familiensfideicommiss-Eigentum Unseres Hauses gehörenden Gütern, Renten, Rechten und Gerechtigkeiten und deren Vermehrung, wie dieselbe in den Artikeln drei bis zwölf einschliesslich gedachten Erbvereins enthalten sind, fortwährend, fernerhin und in Zukunft ihre volle Anwendung auf den Complexum dieser Lande, Güter, Renten und Rechte finden sollen, wie sich derselbe in Folge der Wiener Congressacte vom Jahr 1815, des Staatsvertrags vom 31. Mai 1815 und dessen Separatartikel von gleichem dato, der Edicte Unserer Regierungsvorfahren und Unsrer eigenen Verordnungen über die neu angeordnete Landesverwaltung gebildet hat, oder aus Unsren eigenen sowie den Specialverfügungen Unsrer Regierungsvorfahren (durch welche in Folge der grossen politischen Veränderungen und auch aus anderen Ursachen und Gründen über die Substanz sowohl ganzer Landesteile als einzelner Güter, Renten und Gefälle disponirt worden ist) hervorgegangen ist und gegenwärtig besteht.

Insbesondere wollen Wir, dass dem Verbot aller Veräusserungen wie dasselbe in den Art. 10, 11 und 12 gedachten Erbvereins enthalten ist, (unter alleiniger Ausnahme des Verbots der Wiederbegebung der innerhalb der neuen Landesgrenzen Unseres Herzogthums heimfallenden Lehengüter, als welche Wir Uns und Unsern Nachfolgern ausdrücklich, vorzüglich in der Absicht vorbehalten, um durch solche Wiederbegebungen ausserordentliche Dienstleistungen Unserer Diener und Staatsangehörigen zu belohnen), genau von Uns und Unseren Regierungsnachfolgern in Zukunft nachgekommen, dagegen aber auch sich auf gedachte Artikel niemals weder von Uns noch Unsern Nachkommen und Regierungsnachfolgern berufen werden soll, um die früher in Folge der politischen Umgestaltung Unsrer Lande und aus andern Gründen und Veranlassungen stattgefundene Veräusserungen, es seye aus welchem Grunde oder unter welchem Vorwande es wolle, anzufechten oder für ungültig zu erklären.

§ 2. Als Zeitpunkt der eintretenden Volljährigkeit für sämtliche Prinzen und Prinzessinnen Unsres Hauses soll das zurückgelegte 21. Lebensjahr betrachtet werden. Bis zu diesem Zeitpunkt dauert die Vormundschaft fort, insofern nicht in hiezu geeigneten Fällen durch den jeweiligen regierenden Herrn und Chef Unseres Hauses als welches demselben unbenommen bleiben muss, früher ein Prinz oder eine Prinzessin Unseres Hauses für volljährig erklärt werden wird.

Prinzessinnen sind von dem Zeitpunkte ihrer Vermählung an als volljährig zu betrachten.

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

53

§ 3 Ueber die Anordnung der Vormundschaften bestimmen Wir folgendes :

Im Fall der Minderjährigkeit eines nach den Gesetzen Unseres Hauses zur Regierung berufenen Prinzen, soll die Vormundschaft und die mit derselben in diesem Fall verbundene Regentschaft nach Maassgabe der Bestimmungen des 33. Artikels des Erbvereins vom Jahr 1783 auf den nächsten Volljährigen oder im Fall ein solcher in Unserem Stamme nicht vorhanden, oder die Vormundschaft zu übernehmen verhindert wäre, auf den Chef des anderen Stammes Unseres Hauses übergehen. Jedoch soll es dem jeweiligen regierenden Herrn vorbehalten bleiben, einen anderen seiner Agnaten aus besonderem Vertrauen in beiden Fällen zum Vormund und Regenten zu bestimmen.

§ 4. Der Frau Mutter des minderjährigen regierenden Herrn soll die Mitvormundschaft übertragen sein.

In der Eigenschaft als Mitvormünderin soll von derselben die Fürsorge für die Person des minderjährigen Herrn und dessen Erziehung vorzugsweise abhängen, die vormundschaftliche Regierung bleibt dagegen dem zum Vormunde und Regenten ernannten Agnaten unter den nachfolgenden Bestimmungen allein überlassen.

§ 5. Die vormundschaftliche Regierung soll unter folgenden näheren Bestimmungen von dem Vormund und Regenten geführt werden :

1 Der Vormund hat sich in allen Regierungs-Angelegenheiten des Beiraths im Fall von dem mit Tode abgegangenen regierenden Herrn eine oder mehrere andere vertraute Personen nicht dazu besonders designiert worden seyn sollten, des an der Spitze der Landesverwaltung zur Zeit der eintretenden Vormundschaft stehenden dirigierenden Ministers oder dessen Stellvertreters zu bedienen oder in dem oben bezeichneten Fall dessen oder derer Personen, welche hierzu ausdrücklich von dem abgegangenen Regenten bezeichnet seyn werden.

Auch soll der Regent ohne dessen oder deren Beistimmung wichtige Beschlüsse nicht fassen.

Alle Verfügungen des Vormunds und Regenten sollen mit der Contrasignatur des dirigierenden Ministers oder der von dem abgegangenen Regenten bezeichneten Personen versehen werden.

2. In Ausübung der vormundschaftlichen Regierungsgewalt selbst haben der Vormund und Regent und der oder die ihm beigegebenen Minister oder Räte genau sich nach den zur Zeit der eintretenden Vormundschaft bestehenden Verwaltungsordnungen zu richten und die bestehende Landesverfassung aufrecht zu erhalten.

Insbesondre soll die vormundschaftliche Regierung an die Mitwirkung der Landstände des Herzogthums in allen dazu nach Maassgabe der bestehenden Landesverfassung — deren Vollziehung und bisherigen Handhabung — geeigneten Fällen gebunden sein, in der Art, dass während der Dauer der vormundschaftlichen Regierung die zur Zeit des Eintritts derselben

bestehenden Rechte und Befugnisse der Landstände auf keine Weise alteriert, also weder gegen das bisherige Herkommen geschmälert noch zum möglichen Nachteil des künftigen Regenten oder des Landes erweitert werden sollen.

3. Soll es eine vormundschaftliche Regierung als ihre besondere Pflicht betrachten, dass während ihrer Dauer auf die Erhaltung des Fideicommiss-Vermögens Unseres Hauses, dessen Nutzniessung durch den Landesanfall auf den minderjährigen Herrn übergegangen ist, und auf dessen Vermehrung der sorgfältigste Bedacht genommen werde.

Zu diesem Ende ist die vormundschaftliche Hofhaltung möglichst zusammen zu ziehen und einzuschränken und sind überhaupt solche ökonomische Einrichtungen zu treffen, damit von den überschüssenden Fideicommiss-Terminen, Schulden bezahlt, nützliche Erwerbungen gemacht, auch Activa angelegt werden mögen, Veräusserungen können von der vormundschaftlichen Regierung nur in den Fällen angeordnet werden, in welchen daraus erwiesene Vortheile für das Fideicommiss-Eigenthum Unseres Hauses hervorgehen.

Mit dem Eintritt in das 22te Jahr des regierenden Herrn endigt sich die vormundschaftliche Regierung, vorbehaltlich jedoch einer früheren Volljährigkeits-Erklärung oder anderweiter Bestimmung von Seiten des abgegangenen Regenten.

§ 6. Die Vormundschaft über nachgeborne Prinzen und Prinzessinnen soll in Ermangelung anderweiter väterlichen Bestimmung vorzugsweise von der überlebenden Frau Mutter unter Beirath eines zu wählenden Vormundschaftsraths geführt werden.

In deren Ermangelung und im Fall eine andere väterliche Disposition nicht vorliegt, steht die Vormundschaft dem jeweiligen regierenden Herrn oder dem Agnaten zu, welchem die vormundschaftliche Regierung übertragen ist.

§ 7. In Ansehung der Apanagen nachgeborner Prinzen und Prinzessinnen und der Dotalgelder der letztern bestimmen Wir folgendes:

Es verbleibt bei der Bestimmung der Apanage Unsres Herrn Bruders, des Prinzen Friedrich, Liebden, für sich und seine Nachkommen, wie dieselbe durch die Verordnung Unseres in Gott ruhenden Herrn Vaters festgesetzt worden ist.

Die Apanage nachgeborner Prinzen eines regierenden Herrn bestimmen Wir auf zehntausend Gulden für jeden.

Die Apanage unvermählter Prinzessinnen, Töchter eines regierenden Herrn, auf fünftausend Gulden jährlich.

Diese jährliche Apanagen fangen von dem zurückgelegten 13. Jahre für die Prinzen und von dem zurückgelegten 14. Jahr für die Prinzessinnen zu laufen an.

Bis zu diesem Zeitpunkte sind die Kosten der standesmäßigen Unterhaltung und Erziehung von dem regierenden Herrn zu tragen.

Als Aussteuer bestimmen wir jeder Prinzessin vierzig tausend Gulden rheinisch.

§ 8. Keinem Prinzen oder Prinzessin unseres Hauses soll

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

55

es gestattet seyn, ohne Einwilligung und Genehmigung des Chefs des Hauses sich zu vermählen.

Bei der Consensertheilung soll nach der Lage der Umstände Vorsehung darüber getroffen und bestimmt werden, wie es mit der Festsetzung der Apanagen für die aus der Ehe erzeugten Kinder und deren Versorgung gehalten werden soll, indem die Nachkommen nachgeborener Prinzen ohne besondere desfallsige Bestimmung nicht befugt seyn sollen, die Apanagen in Anspruch zu nehmen, welche für die Prinzen und Prinzessinnen eines regierenden Herrn — § 7 — bestimmt sind.

§ 9. Gegenwärtige Verordnung soll Unseres Herrn Bruders, des Prinzen Friedrich, Liebden, zum Beitritt und Genehmigung mitgetheilt, auch seiner Zeit deren Verhandlungen zum Grund gelegt werden, welche in Gemässheit des 1. Artikels des Haager Vertrags vom Jahr 1814 über die Ausmittlung und Umänderung der nicht mehr anwendbaren Artikel des in seinem Wesentlichen bestehenden und von Uns auch durch gegenwärtige Verordnung bestätigten Erbvereins mit des Königs der Niederlande Majestät werden gepflogen werden.

Wir wollen, dass gegenwärtiger Verordnung in allen ihren Punkten genau nachgelebt und sich nach deren Inhalt von Unseren Nachkommen und Nachfolgern stricte bemessen werde.

§ 10. Zu diesem Ende ist gegenwärtige Urkunde von Uns ausgefertigt, eigenhändig unterzeichnet und bei Unserem Staatsministerium mit der Auflage hinterlegt worden, dass dasselbe die genaue Vollziehung sämtlicher Bestimmungen, die darin enthalten sind, handhaben und darauf achten solle, dass denselben nicht zuwider gehandelt werde.

Gegeben Diebrich, den 13. December 1822.

(L. S.) WILHELM.

vdt. Fhr. v. MARSCHALL.

In Gemässheit des § 9 zum Beitritt und zur Genehmigung mitgetheilt worden ist.

Wir haben solches zu dem Ende der sorgfältigsten Erwägung und reiflichsten Prüfung unterworfen und erklären hierdurch, dass Wir diesem Familienstatut seinem ganzen Inhalte nach Unsere wohlbedachte Zustimmung ertheilen.

Wir versprechen und geloben demnach bei Unseren wahren fürstlichen Worten und Ehren, Treu und Glauben für Uns und Unsre Nachkommen hiermit feyerlichst, diese Satzung und Ordnung als ein zu ewigen Tagen verbindliches Hausgesetz in allen seinen Bestimmungen stet, fest und unverbrüchlich zu halten und soweit an Uns ist, pünctlich zu erfüllen, indem wir Uns zugleich aller etwaigen Einreden, welche später von Uns oder Unsern Nachkommen dagegen gemacht werden könnten, hierdurch ausdrücklich und wohlbedächtig begeben.

Dessen zu Urkund haben Wir die gegenwärtige Erklärung, welche zu künftiger Nachricht und bleibendem Gedächtniss in Unserem Familien-Archiv hinterlegt werden soll, ausfertigen lassen, eigenhändig vollzogen und mit Unserm Insiegel versehen.

So geschehen Verona, den 14. Januar 1823.

(L. S.) FRIEDRICH, Prinz zu Nassau.

**Convention entre le Roi des Pays-Bas et les Agnats de Nassau,
signée le 27 juin 1839.**

Nachdem in Folge der bedauernswerthen Ereignisse des Jahres 1830 die Abtretung eines Theiles des Grossherzogthums Luxemburg für S. M. den König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, eine politische Nothwendigkeit geworden, und von S. M. durch den zweiten Artikel des zu London am 19. April des lfd. J. abgeschlossenen Vertrags dieser Theil wirklich abgetreten worden ist, S. M. aber in Gemässheit des Hausvertrags von 1783 hiezu die Zustimmung Ihrer Durchlauchten Agnaten in Antrag gebracht haben, so sind behufs der deshalbigen Verhandlungen zu Bevollmächtigten ernannt worden . . . welche mit dem Vorbehalt der Ratification ihrer allerhöchsten und höchsten Höfe folgende Uebereinkunft abgeschlossen haben :

Art. 1. Seine Durchlaucht der Herr Herzog zu Nassau versprechen nach Empfang der im Art. 2 bedungenen Gegenleistung fñg sich, für des Herrn Erbprinzen Adolph zu Nassau, Durchlaucht, und Ihre übrigen männlichen Nachkommen, sowie für Ihres Herrn Bruders des Prinzen Friedrich zu Nassau Durchlaucht, auf die Rechte Verzicht zu leisten, welche in Gemässheit des Erbvereins von 1783 und der Wiener Congressacte vom Juni 1815 der Walramischen Linie des Hauses Nassau, an dem Theile des Grossherzogthums Luxemburg zustehen, welchen S. M. der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, durch den zweiten Artikel des Londoner Vertrags vom 19. April 1839 abgetreten haben.

2. Da von königlich-niederländischer Seife erklärt worden ist, dass sie nicht in der Lage sei, dafür den Agnaten Entschädigung an Land und Leuten zu leisten, und gleichzeitig die Nothwendigkeit dargestellt worden ist, durch die agnatische Einwilligung ein Hinderniss, welches der Regulierung allgemeiner und höherer Interessen im Wege stehe zu beseitigen, so haben sich die hohen Agnaten dazu bereit finden lassen, unter diesen dringenden Umständen auf Territorialersatz in der Provinz Limburg nicht zu bestehen, und es ist festgesetzt worden, dass statt desselben S. M. der König der Niederlande an S. D. den Herzog zu Nassau ein Kapital von 750,000 Gulden im 24. Guldenfusse entrichten.

3. Dieses Kapital von 750,000 Gulden im 24 Guldenfusse soll binnen drei Monaten in guten und groben Münzsorten kostenfrei zu Wiesbaden oder zu Frankfurt a. M. ausbezahlt, und dagegen sollen gleichzeitig die förmlichen Consenzurkunden Sr. Durchlaucht des Herzogs zu Nassau, Sr. Durchlaucht des Erbprinzen Adolph zu Nassau und Sr. Durchlaucht des Prinzen Friedrich zu Nassau ausgefolgt werden.

4. Die Rechte der Walramischen Linie des Hauses Nassau auf das übrigbleibende Grossherzogthum Luxemburg, Stadt und Bundesfestung dieses Namens darin mitbegriffen, bleiben in ihrer ursprünglichen Kraft, und unter den nämlichen Garantien, welche durch die Wienercongressacte geleistet worden sind, bestehen.

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

57

5. Von königlich-niederländischer Seite wird die nöthige Einleitung getroffen werden, dass die auf dem abgetretenen Theile des Grossherzogthums haftenden bundesgesetzlichen Verpflichtungen dem bleibenden Grossherzogthum nicht zur Last fallen.

6. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll ratifizirt etc. . . .

Convention entre le Roi de Prusse et le Duc de Nassau,
concernant les biens de la famille ducale,
signée à Berlin le 18 septembre 1867.¹⁾

Nachdem die im vorigen Jahre stattgehabten politischen Ereignisse die Einverleibung des Herzogthums Nassau in die preussische Monarchie herbeigeführt haben und in Folge dessen zwischen Sr. Majestät dem König von Preussen einerseits und Seiner Hoheit dem Herzoge Adolph zu Nassau andererseits Unterhandlungen zu dem Zwecke eröffnet worden sind, um die künftigen Vermögensverhältnisse Sr. Hoheit des Herzogs Adolph zu Nassau durch ein Abkommen zu regeln, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten sich über folgende Punkte geeinigt :

§ 1. Zur Befriedigung und Ausgleichung aller Ansprüche, welche an das mit allen Rechten und Verpflichtungen in das Staats-Eigenthum der Krone Preussen übergegangene Nassauische Domänen-Vermögen, einschliesslich der bisher der Herzoglichen Hofhaltung überwiesenen Schlösser, Güter und sonstigen Liegenschaften, von Seiten Sr. Hoheit des Herzogs Adolph zu Nassau oder des Herzoglichen Nassauischen Hauses und seiner Agnaten gegenwärtig oder in Zukunft aus irgend einem Grunde erhoben werden möchten, werden S. Maj. der König von Preussen :

1° Sr. Hoheit dem Herzog Adolph zu Nassau folgendes Grundbesitzthum zu Eigenthum überlassen :

- a) das Schloss zu Bibrich nebst dem umschlossenen Park,
- b) das sogenannte kleine Palais auf dem Berge bei Wiesbaden nebst dem dazu gehörigen Garten und Oekonomiegebäude,
- c) das Schloss Weilburg nebst dem dazu gehörigen Garten,
- d) den Walddistrict Grub mit der darin befindlichen Kapelle,
- e) das Jagdschloss und die Oberförster-Wohnung sammt Nebengebäuden auf der Platte,
- f) den Saupark bei der Platte,
- g) das Hofgut zu Hornau ;

2° Sr. Hoheit dem Herzog Adolph zu Nassau ein Kapital von 15 Millionen Gulden in 4 $\frac{1}{2}$ procentigen Preussischen Staatspapieren zum Nennwerthe zahlen lassen ;

1) Recueil Martens, XVIII p. 392.

— Tous les Agnats et notamment S. M. le Roi Grand-Duc et tous les Princes de la Maison d'Orange-Nassau ont donné leur adhésion à la convention du 18 sept. 1867, par actes spéciaux dressés et signés en due forme.

3° die aus der früher Herzogl. Domänen-Kasse gezahlten Gnden-Gehalte, Leibrenten und Pensionen an Hofdiener in der bewilligten Weise ferner entrichten lassen ;

4° die Zahlung der Apanage Sr. Durchlaucht des Prinzen Nikolaus zu Nassau im Jahresbetrage von 18,000 fl., buchstäblich achtzehntausend Gulden übernehmen ;

5° Seiner Hoheit den Herzog Adolph zu Nassau von der Verbindlichkeit zur vertragsmässigen Verzinsung und Rückzahlung des unter'm 15. Mai 1866 bei dem Bankhause M. A. v. Rothschild & Söhne in Frankfurt a./M. contrahirten Anlehens von beiläufig 350,000 fl., buchstäblich dreihundert und fünfzig tausend Gulden befreien ;

6° zur Erfüllung der von Seiten Seiner Durchlaucht des Herzogs Wilhelm zu Nassau durch die Dotations-Urkunde vom 8. December 1827 übernommenen Verpflichtung, die Dotation des Bisthums Limburg um den Betrag von jährlich 10,500 fl., buchstäblich zehntausend fünfhundert Gulden erhöhen ;

7° auf die Erstattung der von Sr. Hoheit dem Herzog Adolph zu Nassau für das Jahr 1866 aus der Domänen-Casse zu viel erhaltenen Summe von 10,626 fl. verzichten.

§ 2. Das nach § 1 zu 1 und 2 dieses Vertrags zu gewährende Grund- und Capitalsvermögen wird als Fideicommiss des Herzoglich-Nassauischen Hauses constituirt werden.

Seine Hoheit der Herzog Adolph zu Nassau wird im Interesse Höchstseines Hauses auf hausgesetzlichem Wege diejenigen besonderen Anordnungen treffen, welche geeignet sind, den dauernden Bestand der dem Fideicommiss-Verbande zu überweisenden, im § 1 und 2 benannten Capital-Vermögens seiner Substanz nach auch bis dahin sicher zu stellen, dass es gelingt, dasselbe zum Ankaufe von Grundbesitz zu verwenden.

§ 3. Das mit dem Nassauischen Domänen-Vermögen in keine substantielle Verbindung gelangte und in dem Voranschlage der Einnahmen und Ausgaben der Domänen-Kasse für das Jahr 1866 nicht in Einrechnung gezogene Privat-Vermögen Seiner Hoheit des Herzogs Adolph zu Nassau und des Herzoglichen Hauses, namentlich auch die Ihrer Hoheit der Frau Herzogin Adelheid zu Nassau gehörige Besitzung zu Königstein, bleibt ebenso, wie die von dem vorgedachten Voranschlage nicht berührten Stiftungen des Herzoglichen Hauses, lediglich den anerkannten, bisherigen Rechtsverhältnissen unterworfen.

Seine Hoheit der Herzog Adolph zu Nassau erklären hierbei Ihre Bereitwilligkeit, alle früher im Eigenthum der Domkirche zu Trier befindlich gewesenen, von dem Domkapitel im Jahre 1792, nach der Festung Ehrenbreitstein geschafften und demnächst in den Besitz des Herzoglich-Nassauischen Hauses gelangten Gegenstände des Trierer Domschatzes, soweit solche noch im Besitze Seiner Hoheit sich befinden, an die Domkirche zu Trier zurückzugewähren.

§ 4. Die Acten, welche auf die Geschichte und die persönlichen Verhältnisse der verschiedenen Linien des Nassauischen Hauses, sowie der Burggrafen von Sayn-Hachenburg Bezug haben, werden aus den Archiven und Registraturen an die

ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE.

59

Verwaltungsbehörde des Nassauischen Fideicommiss-Vermögens ausgeliefert, ebenso diejenigen Acten, Urkunden, Bücher, etc., welche sich auf die Administration der auf Grund des gegenwärtigen Abkommens aus dem Domänen-Vermögen in das Herzoglich-Nassauische Familien-Fideicommiss-Vermögen übergehenden Objekte beziehen. Soweit über die Verwaltung der betreffenden Objekte keine besonderen Acten geführt sind, die Trennung der fraglichen Nachweise aus den bisherigen gemeinschaftlichen Acten jedoch nicht thunlich sein sollte, steht es der Verwaltungsbehörde des Herzoglichen Familien-Fideicommiss-Vermögens frei, Einsicht davon zu nehmen und Auszüge etc. anfertigen zu lassen.

§ 5. Sobald Seine Majestät der König von Preussen und Seine Hoheit der Herzog Adolph zu Nassau dem Vertrage die Genehmigung ertheilt haben werden, wird ohne Verzug die Gewährung des im § 1 zu 1 und 2 gedachten Vermögens mit den Revenüen beziehungsweise Zinsen seit dem 1. Januar 1867 erfolgen.

Die preussischen Staatspapiere (§ 1 zu 2) werden mit den Coupons über die seit dem 1. Januar 1867 laufenden Zinsen, andernfalls aber unter baarer Vergütung dieser Zinsen ausgehändigt. Was die Ausführung der übrigen Bestimmung des § 1 betrifft, so wird die Wirksamkeit der zu 3 bis 6 getroffenen Festsetzungen, soweit die Zahlung der dort genannten Beträge nicht bereits erfolgt ist, auf den 1. Januar 1867 zurückbezogen.

§ 6. Seine Majestät der König von Preussen überlassen Sr. Hoh. dem Herzoge zu Nassau die Vereinbarung mit den Agnaten des Herzoglichen Hauses über die erforderlichen statutarischen Bestimmungen in Betreff des nach § 2 des gegenwärtigen Abkommens zu bildenden Fideicommiss-Vermögens. Seine Hoheit der Herzog zu Nassau werden, sobald die Verständigung hierüber erfolgt sein wird, von den Ergebnissen S. Maj. dem Könige von Preussen Mittheilung machen.

ACTE DU CONGRES DE VIENNE, signé le 9 juin 1815.

LXXI. Le droit de l'ordre de succession établi entre les deux branches de la maison de Nassau par l'acte de 1783, dit « Nassauischer Erbverein », est maintenu et transféré des quatre principautés d'Orange-Nassau au Grand-Duché de Luxembourg.

TRAITE DE LONDRES

du 11 mai 1867

ARTICLE I.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, maintient les liens qui attachent le dit Grand-Duché à la Maison d'Orange-Nassau, en vertu des Traités qui ont placé cet État sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, ses descendants et successeurs.

Les droits que possèdent les Agnats de la Maison de Nassau sur la succession du Grand-Duché, en vertu des mêmes Traités, sont maintenus.

Les Hautes Parties Contractantes acceptent la présente déclaration et en prennent acte.

441

MEMORIAL

ou



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogthums Luxemburg.

Jendi, 11 juillet 1907.

N^o 37.

Donnerstag, 11. Juli 1907.

Loi du 10 juillet 1907, ayant pour objet de conférer force de loi au Statut de famille de la Maison de Nassau du 16 avril 1907.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 5 juillet 1907 et celle du Conseil d'Etat du 9 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Le Statut de famille de la Maison de Nassau du 16 avril 1907, annexé à la présente, aura force de loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 10 juillet 1907.

GUILLAUME.

Les membres du Gouvernement.

EYSCHEN.

H. KIRPACH.

M. MONGENAST.

Ch. DE WAHA.

Gesetz vom 10. Juli 1907, wodurch dem Familienstatut des Hauses Nassau vom 16. April 1907 Gesetzeskraft verliehen wird.

Nir Wilhelm, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer ;

Nach Einsicht des Beschlusses der Abgeordneten-Kammer vom 5. Juli 1907 und desjenigen des Staatsrates vom 9. dess. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziges Article. Das hier angeschlossene Familienstatut des Hauses Nassau vom 16. April 1907 hat Gesetzeskraft.

Befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges Gesetz in's „*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß-Berg, den 10. Juli 1907.

Wilhelm.

Die Mitglieder der Regierung:

Eyschen.

H. Kirpach.

M. Mongenast.

K. de Waha.

142

ANNEXE.

Familienstatut.

Wir WILHELM, von Gottes Gnaden Grossherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc.,

erklären und verfügen :

Art. I. — Da Uns ein männlicher Erbe bisher versagt geblieben ist und seit dem Tode Unseres Oheims des Prinzen *Nicolas* Liebden ohne Hinterlassung successionsfähiger Descendenz der Fürstliche Mannesstamm des Hauses Nassau auf Unseren Augen allein steht, kann der in Artikel 42 des Erbvereins von 1783 gesetzte Fall eintreten und hat alsdann Unsere erstgeborene Tochter Prinzessin Marie-Adelheid und zunächst ihr Mannesstamm, aus gemäss den Familienstatuten Unseres Hauses geschlossener Ehe, nach dem Recht der Erstgeburt, Uns in der Krone Luxemburg, sowie als Chef Unseres Hauses und in Besitz und Nutzniessung des gesamten Hausfideicommisses nachzufolgen, jedoch ist bis zur Vollendung ihres achtzehnten Lebensjahres die Regentschaft und Vormundschaft für sie von Unserer vielgeliebten Gemahlin der Grossherzogin Maria-Anna zu führen.

Sollte Unsere genannte vielgeliebte Tochter ohne Hinterlassung einer Nachkommenschaft aus gemäss den Familienstatuten Unseres Hauses geschlossener Ehe versterben, so sind Unsere andern vielgeliebten Töchter und ihre Linien in gleicher Weise nach Primogenitur-Recht zur Erbfolge berufen.

Art. II. — Das Grossherzoglich Luxemburgische und Herzoglich Nassauische Fürstenhaus bilden eine untrennbare Einheit.

Zwar behält es auch in Zukunft dabei sein Bewenden, dass dem Luxemburgischen Staat keinerlei Anspruch auf Eigentum, Inhabung, Verwaltung, Kontrolle und Ertrag des in- und ausserhalb vorhandenen Fideicommissvermögens Unseres Hauses zusteht. Insolange jedoch Unsere Descendenz im Mannesstamm oder nach Massgabe der in Art. 4 dieses Familienstatuts getroffenen Anordnungen im Grossherzogtum Luxemburg regiert, kommt dem Nachfolger in der Staatssuccession jeweils zugleich die alleinige Nachfolge in das ganze Hausfideicommiss in- und ausserhalb des Grossherzogtums zu und darf eine Trennung des Besitzes und der Nutzniessung des Hausfideicommisses von der Inhabung der Krone nicht stattfinden.

Veränderungen im Bestand des Fideicommisses sind hierdurch nicht ausgeschlossen.

Art. III. — Im übrigen behalten Wir Uns und Unseren Nachfolgern das Recht zur Erlassung familienstatutarischer Bestimmungen über Unsere Hausverfassung im bisherigen Umfang vor.

Erkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und des beigedrückten Siegels.

So gegeben Santa Margherita, den 16. April 1907.

WILHELM.

Die Mitglieder der Regierung :

EYSCHEN, Staatsminister, Präsident.

H. KIRPACH, Generaldirector des Innern.

M. MONGENAST, Generaldirector der Finanzen.

Ch. DE WAHA, Generaldirector der öffentlichen Arbeiten.